

# PIERRE BOUTANG



*la république  
de  
Joinovici*

**AMIOT ★ DUMONT**  
*Paris*



LA RÉPUBLIQUE  
DE JOINOVICI

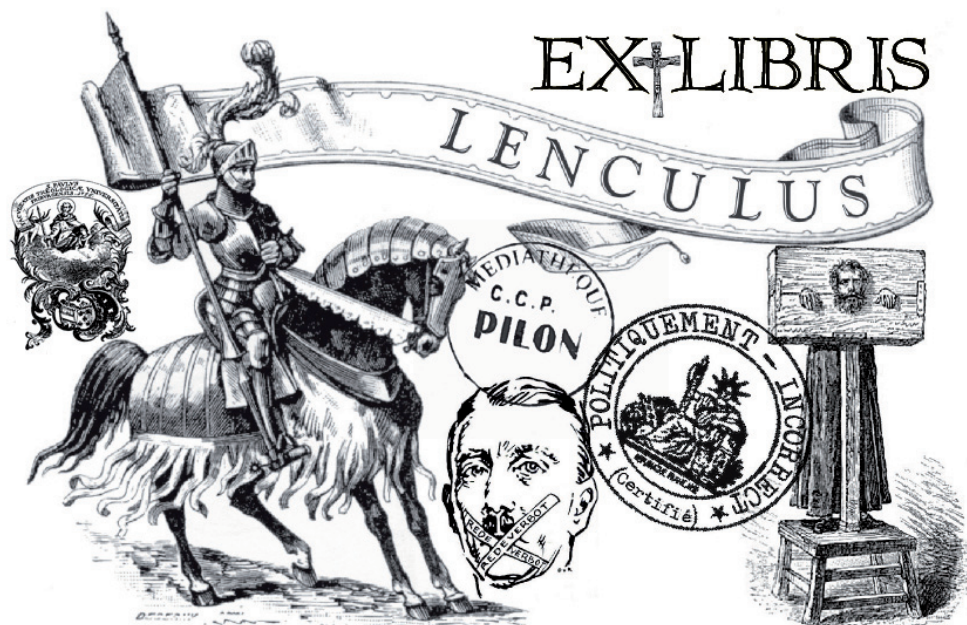


PIERRE BOUTANG

LA RÉPUBLIQUE  
DE JOINOVICI

AMIOT-DUMONT

*Paris*



Librairie Excommuniée Numérique CULUS (CUrieux de Lire des Usuels)

N° 274

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés.  
Copyright by « Le Livre contemporain » Bureaux 23, rue Pasquier, Paris (8<sup>e</sup>).

Scan ; ORC ; Mise en page - Août 2008

**LENCULUS**

Pour la Librairie Excommuniée Numérique des CUrieux de Lire les USuels

# I

## UNE STATUE POUR JOINOVICI

Je n'écris pas de pamphlets. Au pays de Courier ce n'est plus à la mode. Pire, c'est impossible : jadis, les citoyens, par mécontentement ou par perversité, écrivaient des pamphlets contre le pouvoir. Aujourd'hui, c'est l'Etat, le Pouvoir, les Puissants qui font les pamphlets contre les citoyens. Oui, les pamphlets sont dans les choses. Les plus atroces, impitoyables, ceux qui s'attaquent à la faiblesse, à la misère, à la tristesse, aux pauvres gens dépossédés, avec un noir humour, mêlé de bile verte, ce n'est pas Jean Nocher qui vous les donnera ; cherchez un peu le pamphlet des pamphlets, celui qui ne pardonne pas, et qui est œuvre de l'Etat, c'est le *Journal officiel*. Si méchant que nous devenions, nous ne pourrions jamais lui ajouter qu'un petit supplément bénin.

L'Etat donc nous fait des pamphlets, comme on dit « faire des misères » ou des « crasses » pour parler net. Ces pamphlets des puissants, quand ils nous concernent directement, s'appellent « des arrêtés » ou des « mesures ». *Mesures*, c'est une dérision, j'en apporterai quelques preuves. Mais les pamphlets qui les concernent seuls, ce sont les dignités qu'ils s'octroient et qui les font monter d'autant qu'ils nous abaissent. Par bonheur, ils ne s'aiment point entre eux, s'ils s'entendent pour nous dépouiller. Ce qu'ils nomment leurs « débats », ce sont les pamphlets qu'ils se font, notre seule occasion de rire.

Qu'est-ce qu'un pamphlet ? Il y a plus de cent ans, Courier se le demanda beaucoup, mais il oublia sur ce point qu'il savait le grec. Or je me trompe fort, ou un pamphlet c'est une œuvre qui a pour objet de tout brûler ; c'est une torche, et qui doit faire flamber les remparts, les maisons d'une éternelle Troie. Bien. Mais qui met le feu, aujourd'hui, dans les choses ? Nous éclairons les incendies, nous ne les allumons pas. L'Etat, lui seul, a mis le feu partout. Voyez au Parlement, commençant par la tête : ils sont près de six cents et c'est le peuple-roi, chaque représentant revêtu, selon le dogme, de la Majesté totale. Or ils vomissent l'injure et brillent de haine. Ils sont d'accord pour tenir en prison innocents et coupables ; mais c'est tout : en voici deux cents que les autres nomment agents de l'étranger et traîtres, passés ou virtuels. Cela peut se dire ; il y a un parti russe — tous ces tristes oiseaux, bruants verts et pinsons, les appelants de nos malheurs et des occupations prochaines (appelants, c'est un terme de vénerie et le pays crève d'oiseleurs). Les quatre cents autres, pour les appelants russes, sont des traîtres aussi, parti américain, que sais-je ? Je n'irais pas voir de trop près ; il y a des cas où les traîtres communistes, qui s'y connaissent en agents de l'étranger, n'ont pas tort ; ce qui m'importe, pour l'instant, c'est qu'ils ont entre eux guerre, mépris, flamme de haine, et qu'ils sont là pour gérer *nos intérêts*. Puis, quand les flammes ont bien jailli, ils vont à la buvette, ou élisent à la proportionnelle les membres des Hautes Cours de Justice qui condamneront des Français.

Or, je le demande, que vaut un jugement, quand les juges se regardent entre eux comme des traîtres ?

Le bon peuple se dit : « Et s'ils avaient raison, tous raison ? » Mais alors ils ne peuvent juger entre eux, c'est une question de force ; que viennent-ils mêler des tiers à l'incendie qu'ils allument entre eux ?

Je ne crois pas à l'innocence de Vichy, de tout Vichy du moins. Mais, lorsqu'un Kriegel qui vient d'ailleurs, tard naturalisé, prétendu Valrimont, juge un grand mutilé officier de chasseur, il y a de la honte, pour nous tous, petites gens abrutis par la presse, écrasés par l'impôt et qui le laissons faire. Ce Kriegel n'est qu'un séparatiste pour les fidèles de de Gaulle, un nationaliste étranger pour les amis de Blum. Pour Kriegel, d'autre part, de Gaulle est un général de guerre civile, et Léon Blum un social traître, un agent du dollar. Alors, que valent Les jugements où tranchèrent Kriegel et les autres ? Pour juger, il faut un minimum éthique, un peu d'accord entre les juges. Or il n'est pas un procès politique où la condamnation n'ait été emportée par le vote d'hommes qui s'enverraient les uns les autres, et volontiers, au peloton d'exécution, pour *intelligence avec l'ennemi* — avec un ennemi que la force, les hasards de la guerre civile et de l'invasion permettraient seuls de définir.

Je ne tais donc pas de pamphlets, et pour cause ; je fais de l'histoire. C'est l'histoire de cinq ans, tels qu'on les a vécus. Je n'imité pas la justice républicaine, qui invente des lois exprès pour juger à sa guise : je dirai qui je suis et quelles sont mes règles de jugement. Du moins ne les ai-je pas fabriquées pour l'occasion, je les ai héritées. Ni Moch, ni les Puissants ne peuvent prétendre, quant à eux, qu'ils jugent ou condamnent avec ce qu'ils héritent, sur un sol où les conduisit le hasard de l'immigration. Quand je dis *La République de Joinovici*, ce n'est pas une boutade, un paradoxe, ni une injure. Je nomme l'objet comme on apprend à nommer, dans un lycée français, au petit boursier que j'étais, pauvre, attentif, mais dès l'enfance ennemi de toutes les républiques, je dirai pourquoi dans ce livre. Je nomme donc l'objet la *République* par son origine réelle. Je la nomme par ce qui la fait durer. Je la nomme par ce qui lui ressemble, je la nomme par ce quoi elle donne sa chance de prospérer. Je la désigne par son avenir, et voilà pourquoi je ne dis pas *la république de Moch*, mais la république qui a rendu possible et qui soutient tous les Moch. Je vais tout droit à la légitimité du pouvoir démocratique et je prouve que Joinovici, bientôt en liberté, exprime une essence et révèle un principe dont toutes les conséquences se dérouleront inexorablement.

N'allez pas sursauter : souvenez-vous qu'il fut dur, aux oreilles des notables, d'entendre dire que leur République *était* devenue, et qu'elle était fondamentalement celle de Gambetta. Le fils du juif génois établi épicier à Cahors, ce n'était ni Thiers, ni Mac-Mahon, comme, toutes choses égales d'ailleurs, Joinovici, ce n'est ni Bidault, ni de Gaulle. Pourtant, à l'origine réelle, il y a Gambetta, comme il y a Joinovici. Après un camouflage de quelques années, Gambetta revient, comme Joinovici reviendra. Ne dites pas que Gambetta fut éloquent alors que Joinovici s'exprime en un impossible sabir : il apprendra cette langue qui ne lui fut nécessaire, et ne lui manqua qu'à son procès. Ne dites pas que la patrie reconnaissante a dressé à Gambetta, pour son œuvre folle de guerre à outrance, une statue qui déshonore la place du Carrousel, mais que personne ne semble avoir encore eu sérieusement l'idée salubre de faire sauter. Car le citoyen Pecastaing a déjà proposé qu'on élevât à Clichy une statue à Joinovici, Récupérateur général des métaux non ferreux et de l'énergie française. Joinovici, transformé par l'épreuve, fera-t-il, après Bidault et Schumann qui ont tout *vendu*, un remarquable ministre, non plus des Affaires Étrangères de la France, mais, comme il le fut déjà, des affaires de l'Étranger en France ? Je le



vois, si quelque faiblesse des jurés ne les avait pas conduits à une condamnation symbolique, dès maintenant délégué à la Babel européenne installée, pour le malheur de la France et de l'Alsace, à Strasbourg.

En attendant cette réparation éclatante, il y a l'histoire. Joinovici est entré dans nos vie définitivement, par l'apostrophe de M<sup>e</sup> Henry Torrès, Français, comme il le dit lui-même avec esprit, de double appartenance : « Craignez, messieurs, de créer une nouvelle affaire Dreyfus. » Cette affaire Dreyfus existe. Il y a, dans l'inique jugement qui confisque Les biens de Joinovici jusqu'à cinquante malheureux millions et le condamne à 600 000 francs d'amende, un article étonnant qui *impose* la révision. La vérité et la justice en ont été offensées ; Josef Joinovici a été condamné à la *dégradation nationale à vie*, on lui a fait descendre des escaliers qu'il n'a jamais gravés... non par impuissance, la France est un pays de naturalisation facile, mais par dédain. L'escalier monumental de l'internationale apatride a seul, en ses marches de marbre, senti peser le poids du chiffonnier. Le combat commence donc pour la Cassation ou la Révision. Mais c'est *nous*, cette fois, qui demandons l'une ou l'autre. C'est nous qui n'acceptons pas la chose jugée, parce que la chose jugée nous déshonore. Il y a trop d'indignes nationaux à vie, Maurras ou Xavier Vallat, qui sont liés à notre histoire et à notre grandeur, pour que nous la laissions *partager* à Joinovici. Nous n'admettons pas que cette Justice, qui libère pratiquement une canaille apatride, en profite pour le *naturaliser* au moyen de l'indignité nationale. Car, en bonne logique, on ne peut être dégradé que de la hauteur où t'en se trouve, et nous ne savions pas que Joinovici, russe, roumain, juif, ou ce que l'on veut, eût jamais dressé son ignoble silhouette sur le haut lieu qui s'appelle la France.

Mais quatre ans d'un combat qui prolonge ceux de nos anciens nous permettent de regarder enfin la pourriture républicaine de ce promontoire artificiel institué par le jugement du président Bêteille. Ce que fut ce combat clandestin et public, je ne le dirai pas ici ; sa seule règle fut l'attention quotidienne à l'événement, le consciencieux dépouillement du *pamphlet des pamphlets*, le *journal officiel*. Des amitiés y sont nées, celles qu'exprimaient *La Dernière Lanterne* ou la première équipe de *Paroles Françaises*, ces refuges d'hommes libres : nous avons eu nos fêtes de l'amitié ou du succès. Le 5 mai 1946, la République de Joinovici faillit devenir, mais ne devint pas, celle de Zaksas et de Bela Kun. Et le 5 mai au soir, sur les boulevards, la déception des apatrides, leurs aveux comiques, la conscience que nous prîmes d'une lutte de nouveau possible chantent encore dans nos mémoires. Alors, avant de repartir, avant de se battre à nouveau pour que nos fils puissent parler français, recevoir notre héritage, attendre leur culture d'autres institutions que l'ignominieuse UNESCO, nous plaquerons sur le nom déjà déshonoré de la République celui de son héros fondateur, et désormais *éponyme*.

Mais l'Histoire, direz-vous, est chaste. L'Histoire est sans colère et sans haine ; c'est ce qui la distingue des pamphlets ou libelles que rosis interdit, avec tant de sincérité candide, François Mauriac.

La haine n'est pas notre fait, à nous gens de village et de paroisse ; la sagesse ancienne qui veut qu'on ne haïsse jamais qu'en sachant que l'homme haï pourra être demain un ami, nous l'avons dans notre héritage : aussi ne haïssons-nous pas Les gens de chez nous, ni les bleus, ni les rouges, attentifs que nous sommes aux grandes unions et aux réconciliations soudaines que l'histoire retient dans ses plis. En l'amitié, nous voyons même le moteur quasi divin de notre nationalisme, et l'image terrestre des hommes réunis en la cité de Dieu. Mais la *Colère* est entrée dans cette histoire. La Colère contre la haine mise au principe de la Cité ; la Colère contre l'apatride qui ruine son hôte ; la Colère qui ne hait point, mais demande, en bonne guerrière, de

régler une fois pour toutes leur compte aux individus ou aux groupes qui empêchent la nation de vivre en paix. Qui ferait sans colère l'histoire de 1944 à 1949 traiterait, parlerait, d'on ne sait quel cadavre, et, gravement, prendrait les mesures de la mort. Au nom de la chasteté de l'histoire, il oublierait son objet, la vivante cité ; il serait sans passion, parce que, contre toute vérité, il ignorerait la réelle *passion* de la France.

S'il est un temps pour faire oraison, il en est un pour la colère, il en est un pour le dégoût. La honte qu'on laisse s'endormir dans la complicité du silence, qu'on enferme dans de vieilles outres, ne s'améliore pas avec les années. Bernanos pouvait bien rugir, dans sa solitude, que l'armée rouge et la Wehrmacht ont collaboré à l'anéantissement des héroïques défenseurs de Varsovie, que l'Europe était esclave, que la France était en train de pourrir sous les gestes bénisseurs des catholiques d'arrière-garde, héritiers de M. Piou... Qu'est-ce que ça pouvait faire, puisque cet homme avait passé sa vie à rugir, et que l'hypocrisie cléricale, unie à la dialectique marxiste, devait permettre d'avoir sa peau, comme les bien pensants d'hier avaient finalement eu celle de Drumont ?

Sa belle colère rugissante était rendue vaine par le camp qu'il avait choisi. Sa vision d'émigré sur les malheurs de la France vaincue en faisait l'otage, sinon le complice, de la Résistance de Joinovici. Ses déclarations radiophoniques venues d'une terre lointaine l'avaient associé aux *pucerons de la démocratie chrétienne* qu'il avait nommé et qu'il méprisait. Surtout, il croyait trop que nous sommes toujours au plus bas du monde, au fond de l'ignominie. Cette précipitation le trompait.

Nous avons cru, hier, que nous étions au fond ; nous l'avons cru à chaque nouveau désastre ; mais il y a toujours eu un fond de rechange. Le fond ce n'était pas Daladier, ce n'était pas la route du fer coupé, « nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts », les slogans imbéciles, les politiciens inconscients, ce n'était même pas la défaite et l'occupation sanglante... car tout cela était la suite d'une opération déjà ancienne par laquelle les classes moyennes avaient cru pouvoir liquider tout l'héritage intellectuel et moral de la France, afin de garder l'héritage matériel et d'échapper à la Révolution. Nous n'étions pas encore tout à fait démunis, il nous restait les riches possibilités de la révolte et du mépris.

Mais, aujourd'hui, la révolte et le mépris eux-mêmes sont désarmés devant l'immensité, la généralité du mensonge. Les jeunes hommes se recroquevillent et se résignent. En 1945, ils songeaient à émigrer ; en 1949, on a ruiné en eux même le lâche espoir de l'émigration. Quand ils ne sont pas communistes, ils ne sont pas loin non plus de s'accrocher à de ridicules barrières (barrières de bois pourri face aux mitrailleuses marxistes). Il leur arrive de se reposer sur la démocratie chrétienne occidentale ou sur la social-démocratie humaniste. Or jamais la prière du bien pensant, *tout ce que vous voudrez, mais pas de gifles*, n'a été aussi glorieusement reprise que par notre MRP héritier du *Sillon*. La gifle, il ne la reçoit pas moins chaque jour dans *Franc-Tireur*, chaque semaine dans *Action*, à chaque débat parlementaire par Deixonne ; il a tout lâché, tout trahi. Regardez un peu son visage de vainqueur avec, dessus, la marque des cinq doigts de tous les forts de la République ! Quant au derrière, dans la fuite et la panique définitive, il ne tardera pas à le montrer : on y verra les glorieuses marques des chaussettes à clous qui au dernier moment lui auront été *infidèles*.

Voilà donc cent soixante ans que l'on ment et que l'on triche, cent soixante ans que le pays meurt lentement de bêtise — un siècle et demi que l'on emprisonne et que l'on tue ceux qui pourraient guérir, ceux qui pourraient restaurer. Depuis cent soixante ans, la France va de révolution en réaction sans principe, hésite entre les Sans-Culottes ivres et les généraux imbéciles,

oscille des lupanars sordides aux absurdes guérites. Avec l'arrêt du président Béteille, nous atteignons une espèce de fond, tel qu'il est impossible d'imaginer de nouvelles chutes. Dans cette tragédie shakespearienne qu'est l'affaire Joinovici, le fantôme Scaffa a été frappé d'exclusion, et le silence de l'apatride sur le garde des Sceaux qui lui décerna son certificat de résistance a pris une *qualité* sensible à tout amateur de théâtre. Car, enfin, le certificat décerné il y a deux ans par celui qui tient aujourd'hui les balances de la Justice ne fut pas allégué pendant le procès, et n'eût aucune place dans les attendus. Albert Bayet y fit allusion, pour l'excuser, en affirmant qu'il en eût octroyé autant. Ainsi les services résistants reconnus par la plus haute autorité judiciaire du régime n'ont pas protégé sans mélange le juif Joinovici. Ce certificat n'était-il pas *bon* ? M. Lecourt fut-il un mauvais résistant ? Est-ce plutôt que les fantômes dans la nature, ou les cadavres dans les placards, expliqueraient qu'il t'ait obtenu, sans permettre qu'il en fit usage à l'heure du procès ?

Alors il fallait le dire, ou il ne fallait pas faire de procès. Il ne fallait pas cette mascarade, cette justice traînant ses robes dans la boue. Il ne fallait pas cet accord scandaleusement public à la première audience, entre le président Béteille et le Commissaire du Gouvernement, pour ne pas parler de Scaffa. Non seulement on n'en parlerait pas, mais, pour le cas où la défense eût nourri dans son cœur quelque envie d'en parler, où le Bessarabien lui-même eût pu laisser échapper quelque allusion ou quelque menace, on lui donnait la garantie initiale que la vraie matière du procès ne serait à aucun moment abordée. La République résistante redevenait telle que Sartre l'a su définir en 1944, la République du silence : *« jamais nous n'avons été plus libres que sous l'occupation allemande. Nous avons perdu tous nos droits, et d'abord celui de parler. »* Admirable liberté où Sartre montrait déjà que *les circonstances atroces de notre combat nous mettaient enfin à même de vivre sans fard et sans voile cette situation déchirée, insoutenable, qu'on appelle la condition humaine !* Je ne vais pas perdre de temps à demander de quoi Sartre se pouvait plaindre, si l'occupation allemande lui permettait de réaliser une liberté qui résume la condition de l'homme. L'intéressant est que cette liberté « insoutenable » de la Résistance prend sa pleine signification quand on l'applique au héros fondateur de la Quatrième République. Le silence de Joinovici est bien l'abîme honteux et sublime, au delà duquel il n'y a rien. Cette fois, nous sommes au fond de l'abjection qu'imaginait sans cesse Bernanos. Il n'y aura plus d'oscillations, de sauveurs provisoires, il y aura le salut et la Renaissance avec tout ce qu'ils coûtent, ou le néant. Ceux qui fixaient à 1950 le point de décision et de rebroussement du destin français avaient raison. Le bilan des désastres de nos républiques successives se révèle pire encore que ne l'avait prévu Maurras dans son Enquête sur la Monarchie la maison blanche, détruite et reconstruite tant de fois, a sans doute été encore jetée à bas par les Allemands, les Alliés ou le FTP ; une chose est sûre cette fois, c'est qu'avec la Quatrième République elle ne sera pas de nouveau détruite, *parce qu'elle ne sera pas reconstruite.*

Nos libéraux, nos hommes de gauche n'ont jamais eu que sarcasme pour les régimes de l'ordre intérieur. Je dois dire qu'il y a une conception de l'ordre dans la rue avec la misère derrière les façades, des préfets optimistes et des hommes désespérés, qui sera toujours la honte de la démocratie bourgeoise et du XIX<sup>e</sup> siècle. Cet ordre n'est pas l'Ordre ; rien ne nous y attache. Nous ne serions pas volontaires pour réprimer une nouvelle Commune que la République de Joinovici, incarnée une dernière fois dans l'homme des bazars de Mexico, du capitalisme international et des cérémonies religieuses aux veilles des désastres, susciterait par ses provocations et sa docilité aux ordres de Washington. L'ordre, c'est pour nous la mesure et la justice dans une cité fraternelle. Mais nous avons aujourd'hui quelque chose de pire que l'ordre moral, de plus superficiel que l'ordre superficiel et que l'ordre extérieur nous avons le *régime des ordres*

de l'extérieur. Jamais la Troisième République (malgré le renvoi de Delcassé) n'a été si ouvertement le règne en France de l'Etranger. L'Etranger n'a plus besoin de troupes d'occupation : un télégraphe lui suffit. Il n'a pas besoin de corps d'occupation, il a des partis. En 1946, après le courageux départ du « libérateur de la patrie », c'est une entrevue de M. Bogomolov et de M. Caffery, ambassadeur des Etats-Unis, qui détermina la composition de notre gouvernement, et qui en fit le point d'équilibre et de neutralisation de deux forces étrangères. En 1947, c'est un contact entre M. Caffery et quelques députés du MRP et de l'UDSR qui durcit la résistance à la revendication communiste sur le Ministère de la Défense Nationale. Quand Léon Blum fut appelé à Londres, ce fut essentiellement parce que la politique de M. Bevin consistait à placer en Europe les digues de carton des gouvernements sociaux-démocrates. Quand Ramadier chassa les communistes du gouvernement, nul ne pensa un instant que cet acte pouvait être le fruit de ses méditations personnelles et non l'effet d'ordres ou de conseils venus de Washington. Par la suite, de considérables progrès ont été accomplis dans la voie d'un asservissement total de la politique française aux ordres de l'Etranger. On a vendu les pétroles tunisiens, on a cédé sur les principes de notre sécurité en Allemagne, on a signé au nom de la France désarmée un pacte qui nous expose à l'invasion russe sans contrepartie. Tout cela est dans l'ordre tirant son origine et sa substance de l'apatride Joinovici, la République ne pouvait définir la France qu'à la manière de son fondateur : *Ma patrie, c'est là où je suis bien ; j'avais été heureux pendant quinze ans cirez vous, pourquoi vous aurais-je fait du mal ?* Mais c'est par le fait même d'être chez nous, par cette présence parasite, que la République et Joinovici détruisaient la substance nationale, la livraient à l'Etranger, dépouillaient ses héritiers.

Le bien ou le mal politique nous vient toujours *d'ailleurs* aujourd'hui ; on nous a exilés sur notre propre sol, on nous a dépossédés de l'indépendance et de l'honneur. C'est une vieille entreprise, une entreprise de plus d'un siècle. Ce qui est nouveau, c'est le nom que l'on a osé donner à son aboutissement on l'a appelé la *Libération*. Comment cela s'est-il passé ? Comment l'Indigène a-t-il été réduit en servitude ? Car cela n'est pas naturel, c'est même contraire à toute nature et à toute histoire. Qu'ils aient mangé l'héritage, qu'ils aient couronné mille ans d'histoire militaire par ce spectacle d'un peuple tout entier jeté sur les routes, qu'ils perdent l'Empire, après l'avoir baptisé *Union Française* pour rendre la perte moins sensible, cela se comprend ; cela est clans leur système de la liberté sans garantie, de l'Etat sans continuité, de l'individu sans racines. Mais qu'ils nous aient fait payer ce prix-là une Chimère qui n'a même pas un beau visage, qu'ils nous aient jetés dans le régime de l'autorisation préalable, de la législation rétroactive, de l'arrestation arbitraire, — que la Chimère ait ce visage et ces griffes de harpie, qu'elle ressemble au fruit de quelque horrible union de Joinovici et de Madeleine Jacob, cela dépasse toutes les explications naturelles. Cela ne se comprend que dans l'hypothèse d'une providence qui aurait justement décidé de faire cela de la fille aînée de l'Eglise.

Pour autant qu'on en puisse saisir le développement, l'opération s'est faite en deux temps : dans le premier, celui du libéralisme bourgeois, le peuple paysan et le peuple ouvrier ont été mis hors de jeu, avec leurs chefs et leurs soutiens naturels : c'est l'heure où nos libéraux chanterent l'industriel et le banquier ; le monde *marchait*. C'était l'oracle et l'évidence. Parfois les ouvriers de la Croix Rousse descendaient gravement les pentes, déployaient leur drapeau noir et se faisaient (gravement encore) tuer par la police au service des héritiers des biens nationaux. C'étaient des incidents sans importance, puisqu'un incident, pour le libéralisme démocratique, c'est un événement seulement humain qui n'a pas d'incidence sur le cours de la Bourse.



Le second acte fut celui de la révolution politicienne : une fraction de la bourgeoisie s'empara des cadres politiques de la nation. Elle réussit à faire honte à tout ce qui représentait une force, une responsabilité, un métier. Les industriels ne furent que les héros du Progrès, mais les exploités du peuple. On les rejeta vers l'action souterraine, où, assez souvent, ils firent merveille en fournissant à point nommé à la République des complots aussi parfaits que si elle les avait fabriqués avec sa seule police. D'autorités sociales qui auraient dû être, on fit les impuissances d'argent...

Et maintenant que tout a été corrompu et perverti, que le prolétariat est *investi* par un parti de l'étranger, dans la Citadelle de la CGT, que le siège des masses paysannes est commencé, que La grande bourgeoisie trembleuse s'apprête à livrer ses filles aux futurs Commissaires du peuple, ou à les marier aux ingénieurs américains qui viendront exploiter les richesses françaises, — maintenant que la petite bourgeoisie prolétarisée, escroquée, dépouillée, ne peut rien par elle-même... maintenant qu'il n'y a plus l'Etat, mais une vaste entreprise de dénationalisation, reste-t-il encore quelque chose à défendre que n'ait pas acheté, vendu ou souillé la République de Joinovici ? Y a-t-il quelque chose à vendre encore, cela, comme dit Rimbaud, *que les juifs n'ont pas vendu* ?

Oui, nous sommes plus vaincus que les jeunes allemands de 1949, et plus humiliés que ceux de 1919, qui réussirent au moins à imposer à leur gouvernement social-démocrate l'écrasement du spartakisme. S'il n'y avait que cette boue et ce déshonneur présents, s'il n'y avait que les attendus du président Bêteille, ou, symétriquement, au procès d'Abetz, le réquisitoire du commandant Flicotteaux (s'il n'y avait le passé, l'avertir et l'amitié pour faire entre eux une jonction), la sagesse serait d'abandonner le combat. Mais le chaos est tel, l'impuissance du régime si totale, les forces mondiales dans un tel mouvement, que les chances de la minorité qui a le *mystérieux dépôt de l'espérance française*, dont parlait Bernanos, sont pratiquement illimitées.

Je retrouve là encore Bernanos : malgré ses injustices et ses grands hurlements, nous ne sommes pas prêts d'oublier qu'il évoqua, une fois encore, avant que la France victorieuse ne devînt la France battue, la grande ombre désespérée et violente de Drumont. C'est lui qui nous avertissait que nous étions presque tous fils ou petits-fils d'un lecteur de *La Libre Parole*. Que des philo-sémites comme Nadaud, de grands déracinés comme Camus, des bourgeois résistants comme Bourdet, de vaines ombres comme Béguin, osent aujourd'hui commettre cet abus de confiance de revendiquer Bernanos, monarchiste, antisémite et anti-démocrate jusqu'à son dernier souffle, cela ne m'étonne, ni ne m'indigne. Ils peuvent même faire état du violent amour contrarié, qui se chargeait parfois en haine, que Bernanos portait à Maurras... Entre Bernanos et nous, ce sont querelles de famille, de paroisse et de voisinage ; mais avant de mourir, seul dans la presse tenue par les Latzareff, les Bayet et les Bloch, Bernanos osa dire quelque chose qui compte et qui, malgré le ton fataliste, ne nous inclina pas au désespoir ; le mal de ce pays, ce qui est pourri dans le royaume, c'est la honte, pour un vieux peuple militaire, d'avoir été jeté en 1940 sur les routes de la débâcle, d'y avoir été jeté, désarmé et sans courage, par les politiciens de la Troisième République en attendant que ceux de la Quatrième se fissent protéger, financer, garantir dans la résistance par un chiffonnier sans patrie. Or, disait Bernanos, *si tous les Français en 1940 s'étaient battus comme Darnand, il n'y aurait pas eu de milice*. Ils ne le pouvaient pas, désarmés, paralysés par le régime ; mais c'est la honteuse débâcle, présidée par Les complices de Stavisky, qui a fait de Joinovici l'homme nécessaire, l'homme du destin. C'est de la ferraille que nous avons abandonnée sur nos routes qu'il lui fut possible de tirer son or et sa puissance, et d'assurer à sa manière la continuité républicaine rompue par Vichy. Ce n'est pas seulement parce qu'à

Londres le pire s'était réfugié, auprès de de Gaulle, à côté du meilleur (c'est le pire qui a pris les postes de propagande, et le meilleur les postes de combat) qu'il y eut cette grande injustice du gaullisme à l'égard de la France qui essayait de durer : cette hargne, ces appels à la guerre civile venaient parfois d'hommes désaxés par la débâcle, d'hommes qui avaient peur, au moindre essai de compréhension du rôle salubre de l'Etat Français, d'être soupçonnés de complaisance pour le grand renoncement, le grand relâchement et le grand craquement qu'avait été Juin 1940.

C'est parce que les Français avaient peur de voir sur le visage de leur prochain le relâchement et l'abandon qu'ils avaient failli connaître, ou qu'ils avaient connus, que la Résistance à l'ennemi a pris, dès l'origine, la forme de la guerre civile, de la mise en accusation *des autres*, et c'est le caractère intolérable, intenable de cette mise en accusation, et de ces conséquences violentes et injustes, qui explique les débuts de la milice : elle fut initialement, chez beaucoup de miliciens, un effort pour retrouver l'honneur au delà des réalités de la défaite, pour trouver un chemin de vie là où leurs adversaires désignaient l'impasse de la honte.

Car ce grand travail français, depuis cent cinquante ans, c'est de faire honte à son prochain, c'est, pour la France, d'avoir la honte de son être. L'indignité nationale, joinovicienne entre toutes, ou joinovicieuse, si le néologisme est permis à qui parle d'un homme nouveau, fut l'eureka de la résistance politique. Peut-être, en vertu d'une harmonie préétablie, le demi-israélien Cassin en dessina-t-il à Londres les sinistres épures ? Je reviendrai sur cet outil nettement supérieur à la machine à décerveler, beaucoup plus efficace aussi que le célèbre « enfoncement des petits bouts de bois dans les oreilles ». Ce qui importe là dedans, c'est la honte, le soupçon jeté sur la nature. Je dis que cela est, par excellence, joinovicien : Joinovici attendait la France au détour de l'histoire pour que fût mise en route la mécanique de la honte.

Sur un navire démâté et sans gouvernail, Il est permis d'être sensible aux accords universels et aux chants des sirènes : arrêtons-nous un instant à cette contemplation, qui ne nous empêchera pas de dériver, de tout ce qui préparait les voies au triomphe de l'apatride.

Je n'en viens pas encore à Stavisky, le Jean-Baptiste de ce *Sauveur*, comme il se laissa nommer avec une horrible complaisance. Mais, en 1940, à travers l'homme qui devait vaincre, parce qu'il était le plus fort, à travers la plus sombre petite canaille de l'histoire de France, qui reléguera Adolphe Thiers au rang des enfants de chœur, l'idée non plus seulement de trahir, mais de faire de la France autre chose qu'une *Patrie*, d'en faire une volonté, une décision apparue dans le temps, et non plus un héritage, vint préfigurer à la fois Joinovici et la dégradation nationale. Le projet de nationalité commune à l'Angleterre et à la France, notre entrée dans l'Empire britannique avec la fanfare du désastre mettraient la France en mesure de se choisir elle-même une nationalité *supérieure* en fonction de ses périls et du plaisir de Reynaud.

De la même manière Joinovici devait-il se choisir Russe en 1940 quand la Russie était l'alliée de l'Allemagne, Roumain en 1941 quand l'Allemagne attaqua la Russie, en attendant de revendiquer la super-nationalité européenne. Cela ne pouvait empêcher le juge Bêteille de le frapper de *dégradation nationale* ; la France tout entière, pour ne s'être pas choisie anglaise, malgré Dunkerque et Mers-el-Kébir, étant sans doute à ses yeux dégradée... Pourtant, à ce règne de la nature, se devait surajouter un règne de la grâce en faisant à Joinovici le cadeau de la joinovicieuse indignité nationale, le juge Bêteille trouvait le moyen de nous faire *honte*, à nous pauvres indigènes, d'une nationalité dont un Joinovici aurait pu se rendre indigne. J'ai dit qu'il le *naturalisait* en le condamnant. La monstrueuse machine à déshonorer le pays a été retournée contre celui seul qu'elle ne pouvait pas broyer, celui qui, par une grâce de sa nature, devait la faire tourner à vide, et en changer l'usage.

Et cinq ans de prison, cinq ans à moitié faits, 600 000 francs d'amende (beaucoup moins peut-être que l'argent dépensé pour obtenir la discrétion de la presse pendant le procès) accompagnèrent cette promotion à l'indignité nationale. Cependant, tel jeune Français volontaire comme trompette dans la LVF continuait de pourrir aux travaux forcés à perpétuité. Le cadet d'une famille massacrée par les rouges espagnols de Toulouse, groupés dans les Francs Tueurs et Partisans, engraisait depuis quatre ans le sol qui doit continuer à nourrir Joirtovici : ce cadet n'avait-il pas poussé l'intelligence avec l'ennemi jusqu'à entrer dans la milice, pour venger ses frères massacrés, ses sœurs violées, sa maison incendiée ?



Le citoyen Pécastaing a donc raison de demander une statue de Joino qui veillera sur Montmartre définitivement livré à la pègre internationale. Il sera bon que la République avoue sa nature, annonce sa couleur, honore dignement son héros fondateur. Il faut que *l'Honneur* (suivant la géniale idée que l'Histoire ne séparera pas de Joino), entré dès avant 1944 dans le réseau de la *Police*, ne s'en puisse plus tirer et s'y débattre jusqu'au couteau libérateur qui viendra déchirer les mailles tissées par le chiffonnier.

La fin d'un monde, disait Drumont ! Mais le commencement d'un autre si la conscience de l'identité entre Joinovici et la République, largement répandue chez les jeunes Français, conduit à la conspiration à ciel ouvert contre une pourriture cosmopolite, dont la Russie communiste elle-même cherche à nettoyer le grand corps qu'elle laissa ronger si longtemps.

Nous appelons à cette conscience, qui est déjà par elle-même une violence, la conscience de la violence faite au pays, et la violente réponse à la République joinovicienne. L'excès n'est pas de notre côté nous avons nos garants. Ce n'est pas nous qui avons dit, en mars 1947, que Joinovici constituait *un Etat dans l'Etat*, c'est M. Depreux, ministre de l'intérieur. Il avait alors choisi le moment de la grève de la presse pour annoncer d'un seul coup la prodigieuse découverte d'une *Dernière Lanterne* chez un coiffeur du Bourbonnais, le plan bleu, le scandale de moines osant pratiquer le droit d'asile, et l'existence d'une Affaire Joinovici.

Voyez un peu le cercle la police découvrait un complot, et il y avait un scandale dans la police — non point un petit scandale, mais la révélation d'une pourriture si avancée qu'elle faisait dire au ministre de l'intérieur qu'il s'agissait d'un Etat dans l'Etat. Nous demandions alors à M. Depreux qui était l'Etat et qui s'apercevait enfin de la présence en lui d'un autre homme, Joinovici, d'un autre Etat, l'Etat Joinovici : « Est-ce l'Etat Joinovici qui a découvert le complot des soutanes ainsi que le plan bleu ? Dans ce cas, ne faut-il pas s'interroger sur la valeur réelle de cette trouvaille, compte tenu du fait que le héros éponyme était à l'origine un chiffonnier ? La République n'a-t-elle besoin que de préposés aux poubelles pour combler en ordures le vide de sa nature ingrate ? Quant au complot, qui peut juger de ce qu'il est ? Qui décidera de son objet ? Etait-il dirigé contre *la Sûreté de l'Etat* ou contre *la Sûreté de l'Etat qui est dans l'Etat* ? Celui-là, à vrai dire, se distingue si peu de celui-ci qu'il aura fallu deux ans au premier pour savoir qu'il était occupé et rempli jusqu'à la bonde par le second.

Vichy, c'était sans doute le double Jeu de la Quatrième République ; avec Joinovici, c'est le double Je : M. Depreux *ne dit pas l'Etat c'est moi, mais l'autre Etat qui est en moi*. Cela s'appelle l'alter ego, ou, en comédie, *L'Impromptu de Bessarabie*.

Or qu'est-ce donc, je vous prie, que l'art de gouverner en République ? C'est de faire naître les complots qui justifient la *Défense républicaine*. Une République qui n'aurait pas à se défendre serait une vierge mûre que personne ne veut violer, il lui faudrait prendre un métier, faire quelque chose, qui sait ? Balayer la maison, préparer les repas ?

Mais, avec de grands périls et des menaces sur sa venter, voilà les loisirs, la paresse et la vermine justifiés. Par la lucarne sale de sa police, Marianne avait aperçu un rôdeur : elle se barricade, se couche et s'endort avec le sentiment du devoir accompli.

Il n'y a qu'une tradition républicaine en France, en dehors de la guillotine, c'est la défense républicaine. Il y faut du *moine* et du *militaire* pour réveiller l'ardeur et les souvenirs. On attaque les moines sur le droit d'asile, les généraux sur leurs intentions. On reconnaît que le scandale est dans l'Etat, mais on affirme que le complot est dans la nation.

Et si c'était l'inverse ? Si le complot, le vieux complot était dans l'Etat — complot de l'Etat contre lui-même, impuissance méthodique, ministres qui s'espionnent entre eux — complot de l'Etat contre la nation, destruction des patrimoines, sabotage de l'Empire, complaisance dans la ruine des villes et la misère des hommes ?

Mais le vrai scandale est en nous, dans la nation, dans nos volontés et dans nos œuvres. C'est nous qui avons admis ce régime de mensonge, de fureur et de boue. C'est nous qui, dans l'ensemble, avons d'avance abandonné, avons livré notre héritage. M. Depreux pouvait dormir tranquille : il n'y aurait plus jamais de 6 février plus jamais de révolte pour la liberté d'écrire ou de parler. Ce Depreux pouvait mettre en prison les religieux qui, sous l'occupation, ont accordé aux juifs le droit d'asile, et qui voulaient insolemment l'étendre à des Français... Et nous vîmes ceci, ou plutôt nous ne vîmes pas quelque chose qui eût manifesté le sursaut de la race, mieux encore que le beau combat de l'Ouest pour la liberté de ses écoles : *l'action, catholique*, si puissante, quand il ne s'agit de plaire ou de séduire, ne mobilisa pas une phalange de garçons français décidés à protéger leurs couvents et leurs religieux contre une Police pourrie jusqu'à l'os — décidés à défendre les lois non écrites contre la sale écriture d'une loi qu'a désertée la justice, à interdire à l'Etat de Joinovici de juger l'ordre de saint Benoît.

Non, il n'y avait plus rien de quoi rire devant cette carence des fils de ceux qui s'étaient dressés jadis contre les Inventaires. Il fallait chercher les moyens de sortir de l'impasse de la honte et d'abord reconnaître que nous étions devenus un peuple battu, dépouillé, avili.

Nos anciens furent des hommes libres. Leur liberté jaillissait de leur histoire. Il y avait des paroisses, il y avait une justice. Je sais de quoi je parle. Je suis fils, moi aussi, d'un homme qui fut lecteur de *La Libre Parole*. Ce complot des soutanes au moment où le ministre de l'Intérieur avouait que Joinovici était *l'Etat* que la République avait contenu en elle pendant deux ans, comme le fruit contient la graine, cette coïncidence étrange renouvelait les leçons que mon père m'avait transmises... Cela ne signifie rien pour Joinovici, cela ne signifie rien pour Kosciski, cela ne signifie sans doute rien pour Moch, que d'être né *ici et non ailleurs*, d'avoir vécu, enfant, la vie d'un village français. Pourquoi le petit paysan, garçon d'un pays Le Forez, d'un village Balbigny, petit-fils de boulangers, arrière-petit-fils de meunier, devint-il ce qu'on appelle un camelot du roi, et fit-il de moi le camelot du roi que je serai jusqu'à l'épuisement de mon souffle ? C'est que la République de Dreyfus, la République issue de *l'Affaire* avait préludé à la République de Stavisky et à celle de Joinovici. Maintenant (ils en donnèrent l'an dernier une belle preuve) Les héritiers de la révolution et de la résistance politicienne se battent autour du *J'Accuse* de Zola : Aragon traite Daniel Mayer de vendu à Rothschild, Daniel Mayer voit en Aragon la servilité



du moujik. Ils ne s'en trouvent pas moins d'accord pour faire de Dreyfus un centre de référence privilégiée, une évidence sacrée. L'appartenance au *Rassemblement du Peuple Français* n'a pas empêché M<sup>e</sup> Torres de menacer les juges de Joinovici d'une nouvelle affaire Dreyfus. On croirait à lire *L'Aube* de Schumann, *Le Figaro* de Brisson, *France-Soir* de Latzareff et même *L'Aurore* de Lazurick, que nous sommes tous, sur ce sol, fils et petits-fils de Dreyfusards. Ce n'est pas vrai. Quand Zola écrit *J'Accuse*, l'opinion publique, cette reine débile et fantasque du monde, croit en la culpabilité du juif. Cette croyance n'eût jamais été ébranlée, mais seulement affaiblie, puis oubliée, si justement le coupable présumé n'avait été juif. *Quoi qu'il en fût* de la réalité historique, dont les dreyfusards prouvèrent peu après qu'ils se moquaient complètement, il se constitua en France un parti de ceux qui n'admettaient pas l'hypothèse de la trahison d'un officier juif pour en venir ensuite, comme le montre Péguy, guéri de ses illusions, dans *l'Argent*, à penser que *si Dreyfus a trahi il a bien fait*.

Car tout est là : à ce terrible moment de l'histoire de France, par delà Dreyfus, s'est constitué le parti, la faction métaphysique de la trahison, le syndicat de ceux qui pensent qu'il est bon, qu'il est *naturel*, de trahir. Ce syndicat, je le sais, était en germe dans les principes de 1789, niais c'est seulement après Dreyfus qu'il a osé se définir, aller aux limites honteuses de soi-même.

Je m'explique — il le faut dans l'obscurcissement présent — je parle au nom d'une famille spirituelle qui était alors la plus nombreuse encore que la moins bruyante, parce qu'elle n'osait pas croire en la mise en question par une poignée d'étrangers de ce qui avait fait la santé, l'amitié, la tendresse de vivre dans une France millénaire. La faction joinovicieuse ne manque jamais l'occasion de célébrer le *J'Accuse* de Zola. Avec une incohérence de débile mental, le bourdonnant Bourdet se révèle dans *Combat* « justiciard » pour les Malgaches, mais défenseur du fait accompli quand il s'agit de l'assassinat de Scaffa par la Résistance. Il valait mieux, ose-t-il écrire, *un innocent tué qu'un espion en liberté*. Tels sont les miracles réalisés par la résistance, qui transforme en brute moralement galonnée un délicat et sensible héritier des dreyfusards. Eh bien ! Je suis fils d'un homme qui me racontait, enfant, comment, lors du scandaleux transfert des cendres de Zola au Panthéon, il avait, avec d'autres manifestants, tenté de jeter à la Seine la dépouille du défenseur de Dreyfus. Pourquoi ? Parce qu'à la suite de Dreyfus la France n'a cessé de perdre sa puissance dans le monde, ses réflexes élémentaires de défense : parce qu'à la suite de Dreyfus le petit père Combes et ses amis s'attaquèrent dans tous les villages, et singulièrement dans celui où vivait mon père, à ce qui faisait que l'on se sentait *en France et non ailleurs*. Parce qu'à la suite de Dreyfus on chassa les moines des abbayes à l'abri desquelles s'étaient formés nos villages, parce qu'on vendit les biens des religieux et qu'à la différence des biens juifs on ne devait jamais les leur rendre... parce que Zola, le Balzac de l'ignoble et de l'ordure, le Joinovici des Lettres et du Roman, s'était spontanément rangé du côté de ce qui, au nom de la justice, menaçait tout amour, toute fraternité dans notre patrie orpheline de ses chefs naturels.

Je sais un peu ce qui fait un village, une paroisse, et j'en connais les ombres. Les querelles ancestrales, que la Croix et la Couronne limitaient, et faisaient finalement servir au bien public, ayant été déclarées par la Révolution *constitutives* de la vie, les partis les ont exploitées et follement cristallisées. Mais quelque fraternité demeure. Les différences sont encore *réelles*, et [es partis eux-mêmes y retiennent quelque reflet de la réalité de l'histoire. A Balbigny, sur la Loire, il y eut, dès l'origine, des bateliers, passeurs ou passagers, marins d'eau douce, qui, par définition, constituaient le parti du mouvement. Aussi bien y avait-il le parti de la résistance, des manants, des demeurants, en qui l'adversaire plus éveillé s'amusait à voir des *demeurés*. Les *blancs*, depuis 1789, furent plutôt les manants, les bleus étaient voyageurs. Mais on se mariait de Blanc à Bleu ;

la politique, même sotte, était encore une couleur de la vie. Elle traduisait, à sa manière, le dialogue du fleuve mouvant et de la terre stable. C'est avec les suites de l'affaire Dreyfus, avec le Combisme, que la férocité s'est emparée de ce monde d'où le vieux foyer, l'amour ancien n'avaient pas complètement disparu. De même, c'est à propos de la Libération, et de la Résistance, que bleus et blancs se jetèrent les uns contre les autres dans une crise de fureur aveugle, apprenant à nommer *traîtres* leurs voisins ou leurs frères avec qui, jusque-là, ils buvaient en bonne amitié — apprenant à se faire *honte* à propos de tout et de rien.

Or, sous ses aveugles fureurs, la continuité républicaine, le service de tout étranger, de n'importe quel étranger, l'excitation de la guerre civile ne cessaient de s'exprimer en Joinovici sauveur et fondateur d'une République que le général de Gaulle a prétentieusement affirmé qu'il l'avait ramassée dans la boue, alors que c'est Joino, chiffonnier plus expert, qui la crocheta et la lui « souffla » dans ses poubelles. Pendant que ce général, dupeur et dupé, laissait, de Londres, espérer aux Français une République pure et dure, l'apatride pratiquait la politique de la présence ; la Gestapo de l'avenue Foch le recevait en hôte, interrogeait et torturait devant lui, comme la Préfecture de la Police allait l'accueillir, lui donner un bureau et, devant lui, interroger des Français de naissance.

Comprenez-vous alors, racistes imbéciles qui vous tourniez vers l'Allemagne, par une perversion des vérités que vous aviez mal comprises chez Drumont ou chez Bernanos, que le fait d'être juif ne gêna pas Joinovici auprès d'un ennemi attentif seulement à pourrir la France et à la foutre en guerre civile ?

Comprenez-vous aussi, et de l'autre côté, « imbéciles humanistes », qui attendiez une rénovation de la démocratie, une république nouvelle libérée de l'argent, unie par le malheur, que Joinovici en fut la substance parce que d'avance il l'incarnait : il devait fournir des armes pour la libération de Paris, il *devait* demeurer jusqu'à 1947 une sorte de directeur clandestin de la Sécurité, parce qu'au jeu de la révolution l'apatride joue et gagne, et que la seule nationalisation dont le CNR se soit révélé décidément incapable est la nationalisation de la République. Pourquoi d'ailleurs l'eût-on « naturalisée » ? Pour unir le chaos à la tyrannie, l'impuissance à la centralisation, elle n'avait pas besoin, comme l'industrie privée, de subir un changement dans sa nature juridique et morale.

C'est donc encore une revanche que la République, continue depuis Dreyfus, tombant continuellement, de Dreyfus à Stavisky, de Stavisky à Joinovici, a su prendre après 1944 contre les paysans, ouvriers, bourgeois et intellectuels, dont les pères furent antidreyfusards ou boulangistes. J'hésite à déterminer le point où culmina cette revanche, dans la condamnation de Charles Maurras, ou dans l'installation aux côtés de Charles Luizet, à la Préfecture de Police, du chiffonnier sans patrie.

La revanche a été possible parce que la postérité spirituelle de Dreyfus a si bien affaibli la nation qu'Hitler s'en est rendu maître, et que tout, dans les esprits et les cœurs, a été confondu ou perverti par la défaite. Maintenant, les sophismes se dissipent. Quand nous refusons Zola, c'est comme fils d'hommes qui ont fait une ou deux guerres contre l'Allemagne, qui n'ont jamais cessé de la détester, et que la démocratie a désarmés et livrés à l'ennemi. Quand les fils ennemis de la révolution s'accusent entre eux de trahison et se battent au parlement comme des chiffonniers ivres, nous sommes seuls à pouvoir les mettre d'accord et leur prouver qu'ignorant Leur réelle nature Joinovicieuse ils ne savent ni ce qu'ils disent, ni ce qu'ils font :

Trahir, puisqu'on n'a jamais autant parié de trahison, c'est *moins* et *plus* qu'ils ne croient. Ce n'est pas changer d'opinion, cette chose vaine et méprisable. C'est préférer l'opinion ou l'intérêt à quelque chose qui passe infiniment l'opinion et détermine la réalité politique de l'homme : l'appartenance à la famille et à la cité que l'on n'a pas *choisies*, la communauté de naissance antérieure à tous les contrats. Pour un Blum, un Kriegel-Valrimont, ces démocrates inégalement conséquents, il n'y a aucun moyen logique d'affirmer que Marcel Déat fut un traître. Déat peut leur répondre, de sa retraite ou de l'Erèbe, qu'il a fait *comme eux*, qu'il a préféré son opinion, son socialisme, à leur opinion anti-hitlérienne d'occasion. Il peut leur prouver même que son opinion était beaucoup plus cohérente que la leur, puisque l'Europe allemande avait beaucoup plus de chances d'approcher ou de rejoindre l'idéal du marxisme qu'une Europe divisée entre Anglo-Saxons et Russes comme aujourd'hui. Pour juger et condamner Déat, il faut donc une autre mesure que celle de ; il faut reconnaître quelque chose de sacré, rebelle aux opinions, destructeur de leurs nuées, dans le rapport de naissance. Il faut être NATIONALISTE. Il faut, comme l'a montré lumineusement Jean Paulhan dans ses *Lettres au Céné*, prendre le courage d'unir dans la même condamnation Romain Rolland et Alphonse de Chateaubriand. Il y a certes des demi-trahisons, des trahisons demi-conscientes que se reprochent d'une travée à l'autre du Parlement le parti russe et le parti américain. Or il est clair que tous les députés communistes ne sont pas des traîtres conscients. Il en est parmi eux qui appartiennent encore à un vieux peuple honnête et rigoureux, et qui ne jugent pas au fond d'eux-mêmes la république de Joinovici, et Moch, son exécutant, autrement que nous. Il en est qui, dans une situation concrète, préféreraient leur patrie à l'idéal soviétique. De même tous les députés du parti américain, même quand leurs votes ont été maquignonnés à Washington par Reynaud, Blum ou Schumann, ne sont pas conscients d'être vendus à un Rothschild américain. Mais, pour les uns et pour les autres, la doctrine révolutionnaire mise en pratique illimitée depuis Dreyfus a cette conséquence s'ils ne sont pas des traîtres, leur idée démocratique, *volontariste* de l'opinion souveraine, leur reconnaissance de la primauté du parti sur la patrie en font les instruments des grandes forces internationales dont le développement et le choc risquent de tirer la dernière conséquence de l'Affaire — *l'anéantissement de la France en tant que communauté historique particulière*.

Nous nous trouvons tous placés plus clairement encore, depuis le jugement du président Bêteille, devant deux versions possibles d'une Marseillaise dont on a trop souvent assourdi nos oreilles pour que nous ayons le temps de l'interroger comme il faut.

*Allons, enfants de la patrie,*

Aujourd'hui, certes, ce ne sont plus que des mots. Déjà Rouget de Lisle avait suggéré, sous ces mots sonores, un sens moins net qu'il ne le fut pour les milices communales à Bouvines. Malgré tout, *enfants*, cela voulait encore dire qu'on en est ou qu'on n'en est pas ; que de vouloir n'y fait rien, n'y surajoute rien, et que toutes les vertus terrestres de l'homme commencent par la reconnaissance de cette situation dont nous ne pouvons nous demander ce que nous serions sans elle, car nous ne serions pas justement ce que nous sommes. Un grand historien juif, Marc Bloch, a dit un jour que ne comprendraient jamais rien à la France Les Français insensibles au Sacre de Reims et à la fête de la Fédération. Oui, la fête de la Fédération dans la ligne du sacre, la reconnaissance supplémentaire, qui se sait un peu inutile, mais qui fait plaisir tout de même, de l'union de sang, de naissance et d'histoire entre tous les Français, cette fête appartient à un nationalisme cohérent. Mais, à la première version de Rouget de Lisle et aux « enfants de la patrie », la IV<sup>e</sup> république a définitivement substitué une version nouvelle et sacrilège : « *Allons, enfants de l'apatride*. »

C'est assez pour qu'on ne puisse se méprendre sur mon refus de la république joinovicieuse. Le racisme me dégoûte, germain ou juif. J'ai dit, en juillet 1940, au scandale de Rebatet — il le raconte dans *Les Décombres* — que ce n'étaient pas des armées juives qui nous avaient battus et qui occupaient notre sol, mais des armées allemandes. Dans ces conditions et cette situation, je déclarais préférer le dernier des juifs au meilleur des Allemands. Pourtant, il n'est pas de lois, même faites exprès — de ces lois républicaines où les juristes persuadent les gouvernements que l'on n'est jamais si bien servi que par soi-même, et que, ne pouvant condamner l'adversaire avec les lois existantes, il est facile de faire des lois pour le condamner — qui puissent jamais m'empêcher d'appeler un chat un chat et de signaler en la décomposition démocratique une occasion pour les puissances de déracinement, apatride, cosmopolite, juive. Un homme qui déteste les juifs pour leur peau, leur odeur ou leurs mœurs, me semble, selon le cas, à plaindre ou à mépriser. *Antisémitisme d'Etat*, je le suis par voie de conséquence, sans haine aucune, ni appel à la haine contre un groupe quelconque d'habitants, mais par amour de la réalité que la mécanique juive décompose, émiette ou anéantit. Ce n'est pas un chant de haine que mon père m'a appris tout petit, que le chant nationaliste, le chant d'assaut des Camelots du roi. Il disait l'espérance d'une nouvelle union, d'un mariage nouveau entre la France et son passé monarchique. J'y trouvais aussi l'allégresse du combat que la génération de 1914 avait mené pour la victoire, la seule victoire sans doute qu'il nous aura été donné de connaître, par nos pères, en notre âge d'homme. Réelle victoire... mais de tradition orale.

*Demain, sur nos tombeaux, les blés seront plus beaux.*

Mais les blés ont été, eux aussi, pourris par l'ignoble humidité démocratique, par la honte d'être vainqueur, par la crainte de trop vite et trop bien ressembler à cette image de la France que la lente poussée des siècles avait dégagée sous notre ciel. Cette victoire, pourtant, fut, par le souvenir, la meilleure barrière contre les lâchetés et les tentations d'exil. Elle le fut, jusqu'en 1940, où j'entendais chanter dans les rues de la zone libre des chants de la Jeunesse, joyeux comme si la moitié du sol n'était pas occupée par l'ennemi. Mais, à ces *bons enfants* que toute une démocratie chrétienne réfugiée à Vichy essayait de susciter contre la vraie pensée de résistance qui animait le Maréchal, nous pouvions opposer les enfants de tristesse, les enfants humiliés, malgré tout fils de vainqueurs...

Quand je retrouve ce chant que mon père me chantait, j'y retrouve aussi la Colère, une colère qui n'avait pas inventé le fascisme, que n'avait pas provoquée Hitler ; une colère justement orientée contre ce qui affaiblissait la nation face aux prédécesseurs et aux maîtres d'Hitler — colère de paysans que l'usurier dépouille, et dont j'entends le cri :

*Le juif ayant tout pris  
Tout raflé dans Paris  
Dit à la France  
Tu n'appartiens qu'à nous  
Obéissance !  
Tout le monde à genoux  
Non ! Non ! La France bouge...*

La France bougeait. La France bougera encore. L'anticipation étonnante de ce chant d'assaut, qui semblait prévoir la récupération des métaux et des cœurs par le fondateur apatride d'une IV<sup>e</sup> République, garantit aux chefs et aux profiteurs du régime joinovicieux des lendemains très

durs. Mais le temps est venu de dégager l'essentielle physionomie du héros fondateur, naturalisé et nationalisé par le verdict de juillet.

Les Français ont le droit de connaître l'atroce gueule, la gueule intellectuelle et morale, de l'espèce d'homme en qui se résument leur prolétarianisation et leur présente dépossession.

## II

### PORTRAIT OU SAUVEUR

Pascal, disant, dans son *Discours des Passions*, qu'une vie est heureuse quand elle commence par l'amour et finit par l'ambition, se trompe. Une vie est heureuse, nous suggère Joinovici, quand elle commence par l'ordure et se prolonge par la puissance et l'ambition...

Je voudrais tracer les lignes maîtresses de cette destinée qui aura si lourdement influé sur la nôtre. Il ne s'agit pas du visage de l'apatride — on l'a vu dans toute la presse — et tout comme le mot de bessarabien tenait la place d'un autre nom qu'il est décent de ne pas prononcer, les subtils analystes de ce visage se sont refusés à tout commentaire sur ce qu'il pourrait avoir de commun avec ceux, par exemple, de M. Mendès-France et de M. Salomon Grumbach... La laideur spécifique de Josef Joinovici n'intéresse pas mon propos, mais sa vie possède une simplicité, une valeur de symbole, une *évidence* à décourager le naïf qui voudrait faire du fondateur de la IV<sup>e</sup> République un héros de roman d'aventure. J'ose dire qu'avec lui un genre absolument nouveau a été institué dans la littérature française : ni le roman d'aventure, ni le roman policier, mais le roman de République, et le roman d'Honneur et Police. Un juif de Bessarabie vient en France en 1925 et ramasse, sous le nom d'industriel ou de métallurgiste, une fortune dans les poubelles. Pourquoi est-ce en France qu'il décida de venir, plutôt qu'en Allemagne, où l'heureux amalgame de l'allemand et de l'hébreu dans le yiddish lui promettaient une précision et une abondance d'élocution qu'il n'a pu manifester à son procès français ? Sans doute parce qu'une partie de sa tribu campait déjà à Montmartre, et qu'elle était prête à l'accueillir. Peut-être en hommage à la désinvolture et au gaspillage français, bien précieux pour un chiffonnier... Un peu parce que la France était le pays vainqueur et que Joinovici devait manifester un goût jamais démenti pour le voisinage et l'amitié de tous les vainqueurs ; mais surtout parce que la réputation de la France en ses républiques successives, en sa transformation toujours plus rapide des Droits de l'Homme en Droits Exclusifs du juif, lui faisaient des promesses implicites, mais illimitées. Pensa-t-il jamais au précédent d'Arthur Meyer, le fameux « Chand d'habits » que son ignorance, ni son énorme muflerie n'empêchèrent de se hisser en peu d'années à la tête du plus grand journal conservateur français ? En tout cas, il savait d'instinct que la République française fait toujours le jeu d'un Arthur Meyer et permet de se servir de la main gauche pour tenir l'arme de son adversaire et le blesser de l'autre main — sans se déshonorer, se voir fermer les portes, mais au contraire en déshonorant et réduisant au désespoir et à la misère cet adversaire, comme ce fut le cas de Meyer à Drumont.

Paris aussi, comme métropole de l'anonymat et de la corruption, devait exercer un puissant attrait sur le chiffonnier corrupteur. Ce n'est pas que la secrète pureté de cette ville qu'il devait exposer, en 1944, au risque de la destruction définitive, pût lui être sensible. Mais la vermine, les chancres, les détritux et les vieux métaux, les consciences politiciennes aussi allaient devenir sa



chose, son domaine de chasse. Nous ne pouvons plus, hélas ! Chanter comme Rimbaud après les massacres de la Commune :

*Syphilitiques, fous, rois, pantins, ventriloques,  
Qu'est-ce que ça peut faire à la putain Paris,  
Vos âmes et vos corps, vos poisons et vos loques ?  
Elle se secouera de vous, hargneux, pourris.*

Car Paris ne s'est pas secoué, ni purifié il demeure tel que, devant son destin et, au point de la vie où Il est parvenu, Joinovici, si c'était à refaire, reviendrait à Paris. Il l'a dit au procès : il a été heureux chez nous pendant quinze ans. Était-il vraisemblable, alors, qu'il songeât à nous faire du mal ? Ses visites à l'avenue Foch, ses camions prêtés aux tueurs nord-africains de Bony, c'étaient des gestes de reconnaissance. La France lui était bien une espèce de patrie puisque, *ubi bene ibi patria*. Pas assez *bien* pourtant pour que Joinovici daignât se faire naturaliser et pour que, parmi les nationalités qu'il échangea comme des masques, dans la nuit de l'occupation, il ait daigné prendre celui de la nationalité française. Car c'est seulement par décence et pour ne point choquer les sentiments délicats du président Bêteille qu'il parla de quinze ans de bonheur et qu'il n'ajouta point les sept années suivantes, les sept années de fêtes et de puissance, fête de l'occupation et, en 1944, Bal de la Police, en attendant celui de l'Élysée.

En 1940, d'ailleurs, il sut faire oublier son origine aux racistes allemands, rompus à la tradition ancienne de se servir des juifs. Il les flatta jusque dans cette nationalité soviétique, celle d'un pays allié de l'Allemagne, qu'il revendiqua et obtint. Il les flatta encore après l'attaque allemande de juin 1941 en Russie, en échangeant ce masque soviétique contre un masque roumain, à l'heure où des Roumains véritables se faisaient massacrer comme alliés militaires de l'Allemagne ; mais, surtout, il servit l'Allemand comme seuls des apatrides ont su le servir, et comme, après la guerre de 1918, à un niveau plus élevé, un Jacob Schiff servait sa puissance abattue, aux Etats-Unis. Joïno récupéra les métaux pour le compte de la Wehrmach, il gagna dans cette besogne les milliards dont le juge Bêteille et ses jurés ont renoncé à tenter la confiscation au delà de cinquante millions. C'est le genre d'activité qui ne conduit jamais au bagne, comme d'écrire des articles de collaboration dans la presse, mais aux honneurs et à la conquête de l'Etat. C'est le genre de dossier que les gardes des Sceaux successifs, qu'il s'agisse du mur de l'Atlantique ou de récupération métallique, révèlent toujours une curieuse propension à faire classer.

Toutefois, cette activité technique ne pouvait suffire aux grandes facultés dont la presse illettrée issue de la libération a chanté l'exceptionnelle étendue. « Nous vivons en un temps tout ami de la fraude », où *intelligent* et *canaille* sont devenus presque parfaitement synonymes. Par delà la technique, Joïno fondait, en 1943, avec l'agent de police Piednoir, à peu près incapable de signer son joli nom, et le brigadier Fournet, un mouvement de résistance où l'entremetteur-né, l'apatride créateur de liaisons inattendues, accouplait deux mots jusqu'alors ennemis, ou du moins étrangers.

Non, nulle impudence cynique, nulle insolente fureur n'avait jamais, au cours des temps, accouplé ces deux mots, aussi opposés que le feu et l'eau, le jour et la nuit, la vie et la mort et on connaissait des policiers vertueux qui ne faisaient pas fortune dans leur métier. On connaissait des hommes d'honneur que la faim, le désespoir ou l'ennui avaient conduits à se faire policiers... mais il fallait un juif de Bessarabie pour inventer ou patronner cette prodigieuse alliance de mot *honneur* et *police* et la faire servir à nommer une résistance à l'intérieur de l'institution la plus inévitable, mais aussi la plus inévitablement lâche que les hommes aient jamais forgée : la police politique. Que Joinovici ait ensuite gardé son autorité, ses amitiés, ses intérêts dans un régime

qu'il avait établi, quoi de plus naturel. Je parlerai ailleurs de ce fils d'un professeur de morale que la haine de Vichy ne détournait point des fonctions de sous-préfet de Vichy, ni d'assister en personne aux tortures infligées par le *Spac* aux résistants communistes. Platon montrait déjà, dans le *Ménon*, aux Bayet de son temps, que la vertu en démocratie ne doit pas pouvoir s'enseigner, puisque les fils de politiciens démocrates se révèlent si souvent de déconcertantes canailles. Il était naturel et nécessaire que Yves Bayet, fils de moraliste et « voyeur n de tortures, fût à la libération le secrétaire général à la police et installât auprès de lui le Joino qui avait financé son action, lui avait remis des armes, et à qui son témoignage au procès de juillet prouve qu'il est resté inébranlablement fidèle — si fidèle que c'est dynastiquement, pour ainsi dire, suivi de son père, qui lui a confectionné sa belle âme, qu'il vint payer sa dette, sans que le commissaire du Gouvernement songeât à l'interroger sur sa carrière depuis 1940. C'était bien juste : si la résistance parisienne fut possible, si la Préfecture de Police put être prise par les combattants de l'insurrection, c'est parce que, le 11 août 1944, Joinovici, trafiquant d'armes et de mitraillettes, suivant une vocation très ancienne de ses pareils, apportait aux insurgés assez d'armes pour fournir au général von Choltitz, s'il l'avait voulu, tous les prétextes nécessaires à la destruction de Paris, dont on sait aujourd'hui qu'il avait reçu l'ordre.

Armant la « Résistance », non celle du 18 juin 1940 ni du capitaine d'Estienne d'Orves, mais la résistance à pied d'œuvre, la résistance immédiatement orientée vers la foire d'empoigne politique et un aussi noble objectif que la Préfecture de Police, Joinovici armait aussi *les autres*. Pas plus que la nationalité française, Vichy ne l'avait jamais intéressé. Il n'avait pas dû manquer d'approuver dans les bars de Clichy les sévères condamnations portées contre l'entrevue à Montoire du Maréchal Pétain et de l'ancien caporal Hitler. Montoire c'était *mal*, mais l'avenue Foch et la Gestapo, c'était *bien*. Bony, le tueur au service de l'avenue Foch, conçut immédiatement une sorte de sympathie pour Joino, préparé qu'il était à ce coup de foudre par son rôle de 1934 dans l'affaire Stavisky. Grand connaisseur de celui qui avait ouvert les voies de Joinovici, rien de ce qui était humain et apatride ne pouvait lui être étranger. D'ailleurs, les mystérieuses correspondances entre 1934 et les années que nous venons de vivre vont plus loin que Bony et que Joino. Se souvient-on que c'est M<sup>e</sup> Noguères et M<sup>e</sup> Lewel qui défendirent Garat et Bonnaure, complices de Stavisky, dans le procès des bons de Bayonne ? L'un de ces deux avocats, qui devait faire une belle carrière, s'écriait même : *Deux défenseurs pour Garat et Bonnaure, non, deux amis*. Ainsi l'amitié se promène-t-elle dans des ornières bien étranges. Il faut ajouter que le défenseur d'un complice de Stavisky devait recueillir l'héritage en présidant une Haute Cour de Justice qui, avec le concours de Kriegel-Valrimont, vice-président, condamna Jacques Chevallier au bagne et Xavier Vallat, grand mutilé de guerre, à la prison. Mieux encore, la plaidoirie de M<sup>e</sup> Noguères tendait à prouver que seules les coupables négligences d'un haut magistrat avaient permis à Stavisky de prolonger sa carrière féconde, et le magistrat ainsi nommé par M<sup>e</sup> Noguères s'appelait Mongibaux. C'est le même Mongibaux, dont la plaidoirie du futur président de la Haute Cour faisait une espèce de complice moral de Stavisky, à qui les gouvernements issus de l'Honneur et de la Police devaient confier la mission de condamner à mort *pour intelligence avec l'ennemi* le seul Français encore vivant qui, commandant en chef, eût jamais arrêté cet ennemi.

Donc, l'ami de Bony, le joyeux Josef, considéra qu'il était conforme aux lois de l'amitié de prêter ses camions à Bony, pour la répression d'une résistance qu'il encourageait et finançait aux heures de loisir laissées par les spectacles de l'avenue Foch. Ce point de fait n'a pas été discuté sérieusement à l'audience. Les visites à l'avenue Foch n'ont pas été niées, mais mises au compte de la courtoisie et du bon voisinage. Les résistants de 1949 ont trouvé évident qu'un grand nombre des leurs, dans l'impuissance de Vichy, et devant la persécution allemande, eussent



élu pour Podestat non pas un étranger ordinaire, mais un étranger suspect de n'appartenir à aucune patrie. Allons plus loin : Jean-Paul Sartre verrait peut-être dans ce choix une expression supérieure de la tragédie humaine et de la déréliction révélées à l'état chimiquement pur dans ce qu'il a appelé la République du silence. Il serait bon que l'on fit parvenir au résistant Joino, dans sa prison, le texte qui l'éclairera sur sa véritable condition entre 1940 et 1944 : « On nous insultait en face chaque jour, et il fallait nous taire ? On nous déportait en masse comme travailleurs, comme juifs, comme prisonniers politiques ; partout, sur les murs, dans les journaux, sur l'écran, nous retrouvions cet immonde et fade visage que nos oppresseurs voulaient nous donner de nous-mêmes, à cause de tout cela nous étions libres. »

Ce qui reste, c'est qu'en somme tous les Français résistants ont été protégés entre 1940 et 1944, ou, du moins, que deux autorités ont tenté de les protéger — l'une l'a fait, l'autre le prétend — les uns, par le gouvernement légitime, par l'action d'un Etat que le Maréchal Pétain incarnait pour le bien commun. Cette protection ne fut pas toujours efficace, le Maréchal n'ayant pour lui que l'honneur, sans police, l'empire et la flotte jusqu'en 1942, le seul honneur ensuite, toujours sans la police. Mais d'autres, comme M. Lecourt, furent les sujets de Joinovici, les protégés de l'apatride. Cela suffirait à distinguer deux résistances à l'Allemand celle qui, le voulant ou non, agissait à l'abri de l'Etat du Maréchal, et celle qui fondait sa sécurité sur l'Etat de Joinovici. La seconde s'est montrée plus reconnaissante, parce que plus efficacement protégée que la première. Elle a su donner à son Podestat un bureau à la Préfecture de Police, et tous les parchemins résistants qu'il a voulus. Que si d'incorrigibles indigènes insistent lourdement sur les camions prêtés aux tueurs de Bony, ils oublient que l'apatride peut toujours faire sur ce point sa réponse ordinaire : il ne fut qu'un *intermédiaire* ; il ne tuait pas lui-même... Il peut ajouter que la venue de ses camions importait peu, puisque Londres était averti des heures de départ et de l'itinéraire des camions. On sait qu'un véritable mécanisme d'horlogerie permettait chaque fois à Londres de lancer une contre-attaque victorieuse sur les mercenaires de l'Allemagne, *ou du moins de faire bombarder le village où les camions passaient, allaient passer ou étaient passés*. On aidait au massacre des Français, mais, comme le faisait jadis Arthur Meyer, on se faisait blanchir à Londres. On subventionnait la presse résistante de M. Lecourt, appelant à l'insurrection ceux que Bony et ses hommes, dans les fameux camions, étaient chargés d'assassiner. Joinovici payait avec les billets de ses trafics, dont les Allemands lui allouaient une quantité d'autant plus considérable qu'ils nous les volaient. Joinovici payait les boches avec nos métaux ; le boche payait avec nos billets. L'opération était complète, réversible, indéfinie ; on ne voit pas, sans l'arrivée des troupes alliées et des blindés de Leclerc, pourquoi une affaire si élégante à la fois et si énorme eût trouvé son terme de la volonté même de Joinovici.

Il fut le commanditaire de la guerre civile, mais aussi l'homme de tout les *rachats*. Ce n'est pas qu'il se racheta (cette idée de rachat personnel était bien étrangère à son univers moral, et, du reste, il se fût coûté trop cher au poids de l'ignominie), mais il paya les rançons du pouvoir *futur*, comme les frais du pouvoir présent. Il n'y a, clans cette conduite, rien de mystérieux : Sombart a montré, dans un livre classique, que depuis la renaissance peut s'observer la présence simultanée du prince, c'est-à-dire de la puissance, et du juif. Pourquoi cette présence ? Parce que, selon Sombart, le juif a le goût du pouvoir, mais non pas de ses risques. L'action ne l'intéresse qu'aussi immatérielle qu'il se peut ; la plus immatérielle, la plus abstraite est celle qui opère par l'argent. Si l'on souhaite faire quelque progrès dans l'exploration de ces abîmes, si l'on se demande quelle idée Joino aimait à se faire de soi-même, c'est dans ses déclarations mêmes au procès que l'on découvrira un principe d'explication. Joino avait choisi le nom de Spaas dans la résistance. Le mot veut dire « Sauveur » en Russe, et c'est un Russe, tiré d'embarras par Joinovici, qui l'avait ainsi

nommé. Le vocable lui avait plu. Il ne faudrait pas trop compliquer le caractère du fondateur de la IV<sup>e</sup> République, mais cette complaisance pour le nom de Sauveur fera rêver tous ceux qui ont quelque tendance à la réflexion religieuse ou métaphysique. Léon Bloy a montré, dans le *Salut par les juifs*, ce livre aussi terrible pour la race dispersée que pour l'antisémitisme vulgaire, qu'il y a en Israël une mystérieuse perversion du drame chrétien, une sorte de répétition grossière et matérielle qu'il *joue* à travers les siècles. Bloy prétendait que l'attitude spécifique des juifs à l'égard de l'argent ne peut s'expliquer sans un rayon détourné de la transcendance divine. Il pensait que les juifs crucifiaient éternellement l'argent dans une espèce de parodie de la crucifixion du Christ. Joinovici, en se déclarant sauveur, ne cédait pas seulement à une folie sacrilège de la grandeur. L'idée qu'il se faisait de lui-même modelait toute une part de sa conduite. Il rachetait vraiment des hommes, au sens littéral. Il les rachetait à Bony, ce bizarre Hérode, Il s'arrangeait avec Hérode ; il était décidé à donner au monde un Sauveur qu'on ne crucifierait pas cette fois — parce qu'il ne serait pas si bête, parce qu'il prendrait des garanties et parce que le principal pouvoir de l'argent dans le monde moderne, c'est de rendre inutile le scandale de la croix :

*Ut evacuetur crux...*

Nul mieux que Paul Claudel n'eût été en mesure d'expliquer au président Bêteille l'âme de Joinovici. Lui qui a dit *Je suis Turelure* avait, dans *Le Pain dur*, en fonction de Turelure et de lui-même, imaginé le complice indispensable au pourrissement de tout honneur et de toute légitimité, le récupérateur des métaux Eli Habenichts. Relisant *Le Pain dur*, je crois voir Joinovici dans la nuit où il alla brusquement déterrer les armes cachées dans le couvent de X... (le lendemain du passage de Joïno, quatorze moines dénoncés étaient passés par les armes), je crois l'entendre demander, au passage, au supérieur du couvent s'il ne lui céderait pas quelques Christs anciens « *Il faudra me montrer ça, je suis amateur de tous ces bons dieux* ». Mais ces paroles ne sont pas de Joinovici le « Sauveur », elles sont de Ali Habenichts, création du génie de Paul Claudel ; elles préparent la cession pour quatre francs à Habenichts du Christ que Les anciens moines, et les parents guillotins de Cygne de Coufontaine avaient baisé avant la mort.

Mais Joïno ne se contentait pas de racheter M<sup>me</sup> Campinchi ou telle autre personnalité de la troisième et, pensait-il, de la future république. Il y avait en lui une démesure que les audiences de son procès auraient pu rendre visible si la convention commune à l'accusation et à la défense n'avait été de refuser de voir. La question qui détruit toutes les questions, qui ruine la mesure des valeurs : « Quel est le prix du monde, quel est le prix de tout ? », il devait la rouler dans sa tête quand la gaffe du ministre de l'Intérieur Depreux introduisit une petite difficulté dans sa vie. Il resta, pendant tout le procès, l'homme qui s'est persuadé qu'il a des poches si grandes que, dès qu'il le voudra, il y mettra le *monde* et sans aucun doute, en tout cas, la misérable petite France.

Il est, à vrai dire, impossible de faire le portrait de Joinovici sans saluer en lui le parfait démocrate, le modèle de l'homme que les théoriciens de la démocratie ont toujours vainement cherché à dessiner dans leurs rêves. Du parfait démocrate, il a ce caractère qu'il est *self made man*, fait de rien et fait tout seul. Rien est une façon de parler, car il y avait déjà à Clichy des éléments de la tribu qui l'attendaient pour l'étayer ; mais cette aide est si naturelle qu'on ne peut en tenir compte, elle fait son être. Joïno ne sait pas d'où il vient, ni où il va. Il n'est ni d'ici, ni de là. Il n'a besoin, en dernière analyse, que d'une seule connaissance, un seul secret qui lui a été transmis, et que ses frères, qui l'attendent, lui répètent quand il débarque du train. Ils ne le disent pas ainsi, mais c'est cela que ça veut dire : l'homme a des désirs et l'argent est le moyen de payer le désir des hommes, et d'acheter les hommes contre la satisfaction de leurs désirs. Et quand on a assez

acheté d'hommes, on peut même en « entretenir » ou en « racheter ». Joinovici possède, comme un héritage une philosophie tout à fait semblable à celle d'un autre émigrant naturel, Paul Reynaud. Au déjeuner des banquiers qu'il présidait au début de juillet, Paul Reynaud évoquait, selon *Le Figaro littéraire*, certaines traditions populaires fort vivaces depuis Turcaret.

C'était à propos de l'aide américaine : « *Il est normal*, dit en souriant le président, *que nous soyons aidés par l'Amérique, comme il est normal pour une danseuse d'être aidée par un banquier...* Seulement (et *Le Figaro littéraire* nous apprend que M. Paul Reynaud marqua un temps, qui n'est pas celui de la honte), *comme nous n'avons pas les charmes d'une danseuse, cela durera moins longtemps.* » Joinovici, entreteneur et corrupteur, ne semble pas, si les chiffres de ce que lui coûtèrent la résistance, l'honneur et la police, qu'il a avancés à son procès sont exacts, avoir marqué une impatience analogue à celle que son coreligionnaire moral Paul Reynaud redoute pour la France, gracieusement comparée à une catin. Comme les juifs qui, jadis, ne trouvaient pas de limitation à la recherche du profit dans les mœurs et les contraintes d'une religion qui les excluait, rien ne pouvait limiter la connaissance qu'il avait des possibilités infinies qu'offre la bassesse à la corruption. Appartenant à un peuple qui a inventé le dumping et qui n'avait pas besoin de jurer sur le Christ, puisqu'il était exclu des corporations, nul frein ne pouvait l'arrêter dans son œuvre institutionnelle.

Dira-t-on qu'il est bête, qu'il ne parvint même pas, en vingt-deux ans, à prononcer trois phrases françaises d'une relative correction ? Qu'on ne s'y trompe pas, c'est mépris, non bêtise, et sa bêtise, s'il en est une en lui, fut aussi efficace que criminelle. Comme le montra sa défense, ce Napoléon des apatrides ne regardait pas au détail. Il fut mesquin d'exhumer, au dernier moment, sous le prétexte de vérifier ses comptes, une dépêche de Himmler qui parlait de « *notre Joinovici* ». Car de même que la matière énorme et redoutable, selon Leibniz, est un esprit instantané, le sublime Joinovici *fondait* dans son présent tout le passé et l'avenir. De même, à un degré supérieur, M. Lilienthal préside aux Etats-Unis aux destinées de l'énergie atomique : cet intérêt pour une arme vraiment totale, qui en un instant résoudrait toutes les questions, modifierait la valeur et l'essence du monde, n'est pas d'une autre nature que l'extension indéfinie donnée volontairement par Joinovici à l'arme destructrice de la guerre civile. Peut-être est-ce que les incendies qu'alluma ou fit allumer Joinovici ne manifestaient pas une volonté délibérée de nous faire du mal. Mais abolir l'histoire, l'accélérer sans mesure, accumuler monstrueusement au point où la vieille épargne devient ridicule et désuète, ruiner ce qui mûrit, ce qui se souvient et qui dure, tout cela répondait à un appel profond dans le cœur de Joinovici. Il serait vain de prétendre que rien n'est profond au niveau d'un tel homme. Car l'histoire pour lui, l'histoire à abolir, est réellement pleine d'humiliations, de poubelles, de mauvais souvenirs, de rues tristes parcourues à la petite aube et de pogroms où l'indigène reprend avec une ignoble violence ce qu'une non moins ignoble lâcheté l'a conduit à abandonner à l'usurier ou aux politiciens juifs. Ce désir de terminer l'histoire, il est aussi chez Marx avec son prolétariat dont l'humanité, surgie du désespoir, supprime les vaines couleurs du monde qui le précéda. Joino comme Marx, en finançant à la fois la résistance et la répression de la résistance, voulait que tout flambât de la plus intense flamme possible, parce qu'il était en état d'espérer que tout incendie lui rapporterait. Mais la passion mise à l'extension des foyers, l'activité incroyable déployée par cet indifférent d'origine, cet apatride naturellement étranger à une histoire qui pouvait sembler ne regarder que les Français, témoignent d'un souci et d'une angoisse sans mesure directe avec la récupération des métaux non ferreux. Le goût d'anéantir une réalité qu'il sent impossible à acheter, qui lui échappera toujours et le décourage au point de faire renoncer à apprendre la langue qui la traduit, rejoint le cri du cœur de Léon Blum, le fameux *je vous hais*, adressé à la

moitié de la France, rend à jamais dérisoires et grotesques les lois sur la provocation à la haine contre tin groupe d'habitants. Car, enfin, si ces lois n'étaient pas une grimace, si elles n'étaient pas faites seulement pour la défense d'un groupe de privilégiés, ce n'est pas à Jouy-en-Josas, mais entre quatre murs de prison que le prophète achèverait ses jours. Arrêtons-nous pourtant à cette coïncidence entre les fins véritables de l'action de Léon Blum et l'action réelle, immédiate et quasi instinctive de Joinovici. Que disait Léon Blum en 1936 ? « *La révolution, qui est le but final que je poursuis, n'a pas besoin d'être violente, et je souhaite qu'elle évite l'effusion de sang, mais l'essentiel pour moi est qu'elle s'installe de gré ou de force sur les ruines du passé aboli, d'où les idées de famille, de religion et de patrie ne pourront plus jamais en surgir.* »

Pour accomplir cette besogne haineuse, Léon Blum ne pouvait rencontrer de meilleur agent d'exécution que Joinovici. La révolution de 1944, issue de la guerre civile, a été aussi près que possible de rejeter à jamais dans la nuit ces idées de famille, de religion et de patrie. Par sine dérision supérieure, que l'humour d'un Heine eût estimée à son exacte valeur, c'est avec la complicité d'un parti clérical, d'une démocratie chrétienne, que la hideuse besogne arriva si près de son terme. Et ce n'est pas *Le Populaire*, organe de Blum, qui osa donner sans protester, ni commenter, le compte rendu du jugement de juillet innocentant pratiquement Joinovici, c'est *L'Aube*, dont les rédacteurs sont toujours salués comme de chers amis par le vieux talmudiste, destructeur de la société nationale. Blum, d'ailleurs, ne disait pas, en 1936, le vrai secret de sa pensée politique : pour le connaître, il faut remonter plus haut, au temps de la *Revue blanche*, où les leçons de Barrès furent systématiquement tirées vers ce qui pouvait souiller, déraciner, avilir les Français de naissance et la France historique. Le jeune Blum écrivait alors : *A M. Barrès, qui fut le théoricien du moins, et qui est resté un individualiste, je demande ce que deviennent dans sa théorie le moi et l'individu. La famille, la commune, rien ne fausse et ne diminue l'énergie comme de tels groupements. Ce sont les collectivités les plus dangereuses, parce que nous les aimons et parce qu'elles nous retiennent contre le développement libre de l'individu, ce n'est pas la contrainte ni la misère que je redoute le plus, mais les liens de l'affection partagée et du bonheur médiocre.*

Pour un Blum, qui avoue ainsi que le dernier mot de sa ténacité, la justification de sa politique sera le culte de l'énergie sans limite, sans les contrôles et les mesures qu'apportent à la vie les institutions et les groupements intermédiaires, les risques d'une société à la fois ordonnée et décentralisée tiennent au coupable attachement que les hommes ordinaires peuvent éprouver pour qui les soutient. Que serions-nous devenus, en effet, si Joinovici avait rencontré les limites d'une telle société réactionnaire ? Son œuvre devenait impossible. Son déracinement génial jusque dans la médiocrité, tel que l'exige Léon Blum, n'eût pas été efficace. Il n'y aurait pas eu de République de Joinovici, et la France retombait dans la nullité de la troisième République, mais ralentie dans son mouvement de catastrophe, et, par là, presque réactionnaire. De Gaulle, sans les gangs policiers et démocrates chrétiens, devait alors compter avec Les radicaux devenus une force d'équilibre, quand même il n'aurait pas compté avec son propre passé, ses préjugés, ou ses principes de jeunesse.

Ces radicaux, qui avaient rallié Vichy, avaient, pour la première fois, des ennemis déclarés à gauche ; ils auraient pu pratiquer, dès 1944, la politique du ralentissement de la catastrophe que le docteur Queuille a tentée sans conviction ni espérance autre que celle d'arrêter les horloges, en 1949. Cette politique n'eût certes pas permis de relever le pays. Mais, privés de leur soutien révolutionnaire, les radicaux pouvaient être amenés à capituler une fois encore devant l'intérêt français, peut-être même à apporter à une nouvelle révolution nationale, réalisée hors de la présence de l'ennemi, une note de réalisme provincial, d'attention aux différences françaises, un



souci des libertés concrètes que la tyrannie et l'anarchie démocratiques ont détruites tour à tour. Il n'y avait pas alors de république de Gouin, ni de république de Moch, parce qu'il n'y avait pas non plus, à l'origine, de République de Joinovici.

Je demande, maintenant, si l'on a suivi notre effort de compréhension sympathique pour le destin de Joinovici, fondateur et patron du régime, que l'on complète les résultats précédents par quelques données tirées des « vies parallèles » du monde moderne. J'ai déjà abordé le cas de Stavisky, précurseur malheureux de Joinovici. Le cas de Kosciski, pour notre alliée anglaise (dont « l'horrible visage de Gorgone », désigné par François Mauriac après MersEl-Kébir, est moins « penché aujourd'hui sur la France » que sur les décombres de son propre Empire), est peut-être plus intéressant encore. Il y aurait pour un adaptateur moderne de Plutarque une sérieuse matière du côté des apatrides. *La France*, proclamait l'ineffable Ramadier en 1947, *n'a plus besoin de héros, elle a besoin de travailleurs*. C'est à Pont-Saint-Esprit, à l'inauguration d'une pompe à incendie, que ces mots furent prononcés. Ramadier, visitant la citadelle où furent torturés et emprisonnés des résistants que Joinovici ne protégeait pas, disait là ce que les circonstances, le milieu, le moment faisaient attendre de lui. A Rodez, peu avant, il s'était écrié : *Nous ne souffrirons plus que la France ne soit pas immortelle*. A Pont-Saint-Esprit, il donnait congé aux héros. Rentrez chez vous, héros ! Evanouissez-vous, fantômes des héros. Mais cette éloquence pacifique, légèrement saint-simonienne, chez le politicien qui devait prendre en charge la défense nationale d'une France réduite à l'aveugle soumission aux volontés de Washington, n'avait alors d'autre sens que de donner congé au général de Gaulle. Or, quoi qu'on pense de ce Général, quand on vide la Résistance du héros du 18 juin, il faut reconnaître que la seule présence réelle et pratique qui demeure dans son grand creux, c'est Joinovici. La France n'a plus besoin de héros, mais elle a besoin de travailleurs pour saisir ou dégager la nature de ses véritables héros. Plutarque n'a point menti ; il y a des grands hommes, le jeu des vies parallèles n'est point si fou et permet d'éclairer la politique de 1949. Stavisky *annonçait* le Sauveur véritable. Il fut victime de sa prophétie et l'extension de ses escroqueries subtiles ne permet pas de nier qu'elles aient eu un caractère formel et figuratif. La troisième République sous-estima ses facultés de silence. Son exécution policière, grimaçant en suicide, sans que nos maîtres se fussent même souciés de rendre leur camouflage vraisemblable, n'enlève pas tout sens à une si belle vie. Stavisky fut à la jointure des choses. Pour l'avènement de son compatriote plus épais, mais plus solide aussi et confiant dans l'existence, il fallait que la France devînt une nation vaincue. Pour que Joinovici récupérât les métaux et régnât sur la Résistance honorable et policière, il fallait que la République se fit à la fois belliciste et faible, qu'elle perdît la tête au point de déclarer la guerre pour le seul plaisir de la défaite. La mécanique de nos malheurs, entre Stavisky et Joinovici, n'est donc pas difficile à démonter. En me promenant dans Paris, un jour anniversaire de la journée révolutionnaire du 9 février 1934, il me fut possible de saisir exactement la raison des effets, par la simple réflexion sur les lieux et la lecture des pancartes : il y a quinze ans, trie négociation, menée par la tribu des Chautemps et les radicaux de Daladier, jetait sur le pavé de Paris des masses populaires dont une grande part criait, huit jours avant, avec les fascistes : « A bas les voleurs ! » Les radicaux y abandonnaient tout souci de l'intérêt de la nation, toute volonté de conserver autre chose qu'eux-mêmes. Ils consentaient au futur Front Populaire et à tous les effets de cette raison, grèves, occupations, travail ralenti en face d'une Allemagne au régime du travail forcé et accéléré, désarmement matériel d'une France toujours plus antifasciste et *guerrière*, mais en paroles et sur le papier. En échange, ils gardaient leurs privilèges, et les Chautemps n'allaient pas en prison. La suite, le corollaire de cet indigne marché, ce fut d'abord Munich, tellement issu du 9 février 1934 que c'est Daladier qui le fit ; puis ce fut la guerre et la défaite. M. Chautemps

partit pour l'Amérique, jouant le gouvernement de Vichy comme il avait joué les masses populaires, et laissant son fidèle Bony, sans conscience républicaine, contraint d'en chercher une de remplacement à la Gestapo...

Le 9 février 1947, dans Paris, j'ai vu les mêmes masses appelés à commémorer leur geste d'il y a treize ans. Elles avaient alors protesté contre la démission de Daladier avant l'émeute ; maintenant des pancartes vilipendaient Munich et les Munichois. Elles avaient sauvé Chautemps, elles le vomissaient maintenant. Il n'y avait pas là une contradiction, ceci était constant qu'on les trompait toujours, mais on les trompait plus *tristes*. La honte et l'abaissement de la nation demeuraient au programme de leurs meneurs le Viet-Nam était représenté largement, avec de belles pancartes où l'on appelait librement, au nom de la Déclaration des Droits de l'Homme, à étripier les *colonialistes*, — car c'est le nom, désormais, dont nous avons laissé accabler nos frères établis dans l'Empire, et qui donne licence aux populations évoluées et maîtresses de leur destin de les traiter de Turc à More. Donc, en ce mois de février, il y a deux ans, fleurissaient sur notre pavé les délégations palestiniennes, les envoyés de Bourguiba, les Africains demandant la liberté comme en Amérique, avec tous les droits sacrés que leur confère la loi du Lynch. Oh te beau piétinement cosmopolite avec les maîtres étrangers, visibles et invisibles, et les milliers de braves types qui, en 1934, ont été définitivement livrés à la tyrannie marxiste par toutes les tribus Chautemps, avec leurs avocats, leurs notaires et leurs professeurs radicaux ; ces élites ont alors renoncé au simulacre même de guider et éclairer le petit peuple ; elles pensaient seulement à échapper au déshonneur qui les guettait à l'issue de leurs nobles affaires...

Les cas d'honnêteté individuelle ne peuvent rien changer à ce grand fait, à cette démission de la bourgeoisie de gauche, qui avait encore une audience populaire, entre les mains nerveuses de Blum et les fortes mains de Thorez. Par la corruption, par Stavisky, le radicalisme fut contraint à céder de son influence aux bellicistes désarmeurs et de chanter leur musique. La défaite, la guerre civile et la République de Joinovici furent clone bien *préparées*, leurs voies furent bien *frayées* par le subtil protecteur de la Troisième, dont le seul tort fut d'échouer là où Joïno devait réussir.

Ce n'est pourtant pas à la seule France qu'un moderne Plutarque arrêterait ces « vies parallèles ». Aux grands hommes de la Grèce française, il ajouterait ceux de la Rome britannique. Le scandale de Kosciski, l'hiver dernier, possède, en effet, ce précieux avantage de révéler le vrai Kosciski bien mieux encore que le procès jugé par le président Bêteille ne révéla le vrai Joinovici. Kosciski put presque tout dire, il parla comme témoin et ne courut d'autre risque que l'expulsion. Il se sentait libre, à la fois plus et moins puissant que ne le fut Joïno. Son impression de liberté se fondait sur ce qu'il croyait que les mœurs anglaises ne conduiraient pas à le faire exécuter par la police s'il lui prenait envie de parler un peu trop.

Mais qui est Kosciski ? C'est Wulkan, nous apprenait le *Times*, et Wulkan, c'est Stanley. Qui êtes-vous ? a dit mister Justice Lynsky. Quand êtes-vous venu en Angleterre ? Comment avez-vous trafiqué l'influence ? Banqueroutier, comment avez-vous fait accepter vos cadeaux, vos déjeuners et vos cigares aux membres du gouvernement de Sa Majesté ?

Alors, on a tout su...

Simplifions : Kosciski, c'est un peu Stavisky plus encore que Joinovici. La différence maîtresse est que les corrompus en Angleterre ne l'ont pas acculé au suicide, ni fait assassiner. Il est né en Pologne, et croit bien que son père s'appelait Kosciski. Venu en Angleterre en 1913, il prit douze ans d'avance sur notre chiffonnier national et pourtant n'obtint jamais le moindre

galetas dans un des bâtiments occupés par les ministres ou les services de Sa Majesté. Mais il se fit confier des marchés, fit fortune. Les nouvelles couches gouvernementales, cordiales et sans préjugés, ne lui furent pas moins pénétrables, pour des raisons toutes différentes, que le monde démocrate chrétien des amis de Lecourt et Joinovici. Un *ami* justement directeur de la banque d'Angleterre, lui présenta M. Belcher, ou « belle chair », promu, de son emploi au chemin de fer, secrétaire au commerce. Hélas ! L'esprit est prompt, mais « belle chair » était faible, il mit Kosciski-Wulkan en rapport avec les gros bonnets du parti. Sa santé trop fragile exigeait du ouiski. Kosciski lui en fit expédier, non du pire il envoya même chez le tailleur et paya la note ; Belle chair était fort pauvre, n'ayant que deux mille livres par an (à peine deux millions de nos francs et le vingt-cinquième des biens que l'on doit confisquer à notre Joinovici) pour le service de Sa Majesté.

M<sup>me</sup> Belle Chair, qu'on a interrogée, avait un goût louable pour l'épargne, et les notes d'hôtel l'effrayaient. Kosciski sut payer sous le nom de Stanley. On dîna, complota. *J'étais*, a dit Stanley, *l'imbécile qui paie*. Point si bête l'influence croissait ; on s'assit à côté de M. Bevin, que l'on vit enfouir dans les basques de son habit les cigares Kosciski, dignes d'être fumés par Churchill en personne. Mais le plus beau, c'est qu'on fonda un mouvement anticomuniste, sous les grands noms *Démocratie et Liberté*. Si vous cherchez l'Europe, et ne la trouvez pas, voilà pourtant un point où l'entente serait possible. Au congrès de Strasbourg, ou au prochain concile, il faudra convoquer les deux grands apatrides, vrais citoyens du monde, et, s'il le faut, *européens*. Notre Joinovici avait fondé aussi. *Démocratie et liberté* est une sorte de réponse, dans la nouvelle croisade, aux belles sonorités de Honneur et Police. On pourrait faire la fusion, se fédérer. Le juif de la Pologne aidait les travaillistes à améliorer l'ordinaire, les travaillistes envoyaient de l'argent à notre *Populaire*. Il n'y a pas là, pour un Sioniste conscient, de quoi fouetter un sous-officier anglais. Joinovici et Kosciski, libres demain d'agir dans une Europe libérée de toutes les contraintes régionales et traditionnelles, feront élever un monument expiatoire à Stavisky. On fera les statuts d'un grand parti franco-britannique *honneur et démocratie*, ou bien, pour plaire à M. Moch, *liberté et police*. Son organe pourrait être *Le Populaire*, bilingue et de format normal. Au besoin, pour simplifier, on le rédigerait en yiddish. John Bull et Jacques Bonhomme ne peuvent, en effet, se connaître ni s'aimer tout à fait. Il faut des médiateurs. Deux juifs, l'un de Pologne et l'autre de Bessarabie, les mettraient bien d'accord, en achetant leur commun gouvernement. Car l'heure est venue de *sauver* et de *wulcaniser* la vieille Europe.

# III

## JOINO LA RAMASSE DANS LA BOUE

Je crois avoir compris le fondateur de notre République aussi bien que Thucydide avait compris celui rie l'impérialisme athénien. Il est vrai que c'était beaucoup moins difficile... Mais la vérité ne se jauge pas à la difficulté et, faisant de l'histoire, de l'histoire morale, revenant, malgré les préceptes de la Sorbonne, à l'histoire des héros, j'ai dû tracer au cordeau ma ligne de départ.

Il me reste à régler une question de préséance. Il est un autre « héros » dont ne veut pas M. Ramadier. Mon objet n'est pas ici de décrire sa physionomie morale. Mais, a dit le général de Gaulle, la République, je l'ai ramassée dans la boue. je n'en doute pas. Ma thèse est qu'il ne l'a nullement nettoyée et que ce fondateur apparent de la quatrième République n'en a nullement assuré les réelles fondations. Ces fondations, il les a trouvées, en 1944. Ramassée nominaleme nt dans la boue, la République, réduite à l'état de larve dans le CNR, y était retournée avec la complaisance des larves pour l'ordure et pour l'ombre. Au contenu nominal de la libération s'opposait un contenu déjà réel, une lourde hypothèque préalable. Et si de Gaulle doit être considéré comme une cause efficiente du nom de ce qui nous sert d'Etat, c'est à Joinovici que le bon sens et la vérité commandent de rendre ce qui lui appartient.

Une première preuve en est que la République Ramassée dans la Boue (RRB) préféra si évidemment cette boue originelle au giron du général qu'elle le déserta, dès janvier 1946, quinze mois avant de mettre provisoirement de côté, par une aberration et une ingratitude qui lui coûteront sans doute l'existence, son apatride fondateur.

En somme, le général, ramassant l'objet républicain dans son milieu naturel, avait quarante ans de retard sur le chiffonnier, familier de cette opération, à laquelle l'avait préparé, bien mieux que n'eussent fait l'école de guerre ou la spéculation stratégique, sa longue familiarité avec l'ordure.

Ensuite, la question de l'éponymie réelle de la quatrième République se trouve réglée par une sublime déclaration de Ramadier en 1947 : *Nous avons un régime qui, à l'usage, s'adapte de mieux en mieux à notre tempérament.* Nul n'ira songer que ce qui s'adapte au tempérament de Ramadier pourrait convenir aux humeurs du général de Gaulle. Le *nous* de Ramadier désigne évidemment le socialisme méridional, qui n'a jamais cessé de combattre pour que les belles et sages provinces de la Loire devinssent le refuge de la canaille levantine, le terrain de chasse des apatrides, la France douce aux tire-laines et aux coupeurs de bourses. J'admets qu'une atténuation à ce régime a été apportée par la Corrèze intérieure du docteur Queuille. Mais, sans poser encore la question du tempérament d'un Jules Moch, de la tempérance d'un Bidault, de la température d'André Philip, ni des idiosyncrasies de Daniel Mayer, le tempérament en question,



auquel à l'usage s'adapte de mieux en mieux notre constitution, est beaucoup plus homogène à celui du résistant Joinovici qu'à celui du fils de hobereaux flamands Charles de Gaulle.

*L'homme*, selon Ramadier, ce doit être quelque chose (l'analogue à ce qui fut tout prêt d'être le Président de la République française en 1947, et dont Léon Blum n'a pas dit que c'est de la merde dans un bas nylon. J'y reviendrai. Mais une république qui faillit se donner *cela* comme chef nominal témoigne en faveur de sa fondation par Joinovici. Ce qu'il y avait de plus près, en petit, en nominalement français et en éligible, de Joïno, c'était *Gouin*. Et la tangué ignorée par Joïno consacrera sans doute la pérennité de leur type physique et moral par deux expressions intraduisibles, que je ne désespère pas de voir adopter par l'Académie française autour de 1989 : « Un drôle de Joïno !... » et, pour désigner ce qui n'a de nom dans aucune langue du monde, « un gouin »

Mais, dira-t-on, le vrai *fondateur* de la république, c'est la Résistance et la Résistance est un bloc. Là est la source de son être et sa légitimité.

Si l'on entend ainsi son *unité*, nous disons que l'union provisoire, abstraction faite des intentions historiques, des raisons internationales ou des raisons idéologiques, de groupements dont les chefs se vouent quotidiennement au poteau rend cette affirmation à peu près aussi sérieuse que « la route du fer est coupée » ou « nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ».

Mais si l'on entend que la résistance politicienne soit un Bloch, je me fais fort de montrer, à l'occasion, qu'elle en est même *plusieurs*, et que la permanence de l'un de ces Bloch à la tête des imprimeries volées et dévolues, la permanence d'Albert Bayet, père du protégé de Joïno, à la tête du syndicat de la presse permettent déjà de désigner quelle résistance a fait réellement la république : *ès fecit cul prudent*.



Il n'y a donc pas de doute sur le héros éponyme. L'étonnement de Claude Bourdet devant les témoignages résistants pour Joinovici, en son article de *Combat* du 23 juillet, fait peu d'honneur à son sens de la police, s'il tend à prouver que Bourdet essaye de faire la police en son honneur. Car enfin, dans le pays, dans la présence, le double jeu n'était pas plus évitable que l'humiliation d'ouvrir le parachute avant le sol, après la chute libre : les violents, les téméraires eux-mêmes, par le fait de se battre sans uniforme, devaient, quand ce n'eût été que pour leurs camarades de combat, ouvrir le parachute ou, du moins, consentir à l'existence d'une ouverture automatique. La seule résistance qui pouvait s'en passer était *l'absente*, la résistance des ondes, celle qui ne devait pas sans cesse affronter la plus horrible puissance de tyrannie et de corruption que le monde ait jamais connue. Maurice Schuman, qui est orfèvre, rue répondra qu'il y avait un moyen de ne pas se servir du parachute, et c'était de ne pas sauter. Ainsi fit-il quant à lui, mais non sur le sol, seulement dans le ciel de France.

La question sérieuse était celle du choix de la protection. Gaulliste ou non, le résistant demeuré en France était amené à profiter d'une des deux autorités efficaces devant l'Allemand, celle de Joinovici ou celle de l'Etat de Vichy.

Un Albert Bayet, comme un Lecourt, sont trop pénétrés de l'idée que les hommes naissent libres et égaux et que le *dernier venu*, le plus dégagé de tout préjugé moral ou national, a la plus grande utilité démocratique, pour ne pas avoir préféré la protection de l'apatride à celle d'on ne sait quel maréchal de France,

Comme l'a dit M. Lecourt, garde des Sceaux de la République, chef suprême d'une justice qui passe la meilleure part de son temps à vous faire décliner votre identité et à établir des fiches de renseignements, ceux qui ont vécu dans la Résistance savent qu'on ne demandait ni certificat de moralité, ni certificat d'origine.

C'est bien le point ; car un tel système conduisait tragiquement à sacrifier ceux qui étaient capables de fournir un tel certificat de provenance et de moralité, les bons *otages*, les victimes désignées. Aux autres, à Joinovici, un Lecourt fournissait et n'a pas cessé de fournir le certificat de résistance qui, selon la curieuse morale, établie très au delà de toute la casuistique d'Escobar, peut tenir lieu de bon sens, d'honneur et d'excuse pour autant de visites que l'on veut à la Gestapo de l'avenue Foch.

Je n'ai de préjugé en faveur d'aucune violence. Si j'ai quitté la France pour l'Afrique en 1941, c'est que je ne voyais pas le moyen d'éviter la déraison. Je savais qu'Ulysse recule devant la tente d'Ajâx et le simple spectacle de folies et de massacres très inférieurs à ce que ne fut notre guerre civile. Je me souviens que, pendant l'été de 1941, je dus rédiger au *Jour*, replié à Clermont, une revue de presse où le ministre de l'Information, M. Marion, put découvrir la même violence que M. Moch poursuit dans mes articles d'aujourd'hui ; simplement, M. Marion avait parlé d'Europe et j'avais répondu : « *Oui, mais que dirait-on du propriétaire paysan d'une petite ferme qui, voyant sa maison consumée, se consolerait à la pensée qu'il va devenir domestique dans une grande entreprise modèle.* » Cette phrase valut quelques jours de suspension au journal. Mais, enfin, ce n'était pas facile : sans doute était-il utile d'apprendre, à l'abri de la protection de Vichy, la leçon de Fichte et de Barrès à nos jeunes gens. Il était bon et nécessaire que Maurras étayât la politique du Maréchal et fût assez *identifié* à l'antigermanisme pour pouvoir jeter contre des anciens alliés féroces — Mauriac devait parler, au lendemain de Mers-el-Kebir, de l'horrible visage de Gorgone de l'Angleterre penché sur la France — le cri de rage et d'alarme d'une France abandonnée. Mais les voies de la sagesse, la conduite équilibrée déterminées par la conscience rationnelle des causes de la défaite n'étaient partiellement praticables qu'au sommet de l'Etat. Elles étaient impossibles en bas. Maurras avait montré dans *Kiel et Tanger* qu'une démocratie serve de l'opinion ne peut jamais faire de renversement d'alliances. La France, sous Vichy, ne pouvait échapper à ces passions qui détruisent les sujets dont elles s'emparent et les aliènent. Le plus sage y était exposé, comme le plus vif. Si j'étais resté en France, en 1941, je suis hors d'état d'affirmer que la haine du communisme apatride et du régime républicain, auteur de l'humiliation de 1940, ne m'aurait pas conduit à la milice, nu que la présence odieuse de l'étranger ne m'aurait pas poussé vers un maquis. Cela sans doute eût été décidé par le hasard, la région de France où je me serais trouvé, peut-être la seule inspiration du moment.

J'aurais eu tort dans l'un et l'autre cas. L'important, c'est que, cherchant en Afrique et du côté de l'armée de l'armistice, de la « ridicule petite armée », une troisième voie, je sentais que les combattants de la guerre civile seraient finalement dupés, qu'une république fasciste de France ne serait pas celle de Bassompierre et qu'une république restaurée par de Gaulle ne serait pas celle d'Estienne d'Orves ni de Guillaumin de Benouville. Dans l'un et l'autre cas, ce qui les attendait, c'était *la république* tout court, ou tout Lecourt, la république à son point le plus bas. Je ne savais pas alors que ce point le plus bas se situerait au niveau des poubelles, et qu'elle aurait nécessairement un contenu joinovicien.

On ne forge pas de mythe dans la faiblesse et dans le malheur, ou ceux que l'on forge ajoutent encore au malheur. Le rêve de la grandeur, au fond de la misère, n'échappe à la dérision que s'il est fondé sur le vivant souvenir, s'il se nourrit de la substance quasi immortelle de la

race — mais non d'une matière rhétorique dans la réelle présence d'une dynastie associée aux grandeurs passées. De Gaulle l'a avoué le 18 juin 1949 quand, après avoir comparé son œuvre à celle de Charles VII, il ajouta nostalgiquement : *Mais lui était le roi.*

Ce qu'aurait pu être le 18 juin 1940, le mythe qu'il est sans doute dans la conscience de son héros, on le voit assez bien. Après l'armistice sauveur, il y avait une place pour le refus aventureux. Je ne pense pas que l'histoire se déroule selon l'exacte justice, ni dans la compréhension totale et réciproque des conduites diverses ou opposées que choisissent les hommes. L'injustice de Londres à l'égard de Vichy, les condamnations de Londres par Vichy, cela était dans l'ordre ou le désordre du moment. C'était le prix de la défaite. Le vrai malheur est que le mythe fut détruit dès l'origine et les chances futures de l'unité follement compromises dès le début. M. Quilici, dans un article de *La Bataille* qu'il a titré « Libérez Pétain ! », a reconnu que l'armistice et Vichy ne sont pas tombés du ciel de la réaction, comme le prétendent des sots, qu'ils ont été l'effet d'une crise très ancienne — que cette crise, c'est en somme la *république*, la *démocratie*. Il eût été bon de le reconnaître plus tôt. L'homme du 18 juin ne pouvait sans doute pas tresser des couronnes à Vichy, et l'appel à l'aventure des cadets était solidaire de quelque démesure. Mais il ne fallait pas fausser cet appel même par la reconnaissance et dédouanement des partis, du régime, sans lesquels il n'y eut pas eu de défaite, d'armistice ni de « demi-liberté » du maréchal Pétain. On accuse d'ordinaire le général de Gaulle d'avoir dédouané et ramené Thorez : faute accessoire, corollaire d'autres fautes ! Le mal fut le mensonge initial qui ramena la République, le régime des partis, dont seuls les communistes et l'ancien citoyen soviétique Joinovici pouvaient tirer profit jusqu'au bout. Le mensonge dans lequel ce général est toujours empêtré, et qui explique l'actuelle crise du R. P. F., est celui-ci : *L'armistice n'était pas inévitable, Vichy était illégal, les causes républicaines de la défaite et de Vichy pouvaient être dissimulées dans leur nature, puis réinstallées, restaurées dans l'histoire de la revanche française.* Pratiquement, dès le 18 juin 1940, le général de Gaulle ramassait les partis du malheur dans sa grande besace, Il devait nous les ramener, les lâcher sur le pays en 1944. Fut-ce orgueil, idée d'une mission, sens de la nation ? Le fait est qu'il s'aperçut un jour des ravages qu'ils faisaient, il vit que sa seule personne ne suffirait point à les retenir. Il ouvrit les cordons de sa besace vide et les invita à rentrer. J'espère bien, et les mauvaises bêtes menacées devaient le craindre, que de Gaulle avait l'intention de jeter à l'eau la besace pleine, surchargée même de quelques pavés qui la maintiendraient bien au fond. Je ne dis pas non plus que c'était trop tard. *Il n'est jamais trop tard pour supprimer une république, même quand on l'a théoriquement fondée...* Mais il était naïf de croire que les bêtes partisans rentreraient gaillardement dans la besace. Le fait est qu'elles n'y sont pas rentrées. Le fait est que la partie n'est pas jouée et que la France paye les jolis tours d'imagination que le pays légal invente pour durer. La besace est ouverte et personne n'y rentre. U. D. S. R., petit rongeur qui y avait engagé la queue, l'a retirée sans façon.

Nous trouverions drôle cette comédie du grand besacier, victime de sa besace... — L'hypothèse faite par Claude Bourdet d'un échec total du R. P. F. et d'un général de Gaulle restant, devant l'histoire, l'homme d'un lé juin symbolique et manqué, besacier malchanceux, chatouillerait agréablement quelque juste ressentiment qui dort en nous. — Mais il y a les rongeurs ; il y a la république ; il y a la tragique absence de la France dans les affaires de l'Europe et d'Allemagne. Il y a l'amnistie que les partis moribonds ne peuvent oser ou n'osent pouvoir. Alors nous n'avons pas à nous réjouir du spectacle, surtout quand nous songeons au contenu déshonorant du jugement qui a enterré provisoirement le scandale de Joinovici, fondateur du régime. Car le pire, c'est le régime, non seulement parce qu'il a fusillé Bassompierre, puis galamment infligé cinq ans de prison à Joinovici, mais parce qu'il ne pourra durer l'hiver prochain sans faire appel, sous le

camouflage de ministères Reynaud-Blum ou Mayer-Moch, au Cincinnatus toujours disponible, au « Sauveur » Joinovici.

Malgré les airs rassurés des braves gens qui confondent le docteur Queuille avec Poincaré, ou Moch avec Cavaignac, la dictature de la canaille n'a jamais été plus menaçante. La république de Joinovici en est au moment où la dépossession des citoyens, grâce à quelque plan Mayer-Rothschild et Petsche-Lazarre, est à peu près accomplie. Le risque, c'est le réveil de cet homme quelconque, de cet homme en dessous de tout, de cet homme de nulle part, candidat au métier d'apatride, en qui le régime a transformé l'homme français. Déjà les écrivains qui pourraient appeler au sursaut nationaliste sont convoqués devant la justice et menacés de l'amende ou de la prison. M. Moch et M. Lecourt, en un calcul indigne du dernier des galopins, s'imaginent que le temps qu'ils voleront aux ennemis de la République, en les faisant convoquer par la police, sera pris sur celui qu'il leur faut pour crier toute la vérité.

Quand Joinovici, ami de Bony, pèlerin de l'avenue Foch, fournisseur de camions d'assassins, n'est pas reconnu counable d'*intelligence avec l'ennemi*, tout Français qui n'est pas persuadé de la supériorité du régime des quatre Chambres avec trente-trois partis, quatre couleurs de peau, et onze dimanches de vote par an, peut être condamné pour cette même *intelligence*. Car l'ennemi c'est l'esprit du mal, l'esprit du mal c'est la réaction, la réaction c'est le désordre, et comme le dit Jules Moch, à qui l'on a appris cela à l'Ecole polytechnique, il convient de défendre l'ordre républicain sur tous les fronts, et d'abord sur le sien, qui ne rougit jamais.

La Providence, ou la nature démocratique des choses vont même, dans un monde ainsi fait, jusqu'à me donner pour juge d'instruction, car M. Moch n'est pas content de moi, M. Zousmann, contre qui je n'ai rien à dire, sinon que son patronyme ne se retrouverait qu'avec peine sur les pierres tombales des vieux cimetières de nos paroisses, et qu'il définit à peu près ainsi mes intolérables injures et diffamations « *Nous vous soupçonnons fort de ne pas trouver, comme nous autres, Monsieur, à Vincent Auriol l'air noble, à Léon Blum l'air mâle, à Ramadier l'air martial, à Kriegel l'air français, à Duclos l'air franc, à Gay l'air neuf, à Philip l'air rassis, ni à Robert Schuman un air de Talleyrand. En un mot comme en cent, vous n'êtes pas républicain. Renoncez aux pamphlets, Monsieur ; aimez vos maîtres. Les régimes de liberté honorent les pamphlétaires morts ; vivants, ils ont des lois pour les emprisonner, les terrasser. Grâce à Dieu, le régime de Vichy est rayé de l'histoire, mais pas le Consulat. On a vu l'an dernier M. Moch exhumer une loi signée Cambacérès, ou d'un autre consul, pour chasser des vitrines un livre sur Montoire. Voilà de l'esprit d'à-propos. Qu'est-ce, dites un peu, que cette résistance du Maréchal Pétain, à qui M. Lecourt n'a jamais, que je sache, octroyé de certificat ? On trouvera donc toujours des lois pour vous faire taire, dans l'arsenal de quelque quinze régimes éprouvés depuis 1789, et, s'il le faut, la mort dans si l'ordre républicain le demande, nous vous ferons un procès en vertu d'une loi de Vichy. Croyez-nous-en, Monsieur point de pamphlets...* » M. le juge Zousmann n'a pas tellement tort. Car il est vrai que Joinovici nous a tous eus, nous a infligé à tous la République, aux français miliciens, aux résistants nationalistes, mais aussi bien à ceux qui cherchaient, à Alger, une solution pour éviter ou liquider la guerre civile. Prendre conscience de ce sort commun à la génération des vingt ans en 1940 n'est pas œuvre négative. C'est la première condition de toute bonne besogne. Il n'y aura de sursaut nationaliste, en France, que par la fraternité des pessimistes assez fidèles pour se refuser au désespoir. En 1943, à Alger, je croyais comme d'autres en un printemps français où la nation, renaissante et délivrée, châtierait rudement quelques traîtres qui l'avaient déshonorée. Ce devait être une opération brutale et rapide. La trahison n'est pas chose subtile, elle se voit à l'œil nu. Impossible de la confondre avec l'action de nos cadets risque-tout (trop parfois), des aînés réflé-



chis (un peu trop aussi, d'aventure). Mais en 1944 Paris était intact, les Allemands partis ; nous étions épuisés, mais nous avions duré ; il fallait aller vers l'avenir, annexer même à l'héroïsme ceux qui n'avaient été que résistants passifs... Que pouvait-on gagner à prétendre partout qu'il poussait tant de traîtres dans le jardin français ? Il y avait l'affaire du Maréchal Pétain, Voici ce que j'en pense, sans obliger personne à penser comme moi : *le vieux Monsieur avait raison*. En partant pour l'Afrique parce que je trouvais Vichy intenable, et que cette raison ne me chantait pas, n'était pas conforme à ma nature, je pensais pourtant qu'il avait raison. Il fallait essayer de sauver quelque chose, puis, une fois dits les mots de Quarante et ce *je reste parmi vous*, il fallait demeurer. La flotte ne fut pas livrée, si elle fut coulée ; la guerre ne fut pas déclarée à l'Angleterre, l'Empire fut maintenu. Monsieur Farge peut parler il n'empêche que c'est l'armée de Vichy, l'armée de l'Armistice, qui, sous les ordres du général Juin, repoussa les Allemands quand nos alliés voulaient un repli confortable derrière Constantine, et quand Joinovici formait avec Pietinoir et Fournet son réseau d'Honneur et Police. Si l'on veut reconnaître que l'affaire d'Alger marque le tournant de la guerre et la vraie chance de la France poser une reprise du combat, alors il a fallu Vichy pour que M. Dubreuil pût maintenir l'alibi de ses usines africaines, que M. Rigault pût ourdir sa conspiration, et que Henri d'Astier trouvât dans les chantiers de jeunesse des cadets héroïques pour donner l'élan initial de la reprise du combat.

Voilà ce que je pense, qu'on me mette en prison, plus longtemps que Joino, si c'est là trop défendre. Mais quand je dis que *le vieux Monsieur avait raison*, j'ajoute que cette raison était de nature à s'obscurcir d'abord avec le cours des événements, avant de resplendir à nouveau comme elle fait aujourd'hui. C'était une raison contemporaine du malheur et le Maréchal, qui l'incarnait, savait qu'on ne lui en saturait pas gré tout de suite. Mieux : cette raison, ce bon sens héroïque, devait se faire une raison, à l'heure du départ de l'Allemand ; on ne peut demander à un peuple d'habitude démocratique de ne pas oublier le dur chemin d'hier, de ne pas préférer les bruyantes fanfares, le bariolage et l'illusion d'avoir toujours été vainqueur.

Alors, il ne fallait pas juger le vieux Monsieur ; laisser l'histoire le juger, comme il l'avait demandé. D'autant que les Puissants devaient déjà savoir que cette histoire n'allait pas toute seule, qu'elle n'était pas cousue main, spécialement fabriquée pour la satisfaction du Céné — que les hommes de la résistance n'étaient pas un seul homme, pas plus que Vichy, pas plus qu'Alger. Cette Histoire, c'était déjà en 1944 des histoires. Il y avait eu des maquis blancs, des roses et des rouges ; l'esprit de parti n'en était pas absent. Les rassemblements de la résistance, il fallait les faire en 1944, et prouver que cette « mystique n'était capable sans déchoir de devenir une politique qui ne fût pas celte de Joinovici. Il ne fallait pas échouer. Le résistant honnête qui rêverait aujourd'hui de refaire l'unité de la résistance, et de la proclamer sacro-sainte et inviolable, témoignerait, pour le moins, d'enfantillage. Maurice Clavel, qui *résista* tant que les Allemands furent là, l'avait dit : *Auriez-vous atteint l'âge physique ou mental de ces militaires qui repartent en guerre avec leurs soldats de plomb ? Et si vous n'en êtes pas encore là, si vous savez que la résistance est pour vous et vos amis l'instrument d'une imposture qui touche au sacré, oie puisiez-vous l'audace de venir vous plaindre et verts justifier ?*

Où ils puisent l'audace (car cela recommence) ? Dans le mensonge qui roule depuis trois ans, et qui n'est pas comme les pierres, puisque la mousse est amassée, c'est-à-dire les honneurs, places et situations, qu'ils ont tous peur de lâcher si un homme de quatre-vingt-quinze ans ne meurt pas en prison. C'est l'audace du désespoir et c'est un syndicat d'audacieux désespérés. Mais enfin, ils retardent. On voit des messieurs Bourdet ou Kœstler raconter à tout vent que Staline ou Hitler, stalinien ou nazi, c'est tout un. Je l'admets. Hitler pourtant est mort, dit-on !

Reste Staline, Hitler du Danube si l'on veut, et les communistes paysans de ce Danube. Là dessus, voilà Bourdet qui les appelle à rejoindre la résistance. La résistance à quoi, grands dieux ? A Staline ? A l'ombre d'Hitler ? Ou à tous deux ? A moins que l'exemple du saint patron Joïno n'incite à la synthèse, et que l'unité de la résistance retrouvée ne consiste à favoriser une renaissance hitlérienne en Allemagne, et en France une révolution communiste...

Je croyais jusqu'à l'autre hiver que la rancune était du côté des vaincus de la guerre civile. Je goûtais peu une manière de radoter l'histoire chez les « collabos » et parfois de se réjouir, comme si l'on pouvait sans déshonneur prendre une revanche sur son pays. Je n'étais pas toujours d'accord avec Guernec, qui est pourtant le contraire d'un homme de rancune et de ressentiment. J'ajoute qu'il ne faut pas sans cesse faire le bilan de la résistance à l'ennemi *qui était là*, et de prouver avec des raisons et des chiffres qu'elle n'a servi à rien. *Car il ne s'agit pas toujours de servir à quelque chose.* Il ne pouvait pas ne pas y avoir de résistance, parce que les Français ont le sang chaud, et que ce sang ne fait qu'un tour quand on voit l'ennemi dans nos villes, et qu'il fouille nos anciennes commodités. Si donc je n'étais parti en octobre 1941, je crois plutôt, tout de même, que j'aurais été du côté de Guillaïn de Benouville, d'une certaine chouannerie, que du côté où la République et la Gauche française ont poussé d'autres jeunes Français. *Mais on les a poussés !* On a cessé de leur dire : « *Baliverne que la nation !... Faisons l'Europe.* Or ils avaient la nostalgie d'une patrie, et une sorte de dépit amoureux. Surtout, il y avait l'immense phénomène communiste, la grande gueulerie (même clandestine) du néo-patriotisme communiste, à faire hurler de rage et à dégoûter de la patrie. Je vous assure, avec les Kriegel et les Cassou, il fallait avoir un nationalisme rudement scientifique et bien accroché pour sérier les questions et dire : mettons d'abord les Allemands dehors. Puis, nous ferons un Etat et réglerons le compte des Kriegel et des Cassou...

Ainsi, je croyais à la rancune et à l'amertume nostalgique des « collabos », mais, en moins d'un an, je viens de voir. Il y a une certaine résistance, fille joinovicieuse, qui hurle à la mort, qui ne veut pas de la paix, qui interdit qu'on reparte du bon pied vers autre chose. Elle refuse, par un trait de mœurs généralement inconnu, même chez les cannibales, de laisser mourir en liberté le Maréchal Pétain à quatre-vingt-quinze ans. En vain dit-on aux frénétiques : *Il faudrait libérer ce vieil homme, non seulement parce qu'il avait raison, parce que personne de désintéressé en France, ni dans le monde, n'est aujourd'hui certain qu'il ait eu tort ; c'est vous qui faites tort au renom de civilisation de la fée aînée de l'Eglise. Pire, en le maintenant en prison, vous bloquez les Français avec entêtement dans leur parti pris que vos innombrables échecs nourrissent. Libérez-le et travaillons.*

Plutôt mourir ! Répondent Cochet, Bruhler Vercors, Bloch, Blum et les Teitgen. Ils ne risquent rien cependant. *Monsieur Rancune* est immortel.

Monsieur Rancune n'y pourra rien. La résistance n'est pas un bloc. Et s'il fallait porter la pioche dans le bloc illusoire, deux exemples contradictoires concernant la résistance y feraient merveille. Ils imposeraient de choisir et de savoir avec quelle résistance et quelle milice on peut essayer de faire la réconciliation et l'unité française.

Premier exemple : un nationaliste français décide dès 1940 de travailler à chasser l'ennemi. Il s'est battu, il en porte les margues. Ceci dit, il n'était pas républicain et la république de Joïno ne l'a pas converti. Antisémitisme par surcroît, comme des dizaines de milliers, issus de familles antidreyfusardes, qui furent tués entre 1914 et 1918. On leur demanda d'aimer leur patrie, et point spécialement d'aimer les juifs, en qui ils voyaient, à tort ou à raison, une cause de l'affaiblissement de cette patrie. Je reviens à mon résistant selon le réel et non selon M. Rémy Roure. Il portait toujours sur lui l'image reproduisant le moulage de Charette fusillé par les Bleus :

étonnant visage de la fidélité et de l'amour, avec ses grands plants et la simplicité paysanne et militaire devant la mort... Comme c'est évident ! Me voici, semble-t-il dire, devant vous, mon Dieu, ayant à faire ce que j'avais à faire, ayant parcouru, sans plus questionner, mon chemin de fidélité.

*Nous n'avons qu'un Honneur au monde...*

un honneur, pas un Honneur et Police...

Impossible d'oublier dès lors, quand on parle de la Résistance, le rôle de cette famille spirituelle qui exprima la constance de la race. De cette race, les uns avaient écouté la voix du Maréchal qui conseillait d'attendre. Mais le Maréchal, après tout, c'était très grand, très important, ce n'était pas le roi de France. A l'origine, dans la nébuleuse de juin 1940, il était possible de choisir : *on pouvait lui désobéir* (comme lui obéir) *sans se déshonorer*. Aussi, ceux de la famille de Charette, quand ils se sont battus et qu'ils ne sont pas morts, n'ont pas songé au retour de leur guerre à mettre les autres en prison. Ils y auraient souvent, en ce cas, jeté leurs pères ou leurs frères...

Mais voici le second exemple. Exemple Joinovicieux entre tous, conforme à la leçon des camions envoyés aux tueurs, et de l'envoyeur blanchi à Londres dans une ville du Sud-Ouest, après la Libération, un brave homme, ancien légionnaire, comme tout le monde, et qui n'aimait pas les communistes, provoquait l'émotion légitime de quelques Espagnols rouges, Francs-Tueurs et Partisans. On ne pouvait le mettre en prison il n'y avait rien à lui reprocher et surtout il risquait d'en réchapper. On trouva mieux. L'imagination sadique, la folle du logis ne connaît aucune mesure chez les émigrés et les apatrides. La résistance locale l'invite à un vrai banquet, et le pauvre homme, croyant l'heure de la réconciliation venue, commence de penser que la réaction exagère, avec Bela Kun, et que les communistes, même espagnols, ne sont point si méchants.

Il mange, il boit. Il boit beaucoup, et il s'émeut : c'est qu'il ne connaît pas la fin et le dernier acte de la comédie ; les autres savent, et se poussent du coude en le regardant. Lui, pour un peu, il porterait des toasts. Après l'armagnac sur lequel on termine, on l'empoigne, et l'on s'en va, chantant la Carmagnole et ce Chant des Partisans que la France doit au génie poétique et sanglant de Joseph Kessel et de Maurice Druon, le jeter au canal comme on ferait d'un chat. Quelques-uns, parmi les « noyeurs », ont, dit-on, accompli ce soir-là leur seul acte de *résistance*. L'histoire mérite de rester dans la mémoire des hommes. On la connaîtra sous te joli nom, bien conforme à l'esthétique de la république de Joinovici, de Banquet-Assassinat.

Il y eut des centaines d'actes semblables, et, comme l'a dit le général de Larminat, en train de crocheter, malgré ses étoiles, des souvenirs dans les poubelles de la mémoire, *nous avons fait bien pire*. La résistance, là-dessus, n'a rien à envier à une certaine Milice, et le futur gouvernement communiste donnerait comme programme directeur pour la constitution de sa Sûreté le mot d'ordre : *Tortionnaires de tous les partis, unissez-vous*.

Ne parlons donc plus d'un bloc de la résistance, sous peine de nous faire répondre par la résistance des Blochs, et cherchons, pour faire l'union, du côté des héros, non du côté des assassins.

Cette nécessité supérieure est encore mal comprise. Après cinq ans, la machine à décerveler de l'Épuration est époussetée et graissée chaque matin par les ouvriers en justice de la démocratie chrétienne. On menace de tuer plus fort, ou d'embastiller mieux, dès qu'une famille spirituelle de la France essaie de prouver ses bonnes intentions, et qu'elle n'a pas songé un ins-

tant à trahir. Quand M. Girard voulut prouver que Montoire fut un Verdun diplomatique, la République de Joinovici fulmina et tonna. C'était pour des raisons joinovicieuses que la raison ne connaît pas : on peut n'être pas persuadé par M. Girard et penser qu'il veut trop prouver, au moins dans son titre. Mais il n'y a rien là qui ait *abaissé* la France. Songe-t-on, en Russie, à châtier Ilya Ehrenbourg quand il « démontre » que les accords Molotov-Ribbentrop de 1939 furent un Stalingrad diplomatique ? Si M. Moch voulait se fâcher à toute force sans se déshonorer, il avait au même moment, dans un article des *Lettres Françaises*, une belle matière ce journal disait la même chose que Dominique Girard, à ceci près que c'était le contraire : pour Wurmser et les *Lettres*, le Maréchal Pétain avait trahi dès 1914, et Verdun c'est pour eux un Montoire militaire, une victoire honteuse... Aux yeux du monde, *Verdun-Montoire militaire* ravale la France, tandis que *Montoire-Verdun diplomatique* ne pouvait que la relever.

J'ai dit que l'on a menacé de tuer plus encore lorsque des Français de naissance, électeurs et éligibles, prétendaient user de la liberté de presse, d'opinion ou de réunion. Mais *qui* menaçait ainsi, se livrait au chantage, et *tuerait* si l'on ne se taisait pas ? Quelque Klu-Klux-Klan, quelque cagoule ? Point, selon une dépêche de l'AFP, c'est l'Etat lui-même, exactement la haute commission des grâces et le Président de la République : « *Selon des renseignements recueillis de bonne source*, annonçait ce texte qui fera déplorer au philologue la parfaite insuffisance, en français, du mot *crapule*, on considérerait que l'agitation créée depuis quelques mois, à propos des faits de collaboration, soit par des publications, soit par des ligues récemment formées, ne contribue pas à la poursuite de l'effort d'apaisement que le Conseil de la Magistrature et le Président de la République avaient entrepris par de très nombreuses réductions de peines. »

Vous avez bien lu. Cela n'est point signé Cartouche, ni Mandrill. Ne bougez pas, ou l'on tire... et l'on a tiré, qui plus est ; on a tué Bassompierre. Ce n'était qu'un soldat, et qui s'était trompé. Il n'avait jamais dénoncé personne, il était pauvre, hors d'état d'entretenir à la fois Bony et la presse clandestine de M. Lecourt. Son frère, au reste, fut tué devant Strasbourg, pour la cause de la France, ou du Droit, si l'on veut. Mais vous avez *parlé*, et M. Madelin, avec quelques académiciens, a fait un comité. Alors on vous l'abat. Fini l'apaisement, et qu'*Il* s'en prenne à vous, qu'il rejoigne Scaffa dont la tête ne revenait pas à *\_foin°* qui fit partager ses soupçons à M. Lecourt — soupçons qui se révélèrent mortels. C'est vous qui l'avez tué, proclame le beau texte, avec vos revisions de procès. Si vous aviez *un peu* dit qu'il était un traître, et que Pétain aussi... on vous le conservait...

— Oui, mais, Messieurs, Dreyfus, le parti de la Révision...

— Taisez-vous, ou l'on tire. On commande le feu...

— Dreyfus pourtant...

— Il était juif comme M. Kriegel, comme M. Gintzburg dit Villon. Il avait donc des droits. Ce sont des militaires, têtus et rétrogrades, qui l'avaient condamné.

— Mais enfin, dans ce cas, la passion, le moment, tant de grands intérêts... personne a-t-il pu dire qu'un Bassompierre ait eu l'*intention* de trahir. Or vous êtes des humanistes, hommes d'*intention*, et notre droit ne connaît pas de fautes sans conscience ni volonté...

Etes-vous sourds, enfin ? Ce n'est point tant Bassompierre qui nous gênait. C'est Pétain. C'est surtout ce diable de Maurras entêté à prouver que nous fîmes procès, sous son nom, à un mannequin fabriqué exprès par un faussaire. Il faut que celui-là au moins soit *coupable*, ou nous ne sommes plus innocents.

Il faudrait donc se taire. Par respect pour le Président de la République, qui n'a pas démenti, dans l'affaire Bassompierre, que la création d'un comité maréchaliste ait pu incliner sa volonté,



agir sur son pouvoir de grâce. Et aussi parce qu'il existe des lois, des lois de majesté, dans un pays où l'Etat joinovicien a mis le feu partout, et tué tout respect.

Pourtant... ce grand Conseil, avec ses magistrats, et ce suprême magistrat, ils ne sont pas aveugles ni sourds aux tumultes du dehors. Ils ne faisaient pas *grâce* ; ils faisaient de l'apaisement, donnant donnant, une tête pour un silence, ou dix ans de prison de moins pour un anneau brisé dans une chaîne de raisonnements hostiles à la Résistance. On les prenait pour une assemblée de la Miséricorde nationale, ils étaient des marchands de grâce.

Aujourd'hui, 24 juillet 1949, il ne semble pas que l'Assemblée du peuple ressente le scandale de partir en vacances sans avoir liquidé la honte de l'Épuration ni l'immense saloperie de l'*indignité nationale*. Mais la honte ne suffisait pas, il fallait être sûr de déshonorer les indigènes, et je ne doute pas que le garde des Sceaux — qui discernait à Joinovici des certificats de résistance, et qui n'a pas eu le courage élémentaire de venir témoigner pour lui dans un Prétoire — où il n'eût pas été obligé de jurer sur le Christ, mais sur la République fille de *Spaatz*, le *sauveur* Joïno — ne tire à l'occasion argument du jugement du Président Béteille pour refuser tous droits civiques aux *indignes nationaux*. Songez, dira-t-il, que vous réhabilitez ainsi des individus de l'espèce de Joinovici.,

## IV

### DE ZAKSAS A SENPHOS

C'est devenu une vérité commune que la République est en France le règne de l'Etranger. Mais c'était, jusqu'à la quatrième, vérité *de conséquence*. On se mettait en République par des mouvements, des humeurs qui variaient de la provocation à la soumission, en passant par l'ennui. Tous ces mouvements avaient l'Etranger pour cause ou pour objet. La première République ne prit tout son sens, et n'exista, que par le geste « de jeter à l'Europe une tête de roi ». Cette exécution d'otage devait être donnée en exemple pendant cent cinquante ans aux enfants de nos écoles. C'est que le dernier mot de la Révolution française était la mort du roi. Ce creux, cette absence, n'ont pas cessé d'être notre constitution véritable.

A partir de ce jour, la France se trouvait divisée, sans appel, entre bourreaux et victimes, oppresseurs et opprimés, le meurtre et la guerre entraient solennellement dans la réalité nationale et civile. Au pacte religieux et à l'onction royale était substitué un sanglant sacrifice. Nul n'ignora que Louis XVI était un juste, nul ne peut ignorer aujourd'hui que ce juste s'était trompé aux fatales journées d'octobre, et que, partageant les erreurs de tout un peuple, de tout un monde, il devint innocent et racheta la terrible faiblesse, que l'extrême respect et l'extrême pitié distinguent seuls du crime, par sa mort exemplaire ; l'enseignement républicain ne parvient pas à en masquer la grandeur.

Mais sommes-nous encore à l'heure d'un débat sur la personne du roi et la fatalité de la révolution ? Ce qui apparaît, dans l'extraordinaire pureté de la situation présente, c'est l'acte lui-même, et le jour, aussi proche de nous que chacun des jours que nous vivons ; jour sans lequel tous ceux de notre vie seraient inexplicables, jour exactement contemporain puisque la loi non écrite de la France, sa véritable *constitution*, est le meurtre du roi. Cette essentielle et criminelle absence devient si immédiatement saisissable, à mesure que la France se défait, que le visage même des meurtriers et de la victime s'atténue. Nous sommes seuls devant cette tragédie où toute notre vocation terrestre est mise en question. La mort du roi, c'est notre situation même, et dans cette évidence de la raison et du sentiment sont comprises toutes nos chances de relèvement. Car la répétition, dans tous les ordres, de l'acte des Jacobins est le contenu même de la République en France. Il convient de le lui faire avouer comme l'analyste fait avouer au malade, peu à peu, le contenu réel de son cauchemar. L'aveu libère et découvre le sens qui ruinait l'âme en se dissimulant.

On cite le mot de Poincaré au terme de sa vie : « Maintenant que j'ai, hélas ! le temps de méditer, je me demande si l'erreur initiale de la France ne remonte pas à l'exécution de Louis XVI. » Ce n'est pas la substance de cet aveu qui m'étonne, Renan savait déjà cela, qui parlait du suicide de la France dans la mort de son roi. Et nul homme de sens, si peu qu'il soit passé par

les affaires de l'Etat, ne se peut aujourd'hui retenir du regret devant la folle rupture, le divorce imbécile de la France et des Bourbons. Ce qui est intéressant dans la question de Poincaré, c'est le hélas ! Qui vint éclairer l'analyste. Prenons-le à la lettre. Poincaré regrette d'avoir eu le temps de méditer, car le Jacobin solidaire de l'exécution est en lui bien vivant. Le goût des affaires, l'activité, la haute administration dans la tradition de Carnot et des grands hommes du Comité de Salut public, c'est une espèce de diversion passionnée hors de cette méditation toujours au bord de la conscience. Combien de Français, comme lui, haussent les épaules quand on leur indique l'origine de nos malheurs dans la folle et criminelle journée... Ils veulent l'oublier, et toute leur vie politique est un mécanisme d'oubli de cette rupture. C'est à travers leurs lapsus, leurs déchainements de cauchemar, que nous devons patiemment, raisonnablement, doucement aussi, leur dévoiler le sens du mal qui est en eux ; voilà cette faute immense que la France a faite, tout entière — qu'elle a faite ou laissé faire. — Il s'agit de ne la point recommencer, de n'en pas consacrer indéfiniment les effets. Voyez comme, depuis ce jour, la France n'est plus que rarement la France, mais dans ses horribles rêves, une grande Ménade décapitée et jetée follement sur les chemins sauvages de l'histoire.

Que signifie ce crime, dont l'effet contemporain est la République, qui donne à la République la seule légitimité dont elle soit capable, puisque Robespierre avait raison et que, sans la condamnation de Louis XVI en dépit de toutes les lois divines et humaines, la République n'est point fondée ?

Pourquoi me tuez-vous ? *Parce que vous habitez de l'autre côté de l'eau*, dit Pascal, méditant sur la guerre. Mais le dialogue de Louis et des Jacobins est plus déraisonnable et plus poignant encore, en ce qu'il fonde à jamais la guerre civile. Pourquoi me tuez-vous ? Dit le roi. Bien des réponses historiques sont possibles le défi à l'Europe, l'impossibilité de faire la guerre à l'Autriche sans tuer le roi qui a merveilleusement compris que la Prusse est devenue l'ennemi véritable de la patrie. Mais toutes ces réponses se réunissent en celle du jacobinisme essentiel et de l'esprit de la Révolution : nous Te tuons parce que tu es du sang auquel tient l'être historique de la France, parce que tu es l'Autorité légitime, la vivante affirmation qu'il est une autre origine que notre volonté propre, et notre décision de libérer l'homme de tout le fardeau de son être passé. Nous Te tuons parce que tu es l'Ordre, le garant et le Père, et c'est au meurtre du père que commence notre fraternité.

Ce qu'il faut bien voir, pour ressaisir la contemporanéité terrible de cet acte sur lequel s'acharnent toutes les puissances de l'oubli, c'est que, par le meurtre du père, la destruction de l'autorité légitime, les forces primitives se libèrent et le vieux rêve barbare trouve son expression à peine dissimulée la condition humaine, c'est-à-dire sociale, le rapport de l'homme à l'homme suivant la loi de l'ordre, et le langage transmis par l'autorité du père, sont abolis. L'homme ne naît plus *ici et maintenant*. Il naît libre, non pas divin, mais Dieu. Cette naissance exige qu'il tue le père, en image certes, mais en fait aussi, quand un père commun existe en la personne du roi. C'est *le fini*, la réalité seulement humaine que le barbare frénétique, sous la forme du Jacobin, anéantit. S'il avait le pape sous la main, il compléterait par le meurtre du pape son refus de la grâce, de l'Ordre et de Rome.

Aussi bien le Kalmouk dont parle Maurras, le terrible Clemenceau déclare-t-il avec franchise au Parlement : *Depuis la Révolution, nous sommes en révolte contre l'autorité divine et humaine, avec qui nous avons, d'un seul coup, réglé un terrible compte le 21 janvier 1793.*

Nous sommes en révolte. Ce présent nous éclaire. La France est jetée depuis lors dans une guerre sur son être même, sur l'essence de l'autorité et sur la légitimité. Il n'est pas d'effort tech-

nique, de réalisation administrative qui ne se trouve compromise et bientôt anéantie par cette guerre. En vain, les malins prétendent-ils masquer le problème ; en vain, les républicains eux-mêmes sentent-ils que le parfait oubli vaut mieux que la lutte constante contre l'image toujours contemporaine du jour maudit et se prétendent-ils modérés...

Il n'y a pas de République modérée, il y a l'histoire d'un crime, d'un crime qui prétendait fonder le bonheur des Français et des hommes. Cette histoire est sur le point de finir, parce que la recherche du « bonheur » établi sur le meurtre des pères de la patrie, cette idée neuve en Europe en 1793, s'est révélée en cent cinquante ans comme une mystification atroce, bien digne de Saint-Just, le galopin sanglant.

Car les meurtriers ont atrocement, indéfiniment, raté leur coup. Leur premier échec, le plus dérisoire, et qui donnait aux vues de Joseph de Maistre une valeur objective, ce fut la chute de la France révolutionnaire dans la monarchie d'une sorte d'étranger impitoyable qui introduisit le cauchemar dans les mœurs quotidiennes de l'Europe. Ce cauchemar pourtant était une espèce de diversion et d'oubli ; la manière dont la France libérale rendit dérisoires les tentatives de restauration durable, se précipita vers les enseignements du Mémorial, réinventa un second Bonaparte, prouve bien quelle démesure hantait son cœur de furieuse Ménade. Et quand, après Sedan, la France épuisée tente de renouer son pacte sacré avec la monarchie légitime, il semble que le souvenir du meurtre soit trop proche, les conséquences de sa répétition inconsciente encore insuffisamment catastrophiques, pour que le mauvais sortilège puisse être brisé par des volontés fermes et pour que la Restauration assure le salut public.

Ce que nous prouvons là n'a rien de commun avec l'idée d'une culpabilité de la France et d'une expiation nécessaire. C'est au contraire le sentiment diffus d'une telle culpabilité, son transfert dans la nuit et le louche silence qui expliquent la perpétuation de la République. Le jour où les Français vont clairement apercevoir quel fut le sens de l'acte et du crime, où ils comprendront la Révolution telle qu'elle fut, meurtre du père et sécession originelle, ce jour-là, ils seront guéris.

Mais tant que l'optimisme progressif n'avait pas démontré qu'il fait le malheur des pauvres hommes, tant que la diversion d'une démocratie technique, organisatrice et pacifique, n'était pas exclue de leurs rêves, ils pouvaient nier que l'exécution de Louis XVI fût un acte contemporain.

Aujourd'hui, nous sommes au terme. A la vieille fraternité progressiste s'est substituée, chez de bons esprits, l'idée d'une « fraternité des pessimistes ». La démocratie universelle reconnaît publiquement ses contradictions, que la dernière des guerres ne résoudra pas. Les Français, ruinés et dépouillés, ne possédant plus que la part universelle d'eux-mêmes, leur existence comme pères de famille, et menacés dans cette existence, ne peuvent plus éluder la question tragique du pacte social et de son renouvellement.

A l'interrogation : si c'était à refaire, recommenceriez-vous ? Bien peu répondent comme les Jacobins régicides. Demain, ils verront que le seul moyen de reprendre la route du progrès réel, c'est de renouer avec l'autorité paternelle de nos princes. Il faut enfin cesser de radoter ce vieux crime avec la République, et l'effacer par une fidélité nouvelle. La France, au fond d'elle-même, n'a jamais oublié le chemin de Reims.

Pour chacune des Républiques — images de la mort du roi — le problème fut de remplir le grand vide laissé par l'histoire. La première fois ce fut un étranger, ou Français depuis peu, un Bonaparte, qui s'en chargea. Pour la seconde, un autre Bonaparte, conscient de l'impuissance

où il allait se trouver de donner comme son oncle aux Français épris de gloire l'alibi de l'épopée, assumait l'absence royale. Mais comme à chaque nouvelle République un avilissement, une raréfaction de la substance, se produit, c'est Gambetta, juif génois, qui dut donner aux Français l'illusion qu'ils pouvaient encore constituer un Etat. Ce que fut dans l'avilissement la troisième République, on le mesure à la violence vengeresse des pamphlets de Léon Bloy. Sous le titre « *La République des Vaincus* », il osait écrire en mars 1885, dans son pamphlet hebdomadaire *Le Pal* : *Elle a quinze ans aujourd'hui, notre République, et elle a l'air d'avoir quinze siècles. Elle paraît plus vieille que les pyramides, cette pubère sans virginité, tombée du vagin sanglant de la trahison. La décrépitude originelle de cette bâtarde de tous les lâches est à faire vomir l'univers. Jézabel de lupanar, fardée d'immondices, monstrueusement engraisée de fornications, toute bestialité de goujat s'est assouvie dans ses bras et elle ressemble à quelque très antique Luxure qu'on aurait peinte sur la muraille d'une hypogée.*

Ces violences de Bloy sembleront excessives, et même un peu ridicules aux contemporains de Joinovici. L'apparence de stabilisation dans le malheur et le déshonneur n'est concevable que si l'on s'imagine que le général de Gaulle fut chargé à son tour, après deux Bonaparte et un Gambetta, de remplir le vide de l'Etat. La différence est grande, je l'ai déjà montré aux précédents chapitres. Ceux qui ont comparé le général de Gaulle au grand ou au petit Bonaparte (comme ceux qui l'ont comparé à Boulanger) oublient que les constitutions impériales furent toutes à l'origine *républicaines* ; c'est à l'intérieur de constitutions républicaines, en s'en faisant reconnaître comme les garants, que les Bonaparte se mirent en état de les violer. Quant au général Boulanger, c'est par l'élection, l'élection sur son nom qu'il lançait sa campagne pour la révision de la constitution républicaine. Est-ce parce que le général de Gaulle considérait qu'il avait sa légitimité derrière lui, dans le 18 juin 1940, alors que le général Boulanger ne l'avait que devant lui, dans la Revanche, que de Gaulle put accepter les risques d'une rupture plus totale avec la République que le général Boulanger ? En abandonnant le pouvoir dès janvier 1946, avec un accompagnement de paroles qui apparaîtront aux historiens de l'avenir comme bien ridicules ou chargées d'un cruel humour (le train remis sur les rails...), le général reconnaissait, selon nous, que la réelle substance du régime, même provisoire, avait été Joinovici, et non sa propre personne. Il montrait que le coup d'Etat de l'intérieur, en jouant le jeu, n'était plus possible parce que, à l'intérieur, il y avait quelque chose d'autre que lui, de plus fort que ses serviteurs et que sa faction.

Le caractère constitutionnellement étranger de toute République en France allait donc se manifester dans l'histoire de la *forme* républicaine entre 1946 et 1947. Cette histoire est tragique ; nous y avons joué et risqué l'existence même de la nation, et nous n'avons pu échapper à l'atroce que par une chute dans le déshonorant. Ce qu'il y a de constant dans les deux grandes phases de cette histoire, c'est le mouvement d'*aliénation* progressive, comme disent les marxistes à propos du travail ouvrier, de la réalité et de la nationalité françaises. La constitution refusée par le peuple le 5 mai 1946 eut pour rapporteur un Juif letton, Zaksas. La constitution acceptée en novembre 1947 fut rédigée par un nègre, Léopold Senghor. Ce sont là deux faits auxquels nous ne pouvons rien, deux faits que nous n'avons aucun plaisir à rappeler, car nos arrière-neveux penseront que nous étions bien faibles ou bien lâches pour les avoir tolérés. Mais, ce qui établissait la continuité entre la fondation de la République et son pouvoir constituant, ce qu'il y avait de commun entre Joinovici et Zaksas, c'était d'être *venus d'ailleurs*, et d'appartenir à une nation pour qui la continuité des mœurs, les traditions des autres et le souvenir n'ont pas de sens — une nation orpheline, à la fois optimiste et désespérée, dont Freud a montré, dans un de ses essais posthumes, que le meurtre du père, en la personne de Moïse, en explique la terrible



vocation — nation que le meurtre du Christ n'a pas cessé de poursuivre depuis bientôt vingt siècles ; tout intéressée à l'oubli, au déracinement des autres, et qui, par l'unité de son plan, à travers des formes toujours diverses, a gardé la marque de sa prédestination divine... Lorsque en 1939 fut prise une loi, connue sous le nom de Marchandeaup (ce parlementaire fut ensuite déclaré inéligible pour avoir donné sa confiance au Maréchal Pétain), pour accorder une protection particulière aux individus de la nation de Joinovici et Zaksas, ses rédacteurs ne prirent pas garde au sens supérieur, et quasi mystique, que l'on en pouvait dégager : pour la première fois, l'idée d'un *groupe d'habitants* était prise pour objet de la loi. Le seul *groupe* pour lequel cette loi avait été faite, et en faveur de qui elle devait être appliquée, était un groupe *naturel*, et pourtant *étranger*, dans l'immense majorité de ses membres. Les prêtres avaient pu être injuriés globalement par une France qui faisait sienne la rengaine de Voltaire « écrasons l'infâme »... On avait pu, dans d'ignobles publications pornographiques, s'attaquer à l'honneur des filles de Saint-Vincent-de-Paul. Dans un ordre simplement terrestre, « capitaliste » ou « propriétaire » avaient pu devenir synonymes de tous les crimes ; des partis avaient pu se donner explicitement pour fin leur extermination. Les bourgeois héritiers de siècles de luttes et d'histoire avaient été définis comme une classe *d'habitants* à détruire, ou à réduire à la soumission, par la dictature du prolétariat. La paix, que tout Etat véritable a pour mission de faire régner entre les habitants d'un même sol, par des lois qui expriment et équilibrent leurs différences, n'avait pas été jusque-là invoquée. Par un dérision transcendante, le seul groupe protégé comme *habitant* du sol était celui que les antisémites français — je ne parle pas des désaxés ou des canailles qui avaient eu la tête tournée par les doctrines hitlériennes — accusaient de troubler la paix et l'équilibre de notre vieux pays. L'école d'*Action Française* a dû, en particulier, supporter les calomnies d'imbéciles et de coquins qui, au pays de Drumont et de Léon Bloy, feignaient de croire qu'on ne pouvait être sensible à la spécificité juive, à moins de l'avoir appris chez Goebbels ou chez Hitler. Pourtant, l'enseignement tout entier de Charles Maurras aurait dû suffire à prouver l'antériorité et la signification de l'antisémitisme d'Etat, de l'antisémitisme mesuré sur la folie trop allemande du racisme. Il faut citer ici le fameux article de Maurras dans l'*Action Française*, le 25 octobre 1920 : *Dominateur financier ou perturbateur révolutionnaire, ou bien l'un et l'autre, tel est l'empire juif. Mais il y a les juifs, et de ce côté-là intervient un élément de fraternité nationale et de camaraderie militaire que la France, décidée à vivre, mais toujours loyale, ne peut pas méconnaître... C'est pourquoi nous entrevoyons des solutions de la question juive ; nous ne les déposons pas toutes faites sur le papier. De telles solutions dépendent en partie de la personne même de nos juifs de France. Avec qui sont-ils ? Pour qui et pour quoi marcheront-ils ? Hordes sur hordes arrivent de l'Europe centrale et orientale. Les accueilleront-ils comme frères et sœurs ? Les installeront-ils à nos dépens, à notre place, sur les cendres de nos foyers ? Ou nous aideront-ils à repousser cette dangereuse pénétration politique ?* A cette question, à la fois humaine et prophétique, les juifs français ont, en général, mal répondu. Les hordes ont déferlé. Joinovici a été rendu possible comme fondateur d'une République nouvelle, mais, avant Joinovici, la protection singulière accordée aux groupes d'habitants juifs l'a isolé dans la nation. J'ai connu des juifs que l'idée de cette protection, de ce privilège indignaient. Ils refusaient la logique grossière, le sophisme unitaire, qui fait de l'acte *d'habiter*, tel que le définissent les statistiques, le contenu même de la vie. Ils n'acceptaient pas la possibilité d'un dialogue, pourtant inhérente au décret Marchandeaup tel que celui-ci :

« D'où venez-vous ?... »

« Taisez-vous ! je suis là et c'est ce qui importe... » « Depuis quand êtes-vous là ?... »



« Molière l'a dit : le temps ne fait rien à l'affaire. J'y suis ; cela me tient lieu de tout ; on me doit même, s'il faut tout avouer, une protection d'autant plus *particulière* qu'il y a moins longtemps que j'y suis, et que peu d'hommes de mon nom reposent dans vos cimetières. »

Telle est la logique profonde du décret sur les habitants, à l'aide duquel un Jules Moch essaie encore aujourd'hui de limiter la liberté de la presse. Mais les Limousins ont-ils jamais songé à s'insurger contre la présentation à la Comédie-Française de *Monsieur de Pourceaugnac* ? Si donc la République fait pour les juifs ce qu'elle ne fait pour les Limousins, ce doit être que les juifs ont, en République, une importance incommensurable à celle des Limousins.

On ne manquera pas de dire que les horreurs dont les juifs ont été victimes depuis quinze ans justifient les garanties particulières qu'un régime civilisé doit à leur groupe humain. Pourtant les millions de morts bourgeois, les suppliciés de Bela Kun, les victimes d'une révolution soviétique, dont les auteurs responsables étaient neuf fois sur dix des juifs, ont-ils jamais conduit à proposer des lois protégeant les *bourgeois* en tant que tels ? Les persécutions auxquelles la Hongrie et la Tchécoslovaquie sont aujourd'hui exposées ont-elles poussé nos démocrates chrétiens à proposer une législation protégeant les prêtres français et les catholiques français contre les crachats de *Franc-Tireur* ?

En vérité, cette prédilection de la République sanctionne simplement un rôle constitutionnel d'une « nation » particulière, que la vie et l'œuvre de Gambetta ne suffisaient pas à démontrer. Zaksas, en 1946, allait en apporter le complément de preuve indispensable...



Je me souviens des mois qui précédèrent le rejet de la constitution Zaksas. La droite française était complètement paralysée. On était arrivé à lui faire honte. Il était convenu qu'elle avait, en général, trahi, et que la définition de la résistance appartenait à Kriegel-Valrimont et à Joinovici. Kriegel était juge de la Haute épuration, Joinovici était encore en liberté. Est-il inconcevable qu'il continuât, en 1946, de se montrer libéral à l'égard de la presse issue de la résistance autant qu'il l'avait été pour les journaux clandestins de M. Lecourt ? *L'Epoque*, seule parmi les quotidiens parisiens, réagissait, sous la direction de Jean-Louis Vigier. Encore le pouvait-elle seulement parce que son directeur portait les marques d'un combat que les St-Thomas épurauteurs n'osaient interroger de trop près.

*A Paroles Françaises*, une jeune équipe, avec Ariès, Blondin, Guernec, prenait conscience de l'enjeu. On nous a dit ensuite que nos thèmes de combat contre la constitution furent repris jusque dans la presse de province, moins paralysée que celle de Paris. *Paroles Françaises* a été un arsenal, dans une bataille qui ne fut gagnée que de justesse, et qui fut gagnée sans appui, car le général de Gaulle se taisait, et c'est à la dernière heure seulement que le MRP décida de faire voter contre la folle constitution.

De Mars à Mai, le combat fut pour nous solitaire et impitoyable. Il y a des moments de l'histoire où un peuple ne prend conscience de son abaissement qu'à travers des élites violentes, et minoritaires. Placés devant le mur de la honte, comme à l'heure de la présence allemande, nous n'allions pas nous coucher à son pied, et nous y lamentions sur le malheureux destin de la patrie... Nous savions que c'était un mur, et qu'il ne fallait ni pleurer, ni gémir, mais le faire sauter.

Or nous étions devant lui, et nous ne pouvions même pas prétendre pour notre nation à l'existence historique avant qu'il fût abattu. Certes, les blindés russes étaient en marche à travers

l'Iran, mais, depuis dix ans, il était du destin des Français d'entendre ainsi rouler les blindés de par le monde, sans rien pouvoir faire pour les arrêter. Tant que nous n'aurions pas retrouvé l'honneur, il n'était pas question de retrouver la force. La honte était là, elle s'étalait dans les débats publics ; elle stagnait dans les lettres où Francisque Gay, « pour sauver les résistants », avait fait état de sa constante et sincère germanophilie ; et toute l'assemblée s'était trouvée debout pour acclamer le vieux coquin... Elle était dans l'existence à Paris d'une feuille traduite de la *Pravda*, *L'Humanité*, et dans les dialogues bienveillants entre François Mauriac et Pierre Hervé, le bachelier de la Vodka. Mais elle menaçait jusqu'au trésor spirituel de la France et l'universalité de la langue française plus tard, quand nous serons sortis du cauchemar, nous ferons lire à nos enfants le *Journal officiel* de la République Française du 8 mars 1946. Ils mesureront la profondeur d'abîme à laquelle nous Les aurons arrachés. Le 7 mars, en effet, les Constituants joinovicieux avaient tenu des assises solennelles pour donner au monde l'exemple d'une déclaration des Droits. Je suis dépourvu d'illusions sur le respect que les tyrannies modernes réservent aux lois non écrites ; le Créon immortel y jette Antigone en prison — peu avant le 7 mars la Vierge du Grand Retour avait été traînée au poste de police. On fait des politesses à l'éternité du Droit, mais on s'installe dans le mensonge et les tactiques temporelles. *Sommes-nous tous des coquins ?* Avait demandé le cynique Pierre Hervé.

Les Constituants n'étaient pas en mesure de prétendre que non. Du moins, pouvions-nous nous attendre, dans cette déclaration abstraite des Droits, à un exposé d'autant plus noble de rhétorique, et d'autant plus clair qu'il était d'avance libéré du souci du réel... Le rapporteur serait un homme de chez nous, universitaire idéaliste ou juriste rigoureux ; peut-être un typographe de la lignée de Proudhon, mais en tout cas un homme d'esprit clair, pénétré d'humanisme occidental.

Eh bien ! Non. Le rapporteur fut M. Gilbert Zaksas.

Je n'ai pas de grief spécial contre la Lettonie, maintenant soviétisée, quand elle ne vient pas chez nous rédiger ou rapporter nos Constitutions. Les services rendus par M. Zaksas, naturalisé depuis la Libération, justifiaient peut-être sa présence à l'Assemblée, comme était justifiée la présence de Joinovici et d'Yves Bayet à la Préfecture de Police. Mais nous nous souvenons d'un temps où c'était la France qui donnait l'exemple à l'univers, et les petits pays comme la Lettonie, les grands aussi parfois, venaient prendre chez nous des leçons de clarté et de précision avant de rédiger leurs chartres constitutionnelles... Nous mesurons alors notre abaissement devant les terribles petits mots de l'*Officiel* du 8 mars : « M. Gilbert Zaksas, rapporteur ».

Abaissement, mais honte aussi. Car il y a ce qui suit. Sans cela nous n'aurions été que surpris, nous aurions regretté qu'aucun Français d'origine ne se fût trouvé pour faire le métier de rapporteur en une occasion aussi solennelle. Mais la suite était un défi à bon sens et à la langue — devant ce saccage nous éprouvions, face à Zaksas, Les sentiments du jardinier gallo-romain qui assiste impuissant à la destruction de son œuvre par le barbare envahisseur :

« *En vérité, la reconnaissance de certaines libertés et de certains Droits de l'Homme sont une nécessité qui s'impose à tous les peuples et vaut pour toutes les époques.* » Gilbert Zaksas était naturalisé depuis si peu de temps qu'il ne savait même pas qu'un sujet au singulier exige un verbe au singulier.

Ses conceptions de l'histoire universelle étaient, aussi bien, à la hauteur de sa syntaxe. « *L'histoire de la civilisation se confond constamment avec l'histoire de la démocratie.* » Que si vous vouliez mesurer jusqu'où va le balbutiement du barbare, relisez cette phrase que notre journal

officiel accueillait à sa page 607 : « *C'est un véritable texte juridique, faisant corps avec l'ensemble de la constitution, que votre commission présente à votre approbation, à tous ceux qui vivent dans l'Union française et garantissant les droits fondamentaux à tous les hommes sans distinction d'âge, de sexe, de nationalité, de couleur, de religion, d'origine ou d'opinion.* »

Cette syntaxe infâme, ces « hommes sans distinction de sexe » ! Cette confusion voluptueuse des pensées et des choses... voilà donc où en était venue la France. Elle présentait au monde, en 1946, le rapport de M. Zaksas, comme un supplément au grand Discours de Rivarol sur L'Universalité de la langue française.

Les titres de Zaksas résistant n'atténuaient en rien l'infamie du métier qu'il acceptait de faire. Si le hasard de l'histoire nous avait fait combattre pour la Lettonie, nous eussions mis un point d'honneur à ne pas contribuer à sa constitution ! Lorsqu'un étranger fraîchement naturalisé se fait le rapporteur d'une déclaration des Droits qui, pour les Français, a tous les caractères d'une déclaration de guerre, il devient possible de parler d'un abus d'hospitalité.

L'opinion française, déformée par une presse dont la langue n'était pas très supérieure à celle de Zaksas, restait insensible à cette caricature de l'histoire et des constitutions nationales. Trois jours avant le référendum, l'hebdomadaire *Action* publiait un interminable article de Pierre Cot *Trois raisons de la victoire du Oui*. Ce titre me redonna de l'espérance. J'avais tant de confiance dans l'infailibilité de Col en l'erreur que je commençais de croire en un sursaut négatif du suffrage universel. Que disait Cot ? *La constitution adoptée par l'Assemblée Nationale constituante sera ratifiée par le pays. Les enquêtes organisées par les divers instituts pour l'étude de l'opinion publique laissent prévoir une majorité de 55 à 65 %, soit environ deux tiers de oui pour un tiers de non ; si l'on réfléchit bien, on s'aperçoit qu'il est permis d'espérer mieux encore. Le succès des républicains résulterait de trois facteurs...* Ces trois facteurs n'ont pas dû arriver à destination. Malgré l'incorruptible Gouin, Cot des ailes brisées, Julien Benda, l'adjudant Flic, Louis Aragon, le sapeur Camembert, et quelques autres célèbres partisans du *oui*, le peuple de France disait *non* le 5 mai. Ils nous avaient Informés, sur papillon blanc, de leur précieuse décision. On ne les a pas écoutés. On n'a pas voulu croire que M. Gouin représentait la continuité, Julien Benda l'avenir, et Zaksas le bon sens français. On n'a pas cru en ces révolutionnaires qui parlaient de stabilité, ces impuissants qui parlaient d'autorité, ces ennemis de l'héritage qui parlaient de propriété. Le peuple souverain, bafoué par les partis, dépossédé, énervé pendant dix-huit mois, a trouvé la force, prodigieuse pour son état, de dire *non* à une constitution, ce qu'il n'avait jamais fait au cours de son histoire ; c'est que, sous cette constitution, il avait reconnu le masque asiatique, l'horrible gueule de la démocratie à l'orientale, Joinovici en féroce et en sadique ; il a eu peur, il a entrevu l'abîme et Il a dit *non* dans une espèce de hoquet.

Nous avons combattu le dos au mur, et nous ne pouvons cacher le plaisir éprouvé alors, dans la nuit de ce beau dimanche au lundi, à voir leur tête de mauvais garçon qui a raté son coup. L'un d'eux eut ce mot magnifique, lorsque les haut-parleurs lui jetèrent au visage le grand non de la Vendée et celui de l'Alsace : *Les salauds ils n'ont pas compris, il leur aurait fallu dix ans d'occupation de plus !* Sans doute, devant l'échec, ils ont songé que le rideau de fer a du bon, et que ça ne se serait pas passé comme ça si la France s'était enfin alignée sur la noble Albanie, et si Paris, comme les capitales de l'Europe centrale, avait la solide armée rouge pour la défendre contre les séductions de la liberté.

Nous n'avons pas oublié, alors, qu'un malade peut, à la veille de sa mort, retrouver une journée de santé lumineuse et étrange. Nous savions qu'il n'y avait eu que 1 200 000 voix entre la liberté et l'esclavage, que les Kerenskystes n'avaient pas fini de se laisser duper, que les cellulards

se ramassaient sous le coup avant le prochain assaut, nous savions que le tripartisme n'était pas fini pour cela, et que le MRP restait dominé par la peur d'être ce qu'il est et la honte de n'être pas ce que sont ses ennemis. Mais le *Non* du 5 mai allait délier les langues et ranimer les courages. La presse marxiste ne s'y trompait pas, qui le mettait au compte des campagnes « excessives » de « l'extrême-droite ». Nous avons été les premiers à décortiquer le jargon de Zaksas, et à découvrir sous le projet Col les intentions d'un récidiviste de l'homicide par imprudence et par incapacité, le prolongement constitutionnel des exploits aériens de l'ancien ministre de la troisième République. Le préambule de Cot ne laissait aucune illusion, il avouait son exigence d'une *constitution qui sert le mouvement et non la résistance*. En prononçant ces paroles, le Saint-Just des ailes brisées tournait ses regards vers les travées communistes et précisait ainsi quel mouvement vers la démocratie orientale il attendait de sa Constitution.

Les Français avaient accompli le 5 Mai leur seul acte politique décisif depuis le plébiscite moral du Maréchal Pétain en 1940. Ils avaient dit non à Zaksas et à Joinovici, comme des gens de par ici, vivant sur une étroite bande de terre occidentale serrée contre l'Océan, sachant que le *Oui* c'était Thorez au pouvoir, les Cosaques au mur de l'Atlantique, une nouvelle *libération*, de nouvelles ruines. Nous avons dit et fait dire non, écartant une République soviétique française, parce que le communisme, à travers le jargon de Zaksas (pourtant SFIO), s'attaquait aux racines mêmes de notre vie, de notre bonheur et de notre indépendance, et que le *Oui* au 5 mai nous eût acculés au désespoir de la guerre civile ou à l'émigration.



Il ne restait plus aux dupes du 5 Mai qu'à laisser élire une autre constituante, et à donner à Zaksas le bureau de tabac que méritait son travail de rapporteur malchanceux. On fit de lui un trésorier payeur au Cameroun et l'on recommença ; avec le ferme propos de trouver pour la République de Joinovici un masque moins asiatique. La seconde constitution fut rapportée par Léopold Senghor, Bambara ; cet homme de couleur avait le mérite de connaître la Langue française beaucoup mieux que Zaksas, et que la plupart des membres de la nouvelle assemblée. Poète par surcroît, il pouvait prétendre au rôle de fondateur de cité : la France, après mille ans d'événements anodins et de communauté incertaine, étant encore à *fonder*. Les pouvoirs spirituels, représentés par Jean-Paul Sartre, ne lui étaient pas défavorables. Sartre, dégoûté du prolétariat, qu'il n'avait pas assez d'estomac pour disputer aux communistes, s'orientait vers ce qu'il a génialement dénommé la « *négritude* ». Le vrai prolétaire, le vrai *négatif* préparait les synthèses sociales futures, c'était le *noir*, et Sartre, en 1949, ne semble pas avoir dépassé ce point de vue dans sa philosophie de l'histoire.

L'idée que le bonheur et la force d'un peuple jaillissent de la continuité de ses œuvres, de la lumière de ses traditions, le cédait à la conception d'une apparition imprévisible, du fond de ce qui lui est le plus *étranger*, et des cauchemars de l'inconscient.

Rimbaud avait bien été le prophète de la quatrième République dans son poème *Démocratie* :

*Le drapeau va au paysage immonde, et notre patois écoute le tambour. Aux centres nous alimenterons les plus cyniques prostitutions. Nous massacrerons les révoltes logiques... Conscrets du bon vouloir nous aurons la philosophie féroce : ignorants pour la science, roués pour le confort...*

*Au revoir ici, n'importe où ! La crevaïson pour le monde qui va, c'est la vraie marche...*

La corruption méthodique, la primauté toujours affirmée de l'étranger, la destruction ivre de tout ce qui faisait la tendresse de vivre dans les vieilles cités, telle était la République prophétisée par Rimbaud, et dont Senghor allait *rapporter* la constitution. Après la guerre de Sécession, les « Yanquis » avaient jeté sur le Sud les carpet-baggers pour détruire sa civilisation. L'opération démocratique de 1947 fut beaucoup plus radicale. On fit rapporter la constitution par un nègre, au demeurant distingué ; mais on décréta en même temps que le renversement des valeurs allait s'accomplir sans retour. Le vieux mot d'*Empire* fut abandonné. Il était trop Romain et n'avait pas d'équivalent Bambara. On adopta celui d'*Union*, mais cette Union forcée devait coller, en deux ans, plus de morts et de sang que n'avait fait la conquête elle-même.

On assista même au spectacle inouï d'un grand peuple vouant à la haine universelle toute son œuvre passée, et proscrivant dans sa constitution en toute solennité le « colonialisme ». Nous acceptons de faire du nom de nos frères Les colons celui d'un système méthodiquement déshonoré, presque d'un comportement criminel. Nous désignons à la vengeance des populations indigènes. Nous rendions constitutionnel le massacre des Français ; car il fallait être naïf pour penser que des populations aux réactions fort simples feraient la distinction du système et des hommes qui lui avaient été associés. Le colonialisme, pour les plus fanatiques d'entre eux, devait signifier : *Abattez les colons !* Ils ont suivi la constitution Senghor. Ils ont même prolongé son esprit en préparant, dans nos assemblées mêmes, leurs complots et leurs crimes. Ils ont réussi, en juillet dernier, à réveiller la conscience universelle, à la faire bafouiller horriblement, et déshonorer encore un peu la nation française.

Il y a cinq ans, en effet, les fils spirituels des Dreyfusards s'emparaient de la presse au nom de la liberté. Au nom de la justice, ils bafouaient le principe de la non-rétroactivité des lois ; ceci veut dire en bon chrétien que, ne trouvant pas dans les lois existantes de quoi châtier leurs adversaires, ils faisaient des lois exprès pour les châtier. Ils enlevaient aux juges d'instruction le droit de proclamer le non-lieu ; ces juges, de la sorte, n'instruisaient plus rien du tout. Ils faisaient juger *les coupables* (il n'y avait plus de prévenus) par leurs victimes présumées, afin que la France pût laver son lynchage en famille.

La conscience universelle ne parla pas alors, même en rêve. Les condamnés n'étaient que des Français adultes, blancs, civilisés, donc peu intéressants pour la République de Joïno, Zaksas et Senghor. Leurs pères étaient nés en France, y avaient cultivé la terre et exercé de vieux métiers. Français habituels et de naissance, que pouvait pour eux une conscience raffinée, que la proximité dégoûte, et dont les scrupules ne commencent jamais qu'au delà des frontières ?

La loi écrite bafouée, ils violèrent la loi non écrite. L'héroïsme, les blessures au service de la patrie furent déclarés circonstances aggravantes des délits. L'honneur et la victoire furent frappés en la personne d'un Maréchal de France, et le mystérieux pouvoir que la proximité des *cent* ans avait toujours exercé sur la pitié des hommes civilisés disparut d'une société hésitant entre l'esclavage et la sauvagerie.

Mais le gros et tortueux imbécile qui préside aux ébats de notre chambre de bassesse décida de réveiller la belle au coin du bois dormant. Ce vieux prince charmant des coupe-gorge osa enfin secouer comme une boîte à bulletins la conscience universelle immobile dans son mauvais lieu. Alors la vieille prostituée hystérique, qui a le don des langues, se mit à parler malgache en faveur de quelques assassins, et la chambre de bassesse vota sous sa dictée, dans le plus grand tumulte, une sorte de pétition pour les Malgaches qu'on empêche de tuer.





Ces conséquences (il y en aura d'autres) se sont déroulées inexorablement à partir du vote de la seconde constitution, qui n'aura eu pour effet que de retarder les malheurs immédiats après la première. Le vote de novembre 1947 ne fut obtenu que par la criminelle complaisance de la démocratie chrétienne solidaire, en dernière analyse, de la République de Joinovici. Tellement solidaire qu'entre de Gaulle et Joinovici, elle n'hésita même pas. Le général ne s'était pas tu en novembre comme en Mai ; il avait averti les Français qu'en votant la constitution ils auraient l'anarchie d'abord, la tyrannie ensuite. Le résultat fut que 30 % des électeurs se rendirent à la pêche, à la chasse, ou en visite curieuse au Sphinx désaffecté. Les discours du Général au temps de la clandestinité recommandaient d'ailleurs si souvent de vider les rues et de rester chez soi, en signe de protestation, que des millions de Français, ses fidèles sujets, ont confondu les dates et sont restés chez eux au lieu d'aller aux urnes. Nous avons donc été placés devant ce fait nouveau et colossal : La Quatrième République possédait une constitution. Elle devait, dans la mesure où M. Ramadier ne souffrirait plus qu'elle ne fût pas immortelle, régir la vie de nos enfants et petits-enfants. Or elle avait été votée et assumée par un Français sur trois. Telle est la proportion de l'assentiment des Français à leur République, et, pour le chiffre global, il était inférieur à celui des *oui* du référendum du 5 Mai. En somme cette constitution se trouvait reçue à la session d'octobre avec une note de suffrage universel très sensiblement inférieure à celle qui l'avait fait recaler à la session de mai. Nous allions être régis, gouvernés, censurés, exploités, et probablement exterminés par un système qui s'appelait la quatrième République, et qui avait obtenu le consentement d'une famille française sur trois (encore les petits enfants n'eussent-ils pas eu la folie de voter oui). Pour l'obtenir, il avait fallu la mise en marche de toute la mécanique des partis et l'accord (gratuit ou cher payé) du *Monde*, du *Figaro* et de la quasi-totalité de la presse). Une famille sur trois s'était abandonnée à l'idée qu'elle pouvait habiter cette maison inconfortable et malpropre dont M. Bidault lui avait assuré qu'elle était celle de la liberté (une fois tous les cinq ans, M. Thorez qu'elle était celle de l'égalité (devant la balle dans la nuque) et M. Le Troquer qu'elle était celle de la tolérance (que l'on ne supprime dans les rues et les impasses que pour l'installer — en un sens spécial — dans les institutions et dans l'Etat).

Il y avait donc, après deux ans de provisoire, la volonté générale selon Rousseau — un tiers des Français séduits par le marxisme — la volonté du Général, qui allait prétendre nous sauver des périls qu'il avait lui-même laissés se développer, et Les volontés particulières de quelque trente millions de Français, mineurs et peu éclairés, qui devaient s'en remettre à l'intelligence et à la bonne foi bien connues des partis.

Les constituants n'avaient pas pris la précaution que leur conseillait Bernanos de rédiger leur texte sur du papier de soie, étant donné l'usage probable qu'en feraient les générations futures... Le régime du gouvernement des majorités commença donc, non sans cohérence, par le gouvernement de la minorité battue. Les élections de Novembre ayant marqué l'effondrement de la SFIO, c'est à Blum et à la SFIO que fut confié, dès décembre, la constitution d'un ministère « homogène ». C'est qu'il n'y avait pas de solution réelle à la lutte des partis. Les élections s'étaient faites, entre deux blocs, sur le thème Thorez sans Bidault, ou Bidault sans Thorez.

Toutes deux avaient été en quelque sorte victorieuses. Si la volonté du peuple était quelque part, elle était là. Vous direz qu'elle était contradictoire. Contradictoire ou non, la démocratie conséquente se devait de la respecter. Elle pouvait, par exemple, instituer l'alternance quotidienne d'un gouvernement Bidault sans Thorez et d'un gouvernement Thorez sans Bidault. Cela



eût témoigné de sa fidélité à Joinovici fondateur, qui faisait alterner les visites à la Gestapo de l'avenue Foch et les conversations de haute politique avec M. Lecourt. Au lieu de cette solution, presque aussi démocratique que le tirage au sort des ministres, l'inconséquence républicaine ne tira du verdict du suffrage universel qu'une conclusion : que le renforcement du MRP et du Parti Communiste interdisait à l'un et à l'autre la présidence du gouvernement ; faute d'issue réelle, il fallait une solution symbolique et fictive qui laissât les problèmes intacts et empêchât l'aveu de l'effondrement du régime à ses débuts. Léon Blum devait laisser échapper cet aveu qu'il faisait don de sa personne au régime pour atténuer sa disgrâce. La démocratie étant le régime de la souveraineté du peuple, et l'effondrement du parti socialiste étant le résultat non équivoque des élections, c'est à un membre des partis vaincus que l'assemblée confiait, le 13 décembre, la mission de former le premier gouvernement définitif de la quatrième République. Bien mieux, c'est à un homme qui avait été mis en minorité au Conseil national de son propre parti, au vaincu d'un parti vaincu... Mais, à son berceau, la République exprimait sa fidélité au fondateur éponyme. Nul ne pouvait nier, en effet, qu'il y eût quelque chose de commun entre Joinovici et Léon Blum. Les méthodes de corruption et d'anéantissement de la réalité historique française, chez l'un et chez l'autre, sous des formes aussi différentes que l'esthétisme issu de *La Revue Blanche* et la récupération des métaux non ferreux, exigeaient l'hypothèse d'une origine commune. Faut-il trembler en énonçant cette hypothèse ? Faut-il même l'énoncer ? ou la présenter comme une devinette qu'y avait-il d'*identique* chez Léon Blum, premier chef du gouvernement de la quatrième République, et chez Joinovici, qui veillait au salut de cette République, à la Préfecture de Police, dès le lendemain de la Libération ?

Je sais qu'il y a des lois pour interdire aux Français de naissance certaines démarches naturelles de la pensée. Mais, dit Pascal, « la raison nous commande bien plus impérieusement qu'un maître, car en désobéissant à l'un on est malheureux et en désobéissant à l'autre on est un sot ».

Je réponds donc à ma devinette ce qu'il y avait de commun entre Léon Blum et Joinovici, et qui rend raison de cette République elle-même, c'est qu'ils *n'étaient ni l'un ni l'autre Français de naissance*, justement.

# V

## L'ÉTAT, C'EST MOCH

J'écris ce dernier chapitre dans la maison où je me trouve par la grâce de Jules Moch, qui ne m'a pas encore fait jeter en prison au nom de la liberté de la presse. Ce vallon de l'Ile-de-France est-il pourtant encore à nous ? Est-ce que je ne vis pas dans une plaisante illusion, dont je serai quelque jour éveillé ? Comme un dormeur qui se veut persuader qu'il ne dort point, je mobilise mes raisons de croire en ce présent, et j'en dessine la silhouette : elle est terrifiante, et si je dors, comme les autres Français naturels, elle devrait me tirer aussitôt du sommeil. Nous sommes à la fin de juillet. Le gouvernement vient d'obtenir trois voix de majorité (grâce à l'abstention de Reynaud des bazars) dans une nouvelle affaire de dépossession des Français, une affaire de vol à la tire, qui demeurera associée au nom de Daniel Mayer. Mayer encore, je le constate, comme pour les billets de cinq mille francs, lorsque les petites gens qui venaient de toucher leur paye furent provisoirement dépossédés. L'argent, a dit Bloy, c'est le sang du Pauvre, et, depuis longtemps, les Puissants pratiquent sur lui des saignées qu'ils disent indispensables à sa santé. Crève si tu veux, laissait entendre le Mayer à l'heure de la ponction des fameux billets, mais tu crèveras selon les règles déterminées par la souveraine médecine des inspecteurs de nos finances. Crève... Nous avons, nous, le plus large crédit à la banque Rothschild et ne sommes pas gens à redouter le lendemain. Nous ne sommes pas trop sûrs de notre passé..., mais, en revanche, nous avons assuré, fondé notre avenir. A chacun son temps...

Aujourd'hui, c'est Daniel qui vient d'opérer un petit déplacement du revenu national. C'est, il est vrai, en faveur de ses subordonnés et clients, collecteurs d'un impôt qui n'ose dire son nom, et que l'on appelle, par dérision sans doute, *Sécurité sociale*.

Sécurité bien ordonnée commence par soi-même. Notre féodalité sans honneur et sans foi, dont le premier grand Baron fut Joïno, protège et engraisse ses bons vassaux. Reynaud de Mexico, fier baron lui aussi, en a donné l'exemple, l'an dernier, avec ses vassaux des finances. Un Mayer peut-il hésiter à renforcer le lien de vasselage ? L'année, pour les Français exceptionnels, qui ne vivent pas en France, mais en *Mayérie*, compte quatorze mois et des primes de vacances. Les vilains comme nous auront beau crier... Les mineurs oseront prétendre, Diogènes mal léchés, que le puissant Mayer dérobe leur soleil pour faire croître ses champignons ! Point d'affaire ! Il convient, en logique mayéresque, que la Sécurité sociale, en ceux qui l'administrent, soit l'exemple, le divin archétype, de l'assurance morale et du confort socialiste. L'égalité des Droits pour tous les travailleurs n'est qu'une toi de notre terre misérable, abolie dans la planète Marx. Ceux qui se plaignent, après tout, n'ont qu'à se faire armer chevaliers comme les autres, je veux dire qu'ils iront grossir les effectifs d'une administration si puissante pour le bonheur des hommes qu'elle leur fait vivre quinze mois par an.

Où cela ira-t-il ? Joinovici le sait qui médite en prison, pour quelques semaines encore, sur son bel avenir. Les choses se conservent, saint Thomas nous l'a dit, par les mêmes moyens qui les ont établies. M. Queuille a pu, quelque six mois, arrêter les horloges, survivre au scandale de Marie, étouffer celui de Lecourt... L'irréversible est là, que Croix voix de majorité ne changent point. Il va falloir sortir du déshonneur, par la violence et la justice, et refaire le procès de Joinovici fondateur, pour qu'il dise ce qu'il sait. Il est lâche. Il ne tuait pas les Français lui-même ; il envoyait des camions pour cela il racontera tout, pour peu qu'on te menace de le pendre.

Ou bien alors, dans l'hypothèse de la Défense et la Conservation républicaines, qu'on lui donne les décorations qui lui manquent, et qu'on le tire de sa prison t Qu'on lui laisse le soin de régler le budget. Il est fort généreux avec le sang des pauvres et le transfuse aux riches sans jamais barguigner. Or, le premier des riches, c'est l'Etat républicain, un riche comme tant d'autres, qui a les fins de mois difficiles.

C'est *ceci* ou *cela*. Ces extrêmes seuls nous toucheront. Ces extrêmes seuls nous permettront de voir clair et de choisir, selon le cas, entre la révolte et la reconstruction nationale.



Car Joinovici n'a plus seulement la brumeuse réalité d'un symbole. Il est réel comme une odeur ; sa puanteur anéantit l'odeur du courage et celle même de l'amour.

Le monstrueux procès de juillet a vu la Justice de France, gênée aux entournures, s'étouffant dans son hermine, trébuchant dans ses belles robes, *surclassée* enfin par un apatride pourvoyeur de la Gestapo. Son heureuse humeur, sa modestie cordiale, son autorité dans la réplique ont été louées par la presse, et la France s'est offerte une ventrée de rire sur ce qui eût dû la jeter dans l'angoisse et la honte. Nous nous souviendrons longtemps que le président Béteille fut *cloué* à l'issue de ce joli dialogue

« — Vous faisiez circuler vos camions avec des laissez-passer allemands...

— Monsieur le Président, s'ils avaient eu des laissez-passer anglais, ils n'auraient pu rouler !...

Les spectateurs ne se tenaient pas de rire. On songe aux réponses furieuses si Laval, ayant déclaré la guerre à l'Angleterre en 1942, eût rejeté ainsi les reproches des juges « Monsieur le Président, on ne pouvait tout de même pas la déclarer à l'Allemagne ! » je suppose que Laval eût été lynché ; il n'était né qu'à Chateldon, dans le Puy-de-Dôme.

Il y eut encore un moment plus déshonorant au Procès. C'est celui où la Justice française demanda à Joinovici une espèce de consultation, et le secret de sa prodigieuse réussite financière. C'est que les Rothschild ou les Lazard, détenteurs du pouvoir économique, se sont éloignés du peuple et de leur peuple. Avec Joinovici, ils pouvaient de nouveau toucher terre, ou toucher boue. L'occasion était belle. Nul doute qu'ils aient envoyé au procès de Joïno des émissaires chargés de leur transmettre le secret. Lui ne se fit pas prier : *Mon secret ? monsieur le Président ! Quand je gagnais cent francs, j'en donnais trente à des gens à qui je ne devais rien. Mais je les retrouvais un jour. Ce sont les petits cadeaux qui font les grandes amitiés.* Là encore, on a ri. On n'a pas voulu voir, et le président Béteille n'a pas voulu savoir, que l'apatride venait de définir la puissance de l'or, la corruption et le trafic d'influence dans la République. *Ces petits cadeaux de trente pour cent, à Bony et ses tueurs, comme à la presse clandestine du résistant Legendre (Lecourt*

dans la « publicité »), à qui Joïno ne devait rien, évoquaient une menace précise, le prix de hautes protections et de quelques silences. Ni le moraliste Albert Bayet ni son fils ne se soucièrent de cela. Ils ne protestèrent même pas, avant de commencer leur déposition, qu'ils n'étaient pas visés par la théorie joinovicieuse, ni que leur assistance, à eux, était *gratuite*. Ils acceptèrent tacitement d'être rangés dans la foule des *acquis*, de ceux dont Joïns s'assurait l'assistance avec trente pour cent de l'argent qu'il nous volait *deux fois*.

Il ne s'est trouvé personne, dans le prétoire ni dans la presse, pour demander l'arrestation des témoins à décharge de ce buveur du sang des pauvres, plus atroce que le vampire condamné l'autre jour par les juges anglais. Personne pour renvoyer aux poubelles de leur cœur ces témoins dont l'accusé avait proclamé sans pudeur qu'il les avait d'*avance* achetés, qu'il s'était *assuré*, par de l'argent et des bienfaits, leur témoignage.

Quand un vieux pays de justice, quand la plus vieille nation d'Europe, qui avait imposé aux autres son code de l'honneur, qui avait lutté en ses Evêques et ses Rois contre la souveraineté de l'argent, ne trouve plus de potence pour Joinovici ni de geôles pour ses défenseurs impudents, c'est que la maladie ronge sa moëlle. Les rires des spectateurs du procès de Joïno sont rires de gens qui risquent de crever dans l'année. Leur crevaisson serait d'ailleurs une sorte de justice, si elle n'entraînait avec elle l'anéantissement de la France dans son existence historique...



Nous ne sommes pas des désespérés. Nous avons appris de Maurras et répété, comme des enfants courageux qui ont tout de même peur de la nuit et cherchent d'abord à se persuader eux-mêmes, que le désespoir est en politique une sottise absolue. Notre dégoût n'est pas un désespoir. Ce qu'il y a de grave, entre nous et les communistes, c'est que nous les savons victimes, quand ils sont Français, de la grande machine à désespérer le chrétien, montée par Marx. L'espérance qui est en eux est *prophétique*, sans horizon prochain. Ils refusent leur héritage pour ne garder que le malheur, la conscience de l'injustice. De ce néant, ils croient, parce qu'un professeur prussien Hegel et un juif de Francfort Marx le leur ont dit, que l'être doit surgir, comme des lamentations du peuple élu en captivité renaît le pacte originel avec Dieu C'est le seul point de philosophie morale, mais il est décisif, qui me sépare de ces malheureux, dont la colère serait trop justifiée par la république joinovicienne, si Joinovici, avant 1939, n'avait été un lecteur de *L'Humanité*.

Je ne laisse donc rien gagner en moi par le désespoir. Mon cri d'appel au *Roi*, au père du peuple, n'est rien de désespéré. Les nations apparaissent bien comme vies substances quasi immortelles, de terrestres images de l'éternité. Mes enfants, autour de moi, me persuadent qu'il n'y a rien d'essentiellement atteint dans notre race, et qu'un dégoûtant paralogisme pourrait seul rendre la France réelle responsable de la république de Joinovici. Nous a-t-on assez répété, depuis 1945, dans les indignes polémiques contre la politique de la grandeur, que rien dans l'histoire ne se passerait plus à l'échelle de la France. Les parlementaires malthusiens nous ont-ils assez craché au visage les statistiques sur notre dépopulation ? Et voici que cette France impuissante, par le seul effet des lois prises par le gouvernement de Vichy, se trouve, en 1949, au premier rang de la natalité européenne. L'espérance devient raisonnable nous aurons encore, si nous balayons la séquelle républicaine de Joinovici, des cadets à envoyer dans l'*Empire*, pas dans la honteuse « union française », et la France, œuvre des évêques, des rois, des soldats et des laboureurs, retrouvera son être, qui ne pouvait tout de même se perdre dans les marais des deux

derniers siècles. Ainsi, en plaçant sur la république déshonorée le nom de Joinovici, nous prenons date, et réservons l'avenir. Je n'ai jamais compris ceux que l'on a appelés les fascistes français. Ils ne croyaient pas en eux-mêmes ni en la France. Je me souviens qu'autour de 1936 nous étions quelques-uns à accorder son importance au livre de l'Allemand Ernst von Salomon, *Les Réprouvés*. La source du fascisme allemand était bien là au cœur de la défaite, une élite violente avait refusé les apparences de l'inévitable et assumé le destin de l'Allemagne. Ernst von Salomon ne nous *apprenait* rien. L'Allemagne est une idée, un *Islam* plus qu'une nation, et l'on ne sauve pas un pays millénaire, notre France, comme on tire de son borbier une volonté de puissance qui ne triompha jamais en Europe que par la destruction de ses libertés fondamentales... Mais enfin, dans la mesure ou la République de Gambetta et de Stavisky avait *raréfié* la substance française, séparé les élites des puissances nourricières de leur sol, des ouvriers et des paysans, la leçon des Réprouvés pouvait être transposée. Ohé Bruel, Oirardet, et tous ceux que l'événement de Quarante conduisit à la résistance nationaliste et antidémocrate à l'Allemand, camelots du roi d'avant guerre, et toi, Chanut, qui fus tué le jour que tu avais choisi pour t'évader d'un camp allemand, celui de la fête de Jeanne d'Arc, souvenez-vous de ce que vous aimiez dans *Les Réprouvés* : conscients des catastrophes rendues fatales par la République, vous y deviniez une image de votre futur refus. Ceux au contraire qu'on a appelés les fascistes français, et qui se groupèrent autour du marxiste Déat, de l'ancien communiste Doriot et de quelques canailles policières, ceux mêmes, les plus nobles, que la violence et le courage militaire d'un Darnand abusèrent, furent le négatif du fascisme allemand, incarnèrent la passivité qui se retourne contre les frères de naissance et de race, faute d'avoir la force de chasser l'ennemi sur le sol. Non, il n'y a pas de *fascisme* dans l'acceptation de l'étranger.

S'il y en avait un aujourd'hui de possible, il serait de notre côté. Du côté de ceux qui virent dans l'armistice de Quarante, dans l'Afrique sauvée et la persistance d'un Etat, l'instrument d'une revanche nécessaire. Nous avons, entre 1940 et 1944, perdu la partie parce que nous n'avons pas trouvé, pour incarner notre nationalisme, d'autre héros que Giraud, cet imbécile moustachu, dont la mort ne nous fera pas oublier qu'il a gâché, en 1942 et 1943, les chances de la France et de la paix civile — dont l'action historique a trouvé son châtiment posthume dans la publication de ses mémoires par le *journal maudit*, rendez-vous de toutes les mauvaises actions contre la patrie, *Le Figaro*.

Oui, il y attrait un fascisme possible dans l'appel à l'homme quelconque, à l'homme dépossédé en qui Les plans Mayer et les plans Petsche ont voulu transformer l'homme français. La puissance de séduction du RPF tient à ce vague sursaut de l'homme quelconque contre la République de Joinovici. Mais le fascisme est encore un symptôme de la maladie démocratique. J'ai connu Luizet. Il était « fasciste » (il avait même été « jeunesse patriote »), et cela ne l'empêcha pas, en 1944, d'accepter à ses côtés Yves Bayet et son inséparable Joinovici. L'Italie, tard unifiée, peu accoutumée à la grandeur politique, pourra fonder ses renaissances sur l'Homme quelconque. *Nous demandons plus*. Mais ce que nous demandons est si simple, si conforme aux désirs qui sommeillent dans notre race, qu'il suffira tout d'un coup, à l'heure choisie, qu'on nous donne les moyens de l'énoncer pour que l'allusion en bouleverse le cours de l'histoire. Nous demandons le retour de l'homme français à lui-même, et nous luttons pour les Institutions qui permettront ce retour.

Il convient là-dessus de s'explique, nous ne sommes en rien les fils de Voltaire et de Courier, et, dénonçant la République de Joinovici, nous ne goûtons aucun plaisir d'anarchiste à déshonorer un *Pouvoir*. Nous avons une grande soif, qui fut sans doute dans nos veines avec notre



sang — il y a des soifs de tout le corps et de tout l'être, — d'un vrai *Pouvoir*, fier de son nom, fier de sa force, et devant lequel nous plierons le genou. Nous ne nous prosternerons pas, mais justement nous plierons le genou, en hommes libres héréditaires. Mais d'abord il nous faut être *debout*. Nous ne le sommes ni moralement ni physiquement La République joinovicienne nous a jetés à terre. Nous sommes condamnés au refus et à la violence pour que puissent renaître la soumission et la fidélité.



Je vois tous les périls de cette violence et de ce refus. Nous ne sommes pas bénins, bénins ; si la République, se reconnaissant dans le portrait que nous venons d'en tracer, et se solidarissant de Joinovici, nous fait le grand procès — pas un procès à la sauvette — où éclateront les vérités tues en juillet, le président Bêteille devra nous rappeler à l'ordre plus souvent qu'il n'eut à le faire avec le docile escroc bessarabien. Ce ne sont pas ces rappels à l'ordre par la Justice au service du Désordre qui nous gênent. Ceci seulement pourrait nous troubler la chute de la quatrième République donnera aux Français une si puissante impression de soulagement que le Pouvoir héritier, à moins d'être intérieurement mesuré par la tradition de saint Louis, et légitime, pourra librement faire régner une nouvelle terreur. Les lois non écrites seront à nouveau violées. La chasse au militant communiste deviendra pour la démocratie chrétienne, ralliée en dernière heure, un sport de remplacement pour la chasse aux miliciens et aux Légionnaires, où ses chefs firent merveille en 1944. Il y a pire : le conflit mondial de deux espèces de démocratie pourra rejeter le nouvel Etat français vers la soumission à la démocratie américaine et l'enrôlement volontaire dans une nouvelle croisade.

Les risques ne sont donc pas imaginaires. Mais rien n'est pire, rien n'est plus intenable que notre présent. Attendons leur venue pour combattre la tyrannie friture et possible. Le présent, c'est que Joinovici a été condamné à cinq ans de prison et à la nationalité française sous le déguisement de l'indignité. Le présent, c'est que la république de Joinovici, en la personne de son très chrétien protecteur le garde des Sceaux Lecourt, tient au monopole français, le seul peut-être qui ne nous ait pas été arraché, de l'assassinat juridique des centaines. Il jure, par les mânes de Scaffa et l'esprit de résistance de Joinovici, que le Maréchal Pétain, à quatre-vingt-quatorze ans, mourra en prison. Mais il n'a pas le triste courage de tout refuser à la justice et à la pitié il accorde à la Maréchale Pétain une demi-heure de plus, *trente minutes*, pour ses visites. Cela ne suffit-il point ? Trente minutes, c'est trente fois plus de temps qu'il n'en fallait à son protégé apatride pour prêter ses camions à la Gestapo et à Bony.

Le mépris des lois non écrites, le saccage de notre honneur sont, dès maintenant, du côté des garants républicains de Joinovici. Quant à l'asservissement matériel, la prolétarianisation méthodique des Français ordinaires, elle touche à son terme et va trouver une expression nouvelle dans la dévaluation de cet automne. L'Etat républicain n'est pas désormais plus libre de sa monnaie que de ses mouvements. Les pamphlétaires de la monarchie de juillet ne cessèrent d'opposer l'honneur de la nation, selon eux sacrifié, à son enrichissement matériel. Avec la République de Joinovici, nous nous sommes déshonorés, mais en même temps appauvris.

Mon vieux Proudhon que je relis, parce que c'était un homme simple (et l'homme d'un peuple, tandis que Marx est l'homme d'une prophétie), Proudhon s'indigne dans *La Guerre et la Paix* d'un budget de Badinguet qui dévorait un sixième du revenu de la nation. Ce sixième est bien ridicule. Un rapport de M. Schumann m'avait appris — et à chaque chiffre :, citoyen

respectueux, je fais un petit salut — que notre Etat provisoire a, en 1946, dépensé quelque huit cent milliards, soit le double de ses recettes. Cela est impardonnable, il se met dans les dettes alors qu'il aurait pu nous taxer de ces quatre cents milliards qui lui manquent. D'autre part, les prévisions pour le budget de Fan suivant étaient de mille milliards de dépenses, soit la moitié du revenu de la nation. Elles ont été dépassées. La moitié, entendez-vous, et ces messieurs ne se sont pourtant pas encore emparés de toutes les industries, de toutes les boutiques ni des terres. Je voudrais voir comme ils feront quand ils auront décidément appliqué le programme du CNR et que leur budget de ce moment devra prévoir, aux dépenses, quarante fois le revenu de la nation. Cela est fort simple ; on aliénera le capital, comme on a déjà commencé. Il y a des preneurs dans l'Oural, où l'or coûte peu, et dans quelques autres empires. La démocratie est-elle faite pour les héritiers ? Ce mendiant sur sa borne et surtout cet ouvrier et ce vigneron vous ont des airs de grands seigneurs que nos socialistes bureaucrates sont décidés à leur faire passer. Ils ont encore l'orgueil de l'héritage de cette terre et de ces instruments de travail, dont une familiarité ancienne les persuade qu'ils sont un peu leur bien. Voilà pourquoi, trop grammairiens, ils croyaient que nationalisation voulait dire retour solennel à la nation des biens qu'elle a produits, avec ses chefs naturels, dans la poussière des siècles. On leur fera bien voir la folie de cette croyance aux mots la nationalisation, c'est le passage de M. Paul à M. Bloch, à M. Moch et à quelques autres, de tous les biens de cette terre.

Ils chaussent leurs besicles, ils font des inventaires, ils mettent aux dépens le prix de leur temps, puis le prix auquel ils estiment le temps de compter leur temps. Ainsi de suite : plus cela va, plus ce temps est cher, car l'opération devient fine et n'intéresse plus nous autres, gens grossiers, qui sommes matière du compte, chair à budget danseurs (devant les buffets vides) et non calculateurs, comme dit Beaumarchais.

Tout compte fait, ils s'aperçoivent que nous ne pouvons travailler plus vite sur leurs violons... Ils nous en veulent pour cela et de ce que le revenu de la nation ne soit pas infini comme leur appétit. Alors ils vendent tout : ils aliènent pour des siècles, ils promettent à l'étranger le travail docile de nos enfants et arrière-petits-enfants. Leur pouvoir n'est-il pas bien établi ? Ne sont-ils pas l'État ? Proudhon, dont le socialisme était noble, dirait que « nous sommes constitués en pauvreté », parce qu'en dernier recours une nation ne consomme que ce qu'elle gagne. Nos dévoreurs de peuple nous constituent « en misère » et se constituent eux en classes « directoriales », comme l'avoua Léon Blum dans un article de la revue socialiste, le 1<sup>er</sup> janvier 1947.

Ils nous volent, nous déshéritent, volent nos fils et les fils de nos fils et, si nous protestons un peu fort de nos villages, ils nous feront bien voir, en nous envoyant les gendarmes, que nous ne savons pas bien encore ce que c'est, en France et en terre de liberté, que la véritable démocratie.



Parce que nous sommes, nous monarchistes, les seuls héritiers possibles, avec le communisme, d'une société ruinée par la démocratie, parce que tout a été truqué et faussé dans la société nationale, nous avons le devoir de nous désolidariser entièrement, radicalement du système de valeurs économiques et morales dont la faillite incombe à la République. Nous ne dirons pas, comme tel rédacteur dans la revue *Combat*, en 1937, que nous sommes les citoyens d'une patrie absente, car la patrie n'est pas absente ; notre exigence du passé vrai, notre retour aux sources de la nation indiquent notre élan vers l'avenir. Nous voulons que la France continue, nous nous attachons, comme de 1940 à 1945, à notre particularité nationale (nous n'avons jamais été

séduits par l'Europe d'illusion et de cauchemar que prétendait construire l'Allemagne romantique). Mais nous ne pensons pas que les structures sociales effritées de la république libérale ou sociale-démocrate doivent durer. Nous voulons donc une contre-révolution, ce qui signifie le contraire de la révolution, et que cette contre-révolution soit totale, qu'elle conduise à des formes de vie parfaitement opposées aux sinistres habitudes d'aujourd'hui.

On n'éludera pas cette nécessité : le capital national doit être **réévalué**. Le revenu de ce capital doit être distribué suivant un ordre juste ; et digne de durer. Le *principe* de la propriété ne sera sauvé que si le vol, le pillage, l'esclavage, qui sont l'état présent de la propriété, sont délibérément condamnés.

Sans doute l'appauvrissement est tel que la nation renouvée devra investir beaucoup et consommer peu pendant de longues années, Soit, nous serons pauvres, mais nous le serons selon de justes inégalités, selon une loi hiérarchique où la station et sa permanence ne seront pas l'alibi de pillards qui veulent conserver le mal.

Quelle est la condition de cet ordre nouveau, qui existe déjà en nous, et qui nous place, au seul point de vue de la justice, du côté de Dupont, ouvrier français, qui exige ses dix mille huit cents francs, ou sa prime de vacances, contre Jules Moch, social-démocrate, qui non seulement les lui refuse, mais le met en prison ? (Que Jules Moch ne puisse pas les accorder, je le veux bien ; mais il reconnaît par là que son ordre est faux et que la quatrième République a fait faillite.)

La condition première, qu'on le veuille ou non, est une autorité libérée d'entraves. Disons-le, c'est la dictature, conséquence fatale de la démocratie. Pourquoi nier que nous sommes à ce moment transitoire du développement historique qui s'appelle fascisme, césarisme, ou ce que l'on veut, mais implique cette vérité redoutable que les moments de grandes transformations sociales ont besoin d'une autorité sans partage qu'appelle la maladie elle-même ?

Nous y sommes si bien que les communistes ont raison d'affirmer que Moch, c'est déjà Badinguet, ou que Moch est le singe, le bouffon et l'introducteur de César.

Il le faut, car clans le moment où une hiérarchie de valeur s'anéantit, avant que naisse une autre société, c'est l'idée la plus pauvre (en accord avec notre réelle pauvreté), c'est l'idée la plus abstraite de l'ordre — ordre dans la rue, ordre numérique — qui règne dans la cité.

A ce zéro présent de l'Histoire, il faut pourtant que soient maintenues les conditions élémentaires de l'existence. Il faut qu'il existe un Etat. Cet Etat n'a pas d'avenir. Il est trop solidaire de l'ignoble passé proche pour que l'Etat véritable, l'Etat monarchique, se mêle à sa besogne ingrate. Il sera pourtant « légitime », en ce sens qu'il évitera que soient engloutis, avec les tristes réalités présentes, les biens et les bonheurs qui constituent l'histoire et permettent d'espérer. Il y a des Etats césariens ; il n'y a pas d'ordre césarien. Le moment césarien exprime, je l'ai dit, le passage au zéro, la transition de l'histoire.

Mais si le César, le chef, le dictateur (appelez-le comme vous voudrez) ne peut pas instituer l'ordre vrai qui le rendra inutile, c'est à nous, monarchistes, de préparer l'avenir et de mettre au point la description de cet ordre, objet de nos volontés. Il n'est même pas exclu que ce César, ce chef, ce dictateur, soit aussi un homme français... qu'il connaisse le risque de voir sombrer, après lui, la patrie dans l'aventure communiste.

Si cela était, si enfin nous étaiions données les possibilités de développer dans le pays et faire triompher dans les esprits cette description de l'ordre français, nous aurions la tâche plus facile.

Si, au contraire, il se révélait *plus César qu'homme français*, nous aurions à combattre sur deux fronts : à le combattre, lui, et à combattre son probable successeur communiste.



Je n'exclus pas, cependant, que le moment dictatorial puisse être évité, que la nation en fasse l'économie. La voie brève, c'est la voie royale, et peut-être suffirait-il que la monarchie française trouve les moyens matériels d'exposer aux Français, directement et simplement, ce qu'elle est, pour qu'un vaste mouvement d'amour rende inutile la tension et l'excitation fascistes.

Les citoyens de la République de Joinovici ne sont guère accessibles au raisonnement historique, ni à la comparaison rationnelle entre les divers régimes politiques dont la nation a fait l'expérience. Mais, dans la dépossession à peu près complète dont ils ont été victimes, il ne leur reste plus que *leurs noms*, et l'espérance. Ces noms, devenus leur unique héritage, sont un bien si incontestable qu'il ne se passe guère de mois où le *Journal officiel* n'enregistre un commando d'indigènes de l'Europe centrale pour les leur dérober. Je veux dire que la masse de notre peuple a bien été *prolétarisée*, selon le schéma marxiste, mais par un Etat solidairement marxiste et joinovicieux. Quelque chose pourtant est demeuré intact, et c'est le nom de famille, ce signe réel de l'espérance et du dépassement du présent. Il est vrai aussi que cette prolétarianisation a conduit les Français à accentuer leur vie familiale, à se replier spontanément autour de foyers que défendent encore contre le régime de bonnes lois prises par le Maréchal Pétain. La haine et le mépris de l'Etat croissent, avec l'idée qu'il faudrait un Etat *complice* de ce qui a résisté au malheur, fait de la substance même de ce qui a tenu et sauvé l'espérance. Or qu'est cette substance d'autre que le nom, la dynastie, et quel est le nom commun à tous les noms des Français de naissance, sinon celui même de la France ? Pourquoi l'Etat ne se fonderait-il pas sur une *Maison de France*, protectrice de tous les foyers français ?



Pour que la France échappe à la ruine, ou évite la Dictature, il faudra que ce raisonnement simple atteigne rapidement les Français. Ceux qui le font le plus clairement sont, par malheur, pauvres et privés des soutiens que trouvèrent les collaborateurs de Joinovici. Ils seront d'ailleurs de moins en moins libres d'agir, si l'expression autoritaire de la République joinovicienne, Jules Moch, se durcit dans le combat contre la vérité qui le blesse. Sans vergogne, sans pudeur, Moch persécute et persécutera tout ce qui prétend s'opposer à sa nature illimitée et frénétique. Il n'a pas hésité à interdire l'affichage du journal *Aspects de la France*, coupable de ne l'aimer point. En application des consignes machistes, certains préfets n'ont pas barguigné : ils ont assimilé, pour justifier l'interdiction, *Aspects de la France* aux publications pornographiques. Des juges à Lille et à Versailles ont pu débouter Moch, et leurs attendus ont déclaré son décret illégal et arbitraire. Moch a *tenu* sur ce point, comme Il tient dans son opposition à toute amnistie, à tout apaisement français. Qui est donc Moch pour interdire à des Français, fils de Français, d'user publiquement de leur liberté de jugement ? Le bras séculier de la République de Joinovici. Certes. Mais, depuis 1947, où j'ai eu pour la première fois affaire à lui, j'ai pu perfectionner ma connaissance du personnage. Réservant pour plus tard une monographie sur Jules Moch, je m'en tiendrai ici à ce qui révèle en lui le représentant le plus qualifié de notre République, et le place au sommet de la courbe qui monte de Joinovici à Zaksas, de Zaksas à Senghor, et de Senghor au clocher de Montrouge.



En juillet 1947, M. Moch me fit inculper parce que je l'avais injurié en février. Ce même M. Moch avait exigé que le *Journal officiel* reproduisît les mots de « salaud », « assassin », « fasciste », proférés le 18 juin par deux cents représentants du peuple souverain d'ailleurs marxistes comme lui. La personne de M. Moch passera, mais ses méthodes juridico-policières ne seront pas oubliées. Je dois avouer, pour ce personnage (dont je ne cesserai pas d'affirmer qu'il est « insane », c'est-à-dire hors de bon sens), une espèce de curiosité non dénuée de pitié. Mon enfance fut accoutumée au guignol lyonnais, à ses cruautés et ses grotesques énormes. Jules Moch m'en rappelle les souvenirs ; je le vois, la tête penchée, tenant le gourdin de la liberté, tandis que la voix du meneur du jeu lui fait dire : *Pour la première fois dans l'Histoire de France...* et les enfants battent des mains, tellement c'est drôle d'entendre Jules parler de l'histoire de France... Or qu'est-ce qu'il a fait le cousin Jules pour la première fois dans notre histoire ? La voix continue : *Pour la première fois dans l'histoire de France, les forces de l'ordre ont été transportées sur les lieux par la voie des airs...* Et là, on ne bat plus des mains, il y faut les pieds. On se doutait bien que ce genre d'exploit, digne de Bayard et de Duguesclin, ne pouvait être conçu que par un Jules polytechnicien. Car, enfin, si ces forces de a l'ordre » avaient été battues, c'est par la voie des airs qu'on eût pu, grâce à Jules, les réembarquer. Comme c'est beau d'être la France, d'être ministre de l'Ordre en France et, sur le ton de Louis XIV, de proclamer que, pour la première fois dans l'histoire (comment Louis XVI n'y a-t-il pas pensé ?), la répression était mise à la portée de toutes les bourses et que Durant, ouvrier français matraqué, l'était enfin par des gardiens de l'Ordre qui avaient reçu le baptême de l'air avant de lui donner, à l'occasion, le baptême du sang.



Ma première expérience de Moch me le révélait donc dans son premier domaine, celui de la bouffonnerie péremptoire.

Mais l'affaire des pétroles tunisiens, qui éclata le lundi de Pâques de cette année, devait aggraver son cas et l'associer à une affaire de pillage du patrimoine français auquel le Parlement lui-même ne put demeurer indifférent : Supposez un instant que *Le Monde* ait annoncé ce soir, en caractères gras, qu'une équipe de cambrioleurs s'était distribué le travail et avait mis au point le plan du pillage des banques de Marseille, votre première réaction eût été de demander si l'on allait laisser mettre ce plan à exécution. Mais supposez de plus qu'au dernier paragraphe de l'article sur ce plan de « dévolution » (comme on a dit en 1946 pour *La Presse*) *Le Monde* eût ajouté *On rapprochera ces informations du voyage effectué à Marseille cet hiver par M. Jules Moch, ministre de l'Intérieur...* Alors vous criez à la fausse nouvelle. Vous attendez que M. Moch fasse poursuivre *Le Monde*. Vous n'admettez pas qu'un ministre de l'Intérieur soit mis en cause aussi légèrement. Bon.

Eh bien ! À ceci près qu'il s'agissait de la division de la Tunisie en trois zones d'exploitation, dont la plus riche serait d'ailleurs attribuée à la Shell, et que le voyage de M. Moch était un voyage au Fezzan, c'est exactement ce que pouvaient apprendre les lecteurs du *Monde* le lundi de Pâques 1949.

Le comble, c'est que ces informations parvenues à Londres n'ont pas manqué de *retenir l'attention* des milieux gouvernementaux français ». Nous avons donc fait ce que conseillait notre confrère républicain ; nous avons rapproché ces informations du voyage de M. Moch. Nous



avons demandé ce que ce ministre de l'Intérieur allait faire au Fezzan, et pourquoi le pétrole, produit volatil, tombait sous sa haute juridiction ?

En veine de rapprochement, nous nous sommes permis de rêver au curieux destin de Pierre Laval, qui n'avait fait, dit-on, que livrer les actions des mines de Bor, et qui n'était qu'Auvergnat.



Le troisième pas que je fis dans la connaissance de Moch, je le dus au *Journal officiel*. Ce pas était si considérable, que le précieux renseignement sur l'origine du ministre de l'Intérieur ne fut repris par aucun journal autre qu'*Aspects de la France*.

Donc, le 9 juin 1949, le député Villon, en réalité Gintzburger, voulut prononcer le nom de Moch comme tous les Français ont coutume de le faire. Un mauvais ami de Moch voulut reprendre l'insolent, ce qui provoqua ce dialogue :

« Henri-Eugène Reeb. — Pas « Moche », Moch !

» M. Pierre Villon. — Si, car M. Moch est de Neuf-Brisach. Je me souviens que, pour prouver qu'il était d'origine alsacienne et non pas né outre-Rhin, il avait demandé à mon père, qui est historien, une attestation. (*Interruptions à gauche.*)

» voulait pouvoir prouver à l'époque, à l'administration antisémite de Vichy, qu'il était bien un juif d'origine française.

» Bien que M. Moch fût originaire de Neuf-Brisach, en pays de Bade, mon père lui établit une attestation d'après laquelle il serait originaire de Brisach, tout court, permettant ainsi la confusion avec Vieux-Brisach, en Alsace, et c'est grâce à cette attestation que M. « Moch » a pu se promener librement en zone Sud pendant des mois.

Il semble bien que Gintzburger ait commis une erreur matérielle, et que Neuf-Brisach soit alsacien, et Vieux-Brisach en pays de Bade. Cela ne change rien à l'affirmation sur l'origine de Moch qui, d'ordinaire si prompt au démenti, n'a pas bronché.

L'important, c'est ce phénomène joinovicien par excellence : le Parlement Français a pu entendre le 10 mai, à la tribune, Gintzburger, dit Villon, affirmer que le ministre de l'Intérieur de la France serait né outre-Rhin, d'une famille israélite badoise dépourvue de tout rapport avec le pays où il fait régner aujourd'hui l'ordre. Or le Parlement n'a pas bronché. Ramadier s'est contenté de faire un calembour. Jules Moch n'a pas réagi ce jour-là ni les jours suivants. Nous attendons qu'il fasse poursuivre Gintzburger, qu'il demande la levée d'immunité parlementaire pour lui-même et pour son accusateur. La démocratie athénienne a été l'objet de développements rhétoriques indéfinis de nos républicains. Elle était accueillante, humaine pour le Grec étranger. Mais elle n'admettait pas que gouvernât sur son sol celui qui n'y était pas né, qui s'y trouvait par le hasard de l'immigration. La nation française a le droit de savoir si sa force publique est aujourd'hui entre les mains d'un homme qui n'a rien de commun par l'origine avec ses paysages, son histoire, ses piétés. Il n'y a pas de loi écrite pour interdire qu'un tel homme la gouverne. Mais il y a des lois non écrites, et de simple décence, qu'elle a le droit d'invoquer. Et si l'on pense que c'est bien ainsi, que cela prouve la puissance d'assimilation de la France, qu'on n'en ait donc pas honte ! Qu'on l'écrive en lettres orgueilleuses sur de belles affiches dans toutes les communes françaises. Le peuple français est juge du bien et du mal ? Qu'on l'informe alors,

qu'on lui propose cette origine et cette puissance de Moch comme un exemple public, un cas favorable à généraliser.



Pour moi, je ne trouve point cela naturel, et la tête sur le billot je continuerais de réclamer, pour appliquer la loi à mes enfants, des Français de naissance. Je suis hospitalier par nature, et point xénophobe. J'aime, aussi bien, voyager à l'étranger ; il ne m'est jamais venu à l'idée, même après de longs mois passés en Italie, de revendiquer les fonctions de M. Mario Scelba, que l'on appelle parfois le Jules Moch italien.

Léon Blum voulait, l'autre jour, dans un mouvement très athénien, en suggérant que l'on reprît à la Grèce antique les bonnes lois de l'ostracisme. Suis-je plus coupable que lui, et moins athénien en suggérant que l'on reprenne les bonnes lois sur le Météquat, qui n'eussent pas permis à Joinovici de faire sa fortune et de corrompre librement, ni à Jules Moch (s'il est bien né au pays de Bade) de devenir notre Périclès.

Je suis donc un têtard de ne pas admettre le cours nouveau des choses. D'autant qu'il est des lois, dont j'ai déjà parlé, qui protègent Joinovici. Il se jamera diffamé et m'intentera un procès...

Mais j'ai la conscience assez tranquille, et la fameuse loi sur laquelle je dois revenir quelque peu, au terme de cette brève histoire de la dernière des Républiques, ne me concerne pas je ne suis pas raciste. Le comte de Gobineau m'ennuie quand il n'est pas romancier. Vacher de Lapouge ne me semble pas devoir intéresser que les éleveurs ; j'ai une autre idée que Rosenberg de l'homme, cet être étonnant entre tous, qui vit dans les cités, mais, dans sa solitude, modèle son rapport à Dieu. Je ne suis donc pas antisémite comme le furent certains Allemands, comme le sont quelques Russes et presque tous les Américains. Seulement il y a un point où il ne s'agit plus de cela, mais d'un fascisme juif et de la communauté française — où je dois reconnaître une certaine frénésie juive qui s'arroge ma patrie, en fait sa chose, prétend élever au-dessus de tous les crimes qui pourraient la déceler et qu'elle nomme indistinctement « antisémitisme ». Il n'y a plus de crime de lèse-majesté. Au nom de la vérité, de la souveraineté de l'opinion, on a tout mis en question, tout souillé ou tout ruiné dans la vieille France chrétienne. On a fait des lois d'exception contre les communautés religieuses, on a chassé du sol les familles dont le crime est d'avoir été associées de trop près à l'histoire que l'on apprend à nos enfants. Il est possible d'étrangler à longueur de colonnes le dernier prêtre avec les boyaux du dernier bourgeois, en un mot nous sommes libres, libres de foutre respect il n'y a plus de lèse-rien...

Mais attention !... Dans cette destruction, cet émiettement universel, il demeure une interdiction, un territoire où la liberté s'arrête, où l'opinion n'est plus souveraine, une intouchable majesté. Il y a un crime qui ébranle les colonnes de la cité : c'est le crime de lèse-juif dénoncé et défini par Claude Morgan dans ses *Lettres Antifrançaises* du 14 février 1947.

*Chacun, écrivait-il, a le droit de combattre la doctrine, le système social qu'il veut.* Notez que ce Morgan ne dit pas combattre pour la doctrine, mais combattre la doctrine. Si j'étais aussi raciste que lui, je pourrais penser que cette conception négative est assez typiquement juive. Cette généralisation induite tirerait d'ailleurs quelque autorité du fait que Claude Morgan est le fils du pauvre Georges Lecomte et d'une mère juive.

Mais voyons l'idée vous pouvez tout combattre au nom de la liberté. Vous pouvez même appeler l'avènement d'un régime qui suppose la dépossession et l'asservissement de toute une

classe de citoyens, comme le font les camarades de Claude Morgan à la suite du juif Marx. Tout est permis, à ceci près *que l'antisémitisme est pour tout Français un crime, puisqu'il est contraire à la Déclaration des Droits de l'Homme. D'ailleurs ce crime est sanctionné par une loi que le public connaît mal et que les pouvoirs publics n'appliquent jamais.*

Il est grand temps, comme le dit Morgan, d'appliquer cette loi, et même de la rendre plus rigoureuse. Je crois bien me souvenir qu'elle menace ceux qui s'en prennent à une catégorie d'habitants, et qu'elle s'applique d'autant mieux que la catégorie ainsi visée est plus nombreuse. Les attaques quotidiennes de *L'Humanité*, de *Ce Soir*, d'*Action* et des *Lettres Antifrançaises* contre les Vichyssois, les bourgeois, les hommes des trusts et, en général, contre tous les non-communistes, pourront donc être châtiées en vertu de cet écrit qui proclame l'intangibilité de la communauté française.

A moins que... A moins qu'il n'y ait là protection que du seul juif, demi ou quart de juif. Il est alors grand temps d'accentuer sa rigueur et d'instaurer dans mon vieux pays délabré une espèce de terreur religieuse devant ce mot même de juif — grand temps de déclarer Morgan irresponsable, intouchable, innommable et sacré :

*J'appelle un chat un chat — Morgan je ne sais quoi.* Que la France crève, que la faillite menace, que nos intérêts en Europe soient méprisés par les alliés qui ne peuvent plus voir en nous un élément d'ordre, de raison et de paix, qu'il y ait en France cinquante cas d'injustice flagrante et hurlante, cinquante affaires Dreyfus qui ont le tort de n'être que les affaires Dupont... cela est indifférent à Claude Morgan : *Ce qui nous importe c'est de démontrer que l'antisémitisme est un crime et qu'il doit être réprimé comme tel.*

Que, si la démonstration n'est pas probante, on fera une nouvelle loi, signée Bela Kun ou Morgan, il y sera décrété qu'il est un crime plus criminel encore que l'antisémitisme, crime de droit commun, crime capital, crime crapuleux se refuser à croire et proclamer que l'antisémitisme est un crime.

Convaincu d'ailleurs par Claude Morgan, et petit-fils d'un abonné à *La Libre Parole*, j'avoue ma honte d'avoir, comme presque tous les Français de naissance, un aïeul antisémite. Je rougis à la pensée qu'il n'ait pas payé son crime contre la déclaration des Droits de l'Homme, et qu'il ait même odieusement fui ses responsabilités civiles en combattant de 1914 à 1918 dans les rangs de l'infanterie, et non dans ceux de la *ligue internationale contre l'antisémitisme*.

Mais enfin, on est ce qu'on est. Je ne puis m'inventer des ancêtres au pays de Bade. Et, quoi qu'il arrive, je serai toujours un mauvais citoyen de la République Joinovicienne. La politique d'assimilation n'a aucune chance avec nous autres, pauvres gens sans protection, dont on ne sait quel fanatisme les empêche d'envier le beau destin des Puissants apatrides.

*Saint-Germain-en-Laye, le 31 juillet 1949.*

---

---

Imp. CRÊTÉ (S,-et-0.)  
8983-8-49 - C. O. L., 31-1631.  
Dépôt légal, 3<sup>e</sup> trimestre 1949.

---

---





CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS

R.-L. BRUCKBERGER

**NOUS N'IRONs PLUS  
AU BOIS**

*« Un livre dont a parlé toute la France. »*

225 fr.

*Collection*

*« ARCHIVES D'HISTOIRE CONTEMPORAINE »*

BATONNIER BUTTIN

**LE PROCÈS PUCHEU**

*Révélation sensationnelles sur un procès dramatique.*

340 fr.

MARÉCHAL MONTGOMERY

**AVEC LA VIII<sup>e</sup> ARMÉE,  
d'El Alamein à l'Adriatique**

*L'épopée de « Monty ».*

450 fr.

R. HAVARD DE LA MONTAGNE

**HISTOIRE  
DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE  
De Lamennais à Georges Bidault**

*Les origines et les égarements du Mouvement  
Républicain Populaire.*

380 fr.

PIERRE PUCHEU

**MA VIE**

*Une confession bouleversante, qui révèle un grand  
écrivain politique.*

*Un document sensationnel sur les années 1935-1944.*

520 fr.

**AMIOT-DUMONT**

*Paris*

300 fr.